la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro

21e année. — No 367. — Nouvelle série no 66. NOVEMBRE 1952. — Prix : 70 francs.

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire (mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois	400 fr.
Un an	700 fr.

EXTERIEUR

Six mois	480 fr.
Un an	850 fr.

Le numéro : 70 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2e)

Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 66 - Novembre 1952

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) *De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;*

2) *De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;*

3) *De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se refera le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;*

4) *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps selon la formule de Pelloutier,* « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) *De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;*

6) *De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir le jour, où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;*

7) *Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le bagne policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale :* **l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.**

Le Carnet du Sauvage

« MEDIOCRITE GENERALE »

Un ami de vieille date m'a écrit que j'avais eu tort de parler de médiocrité générale à propos de Raymond Bouyer, à l'occasion de sa mort. C'est, ma foi, possible.

D'autant plus fâcheux que, du coup, on n'a plus pensé à sa très grave formule de 1946 : « Les communistes ont enfin compris. Ils sont venus sur notre plate-forme à nous. Désormais on peut travailler en plein accord. » Décidément pour comprendre les staliniens — ne disons pas les communistes — il faut avoir vécu et travaillé avec eux.

Bien sûr, il est de mauvais ton de parler mal d'un mort récent. Ma courte oraison funèbre n'a pas été prononcée au cimetière, mais ici dans ce Carnet, et moins pour me soulager, ce dont j'aurais tout de même le droit, mais dans l'intérêt du mouvement. Il est vrai que le mouvement est, comme moi, un peu dur de la feuille et comprend quelquefois de travers.

Entre nous, même ici, je n'ose pas toujours dire ce que je devrais dire. Je me suis abstenu de parler d'Ouradou et de Chevalme, lors de leur mort. Pourtant, j'avais tiqué en lisant, non pas le discours de Bourbonneux, qui était en service commandé, mais par exemple les adieux des « Nouvelles du C.I.O. » disant que ceux de ses représentants qui avaient travaillé avec lui considéraient Chevalme comme « un syndicaliste solide et dévoué ». Je m'étais demandé si un Chevalme ou un Ouradou, associés de Mathot et partant de Villiers, pouvaient vraiment être considérés comme des syndicalistes ouvriers solides et dévoués. Si les Fédérations F.O. des Métaux et des Cheminots sont empêtrées dans des contrats avec Mathot-Bedes-Villiers, c'est à ces deux hommes qu'elles le doivent. Quant à ne pas parler d'Ouradou, sous prétexte que cela peut être blessant pour les militants socialistes, je ne retiens pas l'argument, estimant qu'ils n'ont aucune solidarité dans le fait précis. Quant aux cheminots F.O., c'est autre chose, et j'ai bien le droit de penser — en attendant qu'on me prouve mon erreur — qu'Ouradou est pour quelque chose dans les blagues et fautes de Laurent et de Bodeau.

Mais revenons à la médiocrité générale dont le mouvement syndical est atteint. Il n'est pas inutile de s'expliquer.

Car je ne me monte pas le cou. Nous ne sommes pas des aigles. Nous faisons ici ce que nous pouvons. Mais nous tâchons de voir clair, de dire ce que nous voyons et de faire ce que nous pouvons. Je crois même que nous pourrions faire plus et mieux. Nous pourrions être plus nombreux et mieux organiser notre travail.

Ce que j'ai voulu dire c'est que là où il n'y a plus d'indépendance de pensée, où l'on ne discute plus, où l'on doit toujours approuver sous peine de perdre ses galons ou de ne pas en prendre le niveau baisse ; il se crée une atmosphère de médiocrité générale. Voilà ce que j'ai dit ou voulu dire. Bouyer avait promis mieux. Les fruits n'ont pas été dignes des fleurs. Dans un milieu syndical normal il aurait donné autre chose.

Il y a déjà longtemps que je me suis épaté à la fois devant la façon élégante de discourir des militants d'aujourd'hui et le vide de leurs discours. Nous avions déjà des bavards dans le temps, mais ils ne donnaient pas le ton. On parlait sans doute moins bien mais on disait quelque chose.

L'exemple du quotidien confédéral le « Peuple » est typique. Alors que le nombre des syndiqués avait triplé et même décuplé, il n'a jamais trouvé le chiffre de lecteurs de la « Bataille syndicaliste », qui pourtant avait été faite dans de bien dures conditions. C'est que jamais journal ouvrier ne fut moins lisible. Le seul objectif du « Peuple », sous le règne de Million comme sous celui de Bouyer, fut non pas de faire sa part des tâches essentielles du syndicalisme mais de défendre les histoires de la bureaucratie confédérale et fédérale.

L'exemple du Conseil économique n'est pas moins typique. Que se dégage-t-il des grands travaux de ce grand Conseil depuis tant d'années ? Absolument rien. A croire que ce moulin moud du vent.

Médiocrité par la faute d'en haut seulement ? Je ne le crois pas. Plus je vais, plus je me demande si les militants aux divers échelons, si les syndiqués à la base n'ont pas les dirigeants qu'ils méritent. Quand, en bas, on attend que les alouettes vous tombent toutes rôties ; quand, militant d'ici et de là, on attend la circulaire d'en haut pour savoir ce qu'il faut penser, ce qu'il faut faire et comment le faire, on a vite habitué les petits et les grands chefs à en faire à leur tête.

On ne trouve plus, paraît-il, de camarades pour assurer jour par jour, et à l'œil, les besognes ingrates que comporte l'action de tout syndicat, même quand il possède un ou des permanents. On ne trouve plus de copains pour étudier les questions et animer les discussions ; on ne discute plus le coup à l'atelier, à la permanence syndicale, au conseil syndical, au bistro ou ailleurs. Allons, allons, ne noircissons pas trop le présent. Du dévouement, il s'en dépense encore. Regardez les jeunes staliniens, regardez les jeunes chrétiens. Je sais bien que le sport mange beaucoup de jeunes. Le cinéma aussi, peut-être. Mais vous ne me ferez pas croire qu'il ne reste pas des dizaines de milliers de jeunes et de vieux syndiqués qui réfléchissent, qui étudient, qui ont envie de donner leur effort pour une tâche qui leur paraisse grande et qui leur réchauffe le cœur.

Cette médiocrité générale, qu'il faut bien regarder comme un fait, on ne la dissipera qu'en la constatant, en en recherchant les causes et en détruisant celles-ci à la racine même.

— Très beau, tout ça, me dira quelqu'un que je connais bien et qui s'est fabriqué toute une théorie pour excuser à ses yeux son inaction. Où vois-tu que la classe ouvrière puisse faire quelque chose d'utile, même si elle en était capable et si elle le voulait ? Nous vivons dans un monde où tout se joue sans elle.

Qu'est-ce qu'elle peut contre la guerre, quand ce sont les Russes eux-mêmes tout en criant à la paix qui mènent la danse de guerre ?

Qu'est-ce qu'elle peut au point de vue révolutionnaire ? Foutre en bas la vieille bicoque pour monter à la place un camp de concentration, ou faire plus mal que les bourgeois ?

Même dans les boîtes, tu crois que les gars s'en ressentent pour réclamer cent francs qui se transformeront en milliers de francs pour la hiérarchie qui aura tout fait pour leur casser les jambes ?

— Non, rien ne se joue sans la classe ouvrière mais le jeu aujourd'hui est plus difficile et plus compliqué qu'hier. Raison de plus pour aider à voir clair et pour en mettre un coup. Raison de plus pour nous garder nous-mêmes de la médiocrité générale et pour réagir contre elle.

LE SCANDALE VILLIERS-BEDES

Quand les gens n'ont pas la conscience tranquille, il est naturel qu'ils grognent et vous lâchent à l'occasion des coups de pied dans les chevilles.

Ma position sur l'affaire Molinier et sur la question de la publicité Villiers-Mathot au sein de F.O. m'a valu plusieurs épitres bien senties, sans parler des échos qui me sont revenus. De quoi se mêle-t-il ? En quoi les histoires de postiers le regardent-elles ? Ou celles de F.O. à laquelle il n'adhère pas ? Il ferait mieux de se faire oublier. Sinon, nous lui montrerons que, nous, nous n'oublions pas les histoires de 1914-1922. Vous voyez Bothereau se préparant à moduler ça !

Comment voulez-vous que je me tienne tranquille ? Non pas que je regrette ce que j'ai fait en 14 et par la suite quand général, colonels et officiers ont tourné le dos au syndicalisme et qu'il nous a fallu à quelques seconde classe, heureusement avec Merrheim pendant le temps le plus dur, rassembler les troupes. J'en suis plutôt fier. Que n'avons-nous réussi ! Si nous l'avions emporté, l'affaire Mathot ne se poserait pas aujourd'hui. Aussi Bothereau peut toujours y aller de son, ou de ses couplets.

Je n'ai pas lu que des lettres où il était parlé de Lapeyre et de sa clique. La clique, c'est nous au Cercle Pelloutier et à la « R.P. » Quant à Lapeyre, il peut voir par cet échantillon comment on explique l'affaire aux secrétaires d'U.D.-F.O. qui se chargent à leur tour de l'expliquer à leurs prédécesseurs et aux militants des syndicats locaux.

L'exclusion de Molinier sera-t-elle votée par le congrès des postiers F.O. qui va se tenir ces prochains jours ? Certains la regardent comme acquise. Elle me paraît si difficile à expliquer et si lourde de conséquences que je la croirai décidée seulement quand elle le sera effectivement. Il n'est pas possible que l'ensemble des militants postiers soit aussi aveugle.

De plusieurs côtés on m'a dit : d'accord sur le Bedes, mais désaccord sur Molinier. L'affaire Molinier n'est pourtant qu'un chapitre de la question du Bedes. Si l'on n'encaisse vraiment pas le Bedes, il faut non seulement refuser l'exclusion de Molinier, mais lui adresser des félicitations pour son courage en la circonstance.

Le scandale Villiers-Bedes est une chose très simple. Une organisation ouvrière peut-elle accepter sous forme de publicité Mathot-Bedes une subvention du Conseil national du patronat français ? Si elle le fait, peut-elle se revendiquer sans rire de l'indépendance du syndicalisme ? Un militant syndicaliste peut-il accepter qu'une organisation à laquelle il adhère, fédération, U.D., confédération reçoive une subvention du patronat ? Pour nous, dire : non ! est une question de propreté et une question de principe.

Notre surprise et notre amertume, c'est de constater combien nous sommes rares à dire cela ; combien sont nombreux ceux qui trouvent normale cette corruption ; combien nombreux aussi sont ceux qui vasouillent, après deux ou trois ans, et ne savent pas encore quoi penser, quoi dire et quoi faire.

L'affaire Molinier est embrouillée à plaisir. Qu'on ne se donne pas la peine de l'embrouiller un peu plus. Les hommes qui dirigent la fédération F.O. des P.T.T. s'en chargent. Avec eux aussi des militants postiers avec qui Molinier s'est heurté jadis dans des luttes de tendances.

Il n'est pas sérieux de reprocher à Molinier d'avoir attendu un an pour protester contre le Bedes quand on a attendu soi-même plusieurs années et qu'on n'a pas encore protesté publiquement et efficacement.

Il n'est pas plus sérieux de parler de campagne publique dissolvante et de manque de probité intellectuelle. Une bonne camarade postière, qui s'en est laissé mettre plein la vue, se demande comment on peut attaquer sa belle Fédération. — Alors quoi, ça ne te fait rien que ta Fédération soit entretenue par Villiers ?

Il est illogique de reprocher à Molinier d'avoir accusé un militant de corruption sans en faire la preuve. Quoi, il ne suffit pas de demander et d'accepter pour sa Fédération la subvention de Villiers-Bedes, de se faire en tous lieux et en toutes occasions le défenseur de Mathot et de se proclamer son ami ? Ce n'est pas là une preuve suffisante ? Qu'est-ce qu'il vous faut donc ?

A quoi rime le rappel de luttes de tendances qui n'ont rien à voir dans le très grave débat présent ? Nous ne nous demandons pas si Molinier a eu tort hier en telle ou telle circonstance ni si nous avons été alors en désaccord avec lui.

Il n'y a aujourd'hui qu'une chose à considérer : Molinier a-t-il eu tort de protester contre l'acceptation par sa fédération d'une subvention Villiers-Bedes et de quitter pour ce motif le secrétariat de cette fédération ? Mérite-t-il pour cette attitude, qui l'honore à nos yeux, d'être exclu par cette fédération ?

Le Cercle Pelloutier a été pris à partie lui aussi. Ses initiateurs auraient commis deux crimes : avoir introduit Molinier à la « R.P. » simplement parce qu'il était devenu l'adversaire forcené de Mourgues ; ensuite l'avoir désigné comme trésorier du Cercle. D'abord, jusqu'à l'affaire Mathot nous n'avions aucune opinion sur Mourgues. Il pouvait ne pas aimer la « R.P. » — quand on a le cœur plein de Bothereau il ne reste plus de place forcément pour la « R.P. » — nous, nous attendions de les voir au travail pour nous faire une opinion. Nous avons accueilli Molinier à la « R.P. » parce qu'il avait eu le courage de s'élever au sein de la fédération F.O. des P.T.T. contre la subvention Villiers-Bedes. C'était, il nous semble, une bonne et suffisante raison.

Quant à Molinier trésorier du Cercle Pelloutier, il est vrai que nous l'avions désigné. En fait, il ne l'a pas été. Walu a assumé le secrétariat et la trésorerie. Cela parce que Molinier n'a pas apporté au Cercle l'effort que nous espérions et désirions. Il a tenu à mener sa campagne contre Villiers-Bedes dans le milieu postal indépendamment et sans regarder son groupe comme rattaché au Cercle. C'était parfaitement son droit. Mais sa participation au Cercle a été réduite à sa plus simple expression. Je pense même qu'il a ainsi affaibli son propre effort dans le milieu postal et en même temps affaibli l'effort du Cercle dans l'ensemble du mouvement syndical.

Tout cela sans doute parce qu'il s'est trouvé de bonnes âmes pour dire à Molinier : qu'est-ce que tu vas faire chez ces gens-là ? comme il s'en est trouvé pour nous dire : comment pouvez-vous accueillir Molinier à la « R.P. » et au Cercle Pelloutier ?

Arriver à rassembler les gens qui devraient s'unir, qui ont besoin de s'unir, n'est pas une petite affaire. Mais nous ne nous décourageons pas facilement.

Cette erreur de tactique de la part de Molinier ne peut nous rendre injustes à son égard. Encore moins nous laisser silencieux devant la grave faute que constituerait son exclusion par le prochain congrès de la fédération F.O. des P.T.T.

Je pense aussi que frapper sur Molinier dans le moment présent, c'est apporter du secours à Villiers-Mathot.

Puisque je suis en train de m'occuper de choses dont je devrais bien ne pas me mêler, je vais pousser un peu plus loin. Le scandale Villiers-Bedes ne peut manquer d'avoir un écho au congrès confédéral F.O. qui se tiendra quelques jours après celui des postiers F.O.

Je ne m'étais pas trompé en supposant que le bureau confédéral, c'est-à-dire Bothereau, tâcherait de sauver l'opération Villiers-Mathot en la revêtant d'un nouvel habit quant aux U.D., tout en laissant

les fédérations libres de continuer comme par le passé.

Des camarades estiment qu'une minorité devrait se former au sein de F.O. mais qu'elle ne peut pas se rassembler sur une question comme le scandale Villiers-Bedes.

J'avoue que je n'avais pas envisagé cet aspect du problème.

Je dirai cependant que c'est bien dommage que le rassemblement n'ait pas lieu sur ce terrain. Dommage non pas pour nous, mais pour cette minorité. Je ne vois pas quelle question pourrait et devrait provoquer un plus large et plus sain rassemblement. Je ne vois pas non plus quelle confiance pourront s'accorder des partenaires incapables de se donner cette élémentaire garantie de probité et de principes.

Nous avions espéré un sursaut de conscience général, autre chose qu'un effort de tendance ou de minorité. Nous l'attendions de la part non seulement de tous les militants révolutionnaires, mais de la part aussi de très nombreux militants réformistes. Quel spectacle nous est offert ? Pas mal qui se disent révolutionnaires n'ont pas ouvert la bouche. Quelques-uns voteront peut-être l'exclusion de Molinier au congrès des postiers. Du côté réformiste, chez les meilleurs, on croit de bonne médecine de laisser guérir de lui-même un tel abcès. Et s'il s'envenime au contraire ?

Une minorité F.O., plus capable peut-être que la minorité C.F.T.C. de revivifier sa centrale, afin de lui permettre de devenir la grande centrale libre de ce pays, a été incapable de se rassembler. Depuis la déclaration d'Angers, aucun pas de fait. Sur quel terrain, autour de quels principes, en vue de quelle action immédiate peut-elle se rencontrer et se former ? Il existe probablement plusieurs minorités et de multiples foyers de malaise au sein de F.O. Ces minorités n'ont montré jusqu'ici ni grande vigueur, ni lucidité de jugement, ni vrai désir de s'agglomérer. Souhaitons qu'un jour, le plus prochain possible, elles montreront tout cela. Mais le Cercle Pelloutier s'est donné d'autres tâches. D'autant plus naturellement qu'il est formé de camarades appartenant à des Centrales différentes. Un peu aussi parce qu'il veut maintenir certains principes essentiels qu'une minorité un peu large peut difficilement accrocher au-dessus de sa porte d'entrée.

Ça ne l'empêche pas de souhaiter bonne chance à ces minorités de F.O., tout en regrettant qu'elles n'aient pas compris qu'un effort commun pour délivrer leur Centrale du scandale Villiers-Bedes était la première œuvre de salut public pour F.O.

LE RETOUR DE THOREZ

Ainsi Thorez sera bientôt rendu à la liberté. La situation dans le parti stalinien français l'exige, paraît-il. La situation dans le pays aussi. Peut-être, surtout même, la perspective de grandes manœuvres staliniennes sur le terrain international.

Les menaces contre Marty et contre Tillon ont-elles créé un malaise profond dans le parti ? Du dehors, on n'en saurait juger. Certes, il n'y paraît pas. Car il ne faut pas confondre la rancœur laissée par les échecs de février, mai et juin avec la liquidation de deux hommes projetée probablement longtemps avant ces fiascos dont la responsabilité ne leur incombe pas. Le mauvais caractère de Marty est une vieille histoire. Les trésors gardés par Tillon en sont une non moins vieille. On en profite pour régler ces histoires, voilà tout. Puisqu'il faut des boucs émissaires, pourquoi pas ces deux-là ?

Ils partiront après s'être discrédités l'un et l'autre. La lettre de Marty à Mauriac, même si elle lui a été imposée et dictée, n'en montrera pas moins qu'on peut avoir mauvais caractère et n'avoir pas de caractère du tout. Quant à l'histoire du métro Couronnes, à qui Tillon peut-il faire croire qu'il avait affaire à deux agents de la police française attachés à ses pas ? Avec ceux-là, Tillon n'aurait pas hésité à leur parler sur un ton sans réplique et même à leur allonger, si besoin était, quelques vigoureux directs de député stalinien. Mais avec des hommes à tout faire du Guépéou franco-russe, experts dans l'art d'enlever quelqu'un ou de l'abattre au bon moment, on comprend que l'affolement se soit emparé de Tillon. On a beau connaître la musique, ça vous produit quelque impression. C'est d'ailleurs parce qu'on connaît la musique que l'impression est si forte.

Le parti stalinien a besoin d'être repris en main. On ne peut compter pour cela sur Jacques Duclos. Pensez donc, un chef qui garde sur lui un soir de manifestation des Carnets aussi dangereux. Il a beau invoquer qu'il ne pensait pas qu'on oserait jamais porter la main sur un personnage tel que lui, son affaire est réglée. Il aura l'oreille fendue. Il ne l'a pas volé. Mais qu'il rende encore quelques services avant de passer dans l'ombre. Il faut qu'il s'avilisse lui-même.

La situation dans le pays réclame qu'une plus grande figure apparaisse à la tête du parti. Pour le parti d'abord, pour son rayonnement ensuite. Thorez n'incarne-t-il pas la politique de la main tendue ? Il doit pouvoir reprendre de l'ascendant dans les couches sociales qu'il s'agit d'influencer. Les petits commerçants bouderaient-ils en dépit des protestations d'amitié que leur prodiguent le parti et ses organisations satellites ? Pourtant il y va fort. Au moment où la Radio trouve des oreilles qui l'écoutent avec « Nous, les clients », le parti stalinien, le parti des prolétaires et des exploités, ne cesse de crier : « Avec nous les petits commerçants et même les gros ! Avec nous les B.O.F. ! » Le parti ne s'en tient pas aux commerçants. Il cherche à attirer sur son cœur le patronat français. Il lui promet des commandes venues de l'Est. Il exploite sa jalousie contre les méthodes américaines de production. Le Ricain a remplacé le Juif d'hier. Il souffle comme pas un sur le chauvinisme français. Le moment est proche où Duclos — s'il n'est pas liquidé avant — nous redonnera dans « l'Huma » un article contenant trente fois le mot « Boche ». Après tout, c'est une fois qu'il l'aura redonné qu'il sera liquidé. On pourra dire ensuite qu'il avait déshonoré l'internationalisme prolétarien. Comme si le panslavisme stalinien avait quelque chose de commun avec l'internationalisme prolétarien.

Il est temps que revienne Maurice Thorez avec sa politique de la main tendue à tous les hommes dits de bonne volonté, aux commerçants, aux patrons, aux chrétiens, aux progressistes de tout genre et aux socialistes tombés avec la dernière pluie.

Quelle main tendue ? Celle que Thorez appliquait en octobre 1947 sur la figure de Jacques Carat, un jeune socialiste qui osait lui porter la contradiction à Cachan ?

RODO PISSARRO

Je ne veux pas laisser partir le dernier fils du grand Pissarro sans rappeler un souvenir. Pendant plusieurs années il fut le dessinateur des « Petits bonshommes », le journal pour enfants qui était, avant 1914, le voisin de la « Vie Ouvrière » au 96, quai Jemmapes. On voyait Rodo, on ne le connaissait que sous ce nom, apporter régulièrement ses dessins pour illustrer tout le numéro. Il ne s'arrêtait guère, le temps de dire à Tourette qui s'occupait des « Petits bonhommes » ce qu'il lui apportait, et de demander ce qu'il faudrait faire pour le prochain numéro. Un gros travail régulier, soigné, et pour lequel il ne touchait pas un sou.

Une nouvelle œuvre ouvrière trouverait-elle aujourd'hui auprès d'artistes un concours aussi dévoué ? Je me le demande.

Pierre MONATTE.

COMBATTANTS de la DÉMOCRATIE :

Jouhaux, Laugier, Dolivet et Cie

Qu'est-ce que c'est que cette *Démocratie combattante* qui surgit soudainement en juillet dernier ? Après quelques communiqués laconiques, Jouhaux exposa son origine et son but dans un article que le *Monde* inséra dans sa « Tribune libre » du 18 juillet. C'est lui, écrivait-il, qui avait pris l'initiative de lancer l'idée de la démocratie combattante, « mouvement universel pour la paix, le progrès social et les droits de l'homme », et, fort de l'appui d'un tas de personnages importants, il avait décidé de lancer un appel en vue de créer partout des comités nationaux, reliés par un Comité exécutif international élu par un congrès international. Un programme ambitieux, comme on le voit.

Pour l'instant, il n'y a encore là que des mots, des généralités sur la paix, la liberté, le bien-être ; des mots dont quelques-uns rendent un son inquiétant, la plupart usés par l'emploi qu'en ont fait Mussolini, Hitler, Staline. Des Etats policiers et totalitaires se baptisent effrontément démocraties populaires ; et il y a des « combattants de la paix » qui s'appuient sur un empire militarisé et préparent, de leur mieux, la guerre. Derrière les déclarations et les appels, il faut chercher les hommes, les inspirateurs de ces mouvements, analyser les faits ; alors il est possible de découvrir leur but véritable.

On peut négliger les répondants, patrons plus ou moins honoraires de cette nouvelle entreprise, bien que certains d'entre eux soient déjà trop marqués, pour ne retenir que les chefs : Jouhaux et ses deux vice-présidents, Henri Laugier et Louis Dolivet.

Bien que Jouhaux ait reçu le prix Nobel de la paix en 1951, il faut bien rappeler que durant la première guerre mondiale il fit de son mieux pour plonger la C.G.T. dans la guerre et l'y maintenir « jusqu'au bout », qu'il s'éleva contre toute « paix prématurée », son pacifisme ne se satisfaisant que d'une guerre de tranchées de quatre années. Sa passion démocratique subit une éclipse en 1921, au Congrès confédéral de Lille, quand il mobilisa des combattants, réels mais pas du tout démocratiques, pour se maintenir au pouvoir contre une opposition devenue majorité. Après la reconstitution de l'unité syndicale, il fit bon ménage avec ses co-dirigeants staliniens et ne s'en sépara que sous la pression énergique des syndiqués décidés à ne plus servir de masse de manœuvre dans la stratégie stalinienne. Pourquoi redire tout cela ? ça n'intéresse que les historiens ! D'abord, c'est une histoire bien fraîche, et ne voit-on pas que si la C.G.T.-Force Ouvrière a fait un faux départ, si elle n'a pu prendre figure de la Centrale syndicale que voulaient les ouvriers, si aux élections dans les entreprises elle n'arrive qu'en troisième place, après les chrétiens, parfois même après des indépendants, c'est parce que cette histoire n'est pas oubliée, qu'elle pèse sur le présent ; les actes d'hier peuvent aider à comprendre ceux d'aujourd'hui quand il faut en chercher le mobile et le but.

D'Henri Laugier il suffit de dire qu'il est le type de l'intellectuel que le Front populaire a conduit au stalinisme et qui y reste par sottise ou par amour-propre. Il appartient à cette catégorie d'hommes qui disent : Je ne suis pas communiste, mais... Facile à classer. L'homme qui donne sa couleur à l'entreprise, c'est Louis Dolivet. Bien que son nom aurait pu me frapper antérieurement, je ne l'ai remarqué que pendant la guerre, à New-York. Je voyais dans les bibliothèques une revue intitulée *Free World*, paraissant en anglais et en français ; le directeur était Dolivet. Il n'était pas nécessaire d'être particulièrement habile à déceler les subterfuges staliniens pour voir de quoi il s'agissait : la revue sentait le stalinisme à plein nez. Le personnage est donc connu ; impossible de dire qu'on ignore qui il est et ce qu'il veut. Un autre individu de même espèce était à New-York en même temps que lui, qui se donnait comme journaliste français et, sous le nom d'André Simone, dénonça « les hommes qui ont trahi la France » dans un livre où le pacte Staline-Hitler était complètement ignoré. Ces compères, qu'on trouve partout dans le monde, ont pour mission de donner et de répandre la version stalinienne des événements sous le couvert de la défense de la démocratie et de la paix.

Dans les journaux français que j'ai pu lire, je n'ai pas trouvé grand-chose sur la *Démocratie combattante* et ses hommes après les communiqués de « lancement ». La presse étrangère m'en a appris là-dessus davantage, notamment un article remarquablement documenté, paru dans le *New Leader*, de New-York, du 15 septembre, sous la signature de Robert Pascal. C'est une biographie complète de Dolivet qui confirme amplement tout ce que son *Free World* avait permis de deviner. Il vient de Bessarabie, où il naquit il y a une cinquantaine d'années. C'est un technicien dans l'art d'organiser des « fronts » staliniens car il a été formé par le grand-maître de la tactique du « cheval de Troie », Willy Muenzenberg, sous la direction duquel il travailla dans la grande époque du front populaire, jusqu'en 1939. Il avait antérieurement opéré en Suisse avec le stalinien Léon Nicole. Antifasciste professionnel, on le trouve parmi les organisateurs de toutes les entreprises de l'époque « contre la guerre et le fascisme », mouvement d'Amsterdam-Pleyel et le reste, qui contribuèrent pour une si grande part à égarer, à désarmer la classe ouvrière, à la livrer au stalinisme partout où elles parvinrent à faire assez de dupes.

En 1924, Dolivet fit le voyage de Moscou et, vers la même époque, se lia avec un banquier suédois, Olaf Ashberg, qui finançait les fronts antifascistes. En contact, naturellement, avec Pierre Cot, il participa à l'organisation du voyage en Europe d'Henry Wallace, quand celui-ci — dupe innocente — se laissa prendre dans les filets antifascistes. Peut-être se vante-t-il, mais il prétend avoir obtenu l'appui de Paul Reynaud, de Guy Mollet, de Gaston Tessier, dirigeant des syndicats chrétiens. Le programme de la nouvelle organisation ne se bornerait pas à publier, en octobre, une *Démocratie combattante* en France, et une *Fighting Democracy* en Améri-

que, à préparer un rassemblement de masse, universel, mais, pour montrer comment ces combattants se proposent de lutter pratiquement contre la misère et, en particulier, contre la crise du logement, génératrice de communisme, un fonds de 70 millions de dollars — 28 milliards de nos francs — serait recueilli pour édifier une « Cité Léon Jouhaux » dans la région parisienne.

Quoi qu'il en soit, de ce projet de Cité et des 28 milliards, c'est un fait que Jouhaux a témoigné d'une grande activité durant les mois écoulés. Il est allé d'abord en Angleterre comme délégué, dit-on, de F.O. au Congrès des Trade unions britanniques ; je n'ai pas trouvé trace de son intervention dans les comptes rendus que j'ai pu lire. Il est allé ensuite en Amérique, au Congrès de l'American Federation of Labor, et là, on a d'intéressantes précisions sur son intervention. Dans le texte qu'il avait préparé, un passage était consacré à la *Démocratie combattante* et à son appel. Les dirigeants de la Fédération le prévinrent que, s'il maintenait ce passage, ils seraient contraints de lui répondre publiquement devant le congrès pour dénoncer la *Démocratie combattante* comme une entreprise stalinienne, et demander au congrès de le dire dans une résolution spéciale. Jouhaux refusa le combat, s'inclina, supprima le passage incriminé. L'opération s'était faite si discrètement qu'on n'en avait rien su sur le moment ; mais des dépêches de correspondants parisiens ayant mentionné, d'après le texte non expurgé, que Jouhaux avait lancé son appel au congrès, la direction de la Fédération décida d'envoyer une note aux journaux pour préciser les faits ; le *New York Times* l'inséra dans son numéro du 7 octobre.

A peine rentré en France, Jouhaux allait en Belgique. Le 5 octobre, il intervenait devant le Congrès provincial de la Fédération Générale du Travail de Belgique, réuni à Charleroi. D'après les comptes rendus du *Peuple*, de Bruxelles, et du *Journal de Charleroi*, il ne semble pas que, dans son intervention, il ait mentionné nommément sa *Démocratie combattante ;* il a employé une formule plus vague dans le passage suivant, extrait du *Journal de Charleroi :* « La conquête de la paix, c'est avant tout la lutte contre la misère dans le monde entier. Le jour où celle-ci sera vaincue, les périls communiste ou autres ne seront plus à craindre. Le mouvement syndical a décidé de fonder un organisme international qui luttera pour la paix sur ce plan. »

Quel « mouvement syndical » a pris une telle décision ? Et quand ? On voudrait le savoir. Car jusqu'à présent ce nouvel organisme apparaît comme l'entreprise particulière d'une petite clique experte dans la pratique des « fronts » staliniens ; la méfiance à son égard est plus que nécessaire.

A. ROSMER.

IMPOSEZ LA LIBERATION D'ANNA PAUKER

Les nouvelles les plus alarmantes nous parviennent de Bucarest sur le sort des dirigeants antifascistes roumains.

Les bourreaux de la Sigourantza font subir à ces camarades les pires tortures.

Il faut sauver ces combattants dévoués de la cause de la liberté et de la démocratie, imposer la libération d'Anna Pauker, mère de trois enfants en bas âge.

Humanité, 15 septembre 1935.

Parmi nos LETTRES

DE LONDRES

Notre camarade Raymond Postgate nous écrit :

Chers camarades,

Il y a deux articles, dans le dernier numéro, sur lesquels je peux faire, peut-être, des remarques utiles.

1. — Roger Hagnauer recherche les raisons pour lesquelles le sénateur McCarthy a obtenu un si grand succès dans l'Etat de Wisconsin, où pendant si longtemps le mouvement de gauche conduit par La Follette fut tout puissant et où il a laissé tant de traces. Il omet une raison : c'est que ce Wisconsin est un Etat vraiment allemand. Une grande part de la population est d'origine allemande et des villes entières sont de caractère germanique. Les victoires de La Follette, commençant en 1917, furent fondées, beaucoup plus qu'on ne s'en est rendu compte, sur le sentiment national. L'Etat était pro-allemand dans le bon sens du terme et son soutien de La Follette était en partie une marque d'antipathie pour le gouvernement et la communauté qui avaient battu l'Allemagne et pour tout ce que cela représentait. A mesure que le souvenir de la guerre s'éteignait et que d'autres causes brisaient la coalition La Follette, il n'en resta rien qu'un sentiment national qui contribua à faire de certains citoyens des victimes faciles de la propagande nazie et des admirateurs des méthodes nazies, car McCarthy est tout juste un Goebbels.

2. — A-V. J. écrit une attaque violente de la police parce que ses membres ont questionné durant quatre heures un paysan nommé Dominici après le meurtre, à Lurs, « d'un citoyen anglais, de sa femme et de sa fillette », et affirmé son innocence. Et bien, Jack Drummond, qui pendant dix ans fut mon ami, n'était pas seulement « un citoyen anglais ». Il était aussi distingué comme savant qu'il était modeste, ses travaux sur la nutrition ont sauvé beaucoup de vies humaines, il était un homme très courageux (comme il le montra quand, à travers les lignes allemandes, il gagna la Hollande) et ses sentiments étaient chaleureusement pour la gauche. Le journal anglais Picture Post vient de publier une enquête sur le crime d'où il ressort clairement que le meurtrier est un homme de la région et qu'il est à peu près certain que la population de Lurs sait qui il est et qui possédait l'arme. Le mobile n'était pas le vol ; et il y avait apparemment deux jeunes hommes impliqués dans l'affaire, aussi bien que le paysan héroïque, quel qu'il fût. Il y a peu de doute, étant donné le caractère de la région, quant à ce que fut ce mobile. Les Drummond parlaient anglais : qui, dans ce pays de nobles maquisards, distingue les Anglais des Américains ? Drummond, éveillé, voulait discuter comme il était toujours disposé à le faire ; il avait même mis ses chaussures. Il fut tué ; puis sa femme fut tuée ; alors l'adversaire de l'impérialisme anglo-américain poursuivit la petite fille à travers les buissons et lui donna des coups sur la tête jusqu'à ce qu'elle eut cessé de crier. Les Dominici, qui se trouvaient à peu près dans la direction du vent, jugèrent les bruits tout à fait naturels.

Si ce compte rendu est exact (et il me paraît convaincant) une grande responsabilité retombe sur la propagande stalinienne certainement. Mais elle retombe aussi sur les journalistes qui prennent la défense des habitants de Lurs qui restent silencieux « par peur des interrogatoires « moscovites » et qui attaquent la police pour avoir prolongé sur place pendant 15 heures l'interrogatoire d'un homme sur qui repose une très raisonnable suspicion. Cela me semble être son devoir. Peut-être M. Dominici est-il apparu, à la fin, très fatigué, quand il fut relâché. C'est sans doute bien regrettable. Je crois que l'état d'Elisabeth Drummond était pire quand elle fut trouvée. Mais alors, pas de doute, je suis une brute fasciste.

Fraternellement à vous.

DE CHICAGO

D'une lettre de notre camarade S. Berg, voici de larges extraits relatifs à la note sur la grève de l'acier par Hans Wilmotte (*R.P.* de juillet), et portant une appréciation générale sur les grands syndicats américains :

Votre seule erreur de fait, sérieuse, concernait la Cour Suprême. Les juges de la Cour Suprême sont nommés à vie par le Président, la nomination étant confirmée par le Sénat. Roosevelt, en 1938, avait une Cour Suprême dont la plupart des membres avaient été nommés par Coolidge et Hoover. C'était une Cour réactionnaire.

Mais ces juges ne vivent pas éternellement. Les juges d'aujourd'hui ont été nommés par Roosevelt ou Truman. La saisie des aciéries par Truman ne fut approuvée que par ces juges qui avaient été des politiciens de la « machine » démocratique sans réputation authentique de progressistes, des hommes comme Robert Jackson, le procureur de Nuremberg, comme Tom Clark, ancien procureur général des U.S.A. De l'autre côté William O'Douglas et Hugo Black sont pour la gauche du « Fair Deal » de Truman ; ils ont constamment critiqué l'hystérie et l'atmosphère de purge aux U.S.A.

William Douglas est la seule figure politique dirigeante aux U.S.A. qui ait publiquement appuyé l'idée de gouvernement mondial. Il a appuyé l'idée de la reconnaissance de la Chine communiste. Il a critiqué la politique des U.S.A. en Asie parce qu'elle ne se base pas sur le besoin d'une révolution agraire, etc. Ainsi ce fut le plus progressiste des juges suprêmes qui s'opposa à la saisie des usines.

C'est cela qui fait apparaître la faiblesse des dirigeants ouvriers. Ils approuvent la saisie parce qu'ils ont peur d'avoir une politique indépendante. Il n'est pas douteux que, comme instruments pour l'action, les syndicats américains sont aujourd'hui plus efficaces et plus vigoureux que les syndicats français. Mais c'est seulement parce que les ouvriers américains sont jeunes et invaincus. Les grands syndicats industriels ont seulement quinze ans d'existence et les hommes qui ont construit ces syndicats dans les usines sont de jeunes militants. Dans les grandes grèves sur le tas ils ne tinrent pas compte de la légalité, non en raison d'une idéologie révolutionnaire mais seulement par empirisme américain, selon lequel chacun croit que ce qui réussit est bon (O.K.) sans égard à ce que la loi déclare.

Aujourd'hui ces syndicats industriels ne comptent plus sur un courant vigoureux à la base. Ils ont de grasses trésoreries et des bureaucrates bien payés. Les bureaucrates ont commencé à se retrancher sur eux-mêmes. Depuis quatre ans il n'y a pas eu de changement important dans un seul grand syndicat C.I.O. La base n'assiste plus aux réunions. De grosses sections de 10.000 membres groupent 50 ou 100 membres pour une réunion ordinaire. Des hommes essayent d'être élus au comité d'usine, non parce qu'ils sont les meilleurs et les plus dévoués des syndicalistes, mais parce qu'ils aspirent aux privilèges qui s'attachent à ces fonctions.

Après avoir noté que tous les dirigeants du syndicat C.I.O. de l'Auto n'ont pas l'étoffe ni l'orientation de son président, notre camarade ajoute :

Le syndicat des ouvriers de l'automobile est l'un des meilleurs syndicats C.I.O. au point de vue de l'action militante, de la démocratie et de la participation de la base. Le syndicat de l'acier de Murray, cependant, est l'un des pires. Aucune opposition, de quelque sorte qu'elle soit n'est tolérée. Les congrès aboutissent à des décisions toutes unanimes. La controverse est permise à l'intérieur des sections locales mais il est clairement entendu que si une tendance considérée comme anti-Murray gagne la direction d'une section locale, elle devra garder bouche close au congrès ou s'attendre à l'exclusion.

Vous avez sans doute lu récemment des comptes rendus d'une étude publiée en Angleterre sur le syndicat général des ouvriers des transports de Deakin, revélant le manque de participation de la base dans le syndicat. Mais le syndicat des transports n'est pas un cas typique en Angleterre. Il est le plus bureaucratisé. Dans son ensemble, le mouvement ouvrier américain, malgré sa jeunesse, est plus affecté par ces maladies que les syndicats britanniques.

Dans les circonstances présentes il est difficile de voir ce qui peut modifier cette tendance. Aujourd'hui nous avons des canons et du beurre aux Etats-Unis. Le beurre maintient, pour l'ouvrier, un niveau de vie raisonnablement satisfaisant et le besoin de canons est l'excuse qui maintient le mouvement ouvrier lié au gouvernement. Il se peut que cette situation reste inchangée jusqu'à une guerre atomique. Si tel est le cas le côté qui gagnera la guerre atomique est indifférent. Il n'y aura qu'une très petite gauche.

Il y a une tendance en Europe à dire « la vieille Europe est finie » et à regarder vers le mouvement ouvrier américain. Selon mon opinion, ceci est faux. Chacun peut lutter dans sa propre région pour construire le mouvement ouvrier comme une force de classe indépendante. Il se peut que la vieille Europe occidentale soit la région où cela pourra s'accomplir en premier, en particulier si une tendance progressive se développe dans le mouvement ouvrier anglais.

Et bien, espérons-le, pour le meilleur.

Fraternellement.

LETTRE DE MARCEAU PIVERT A ROGER HAGNAUER

J'ai reçu, en réponse à des notes et filets parus dans le numéro 64 de la *R.P.*, une lettre qui m'a touché trop tardivement pour prendre place dans notre dernier numéro, mais qui n'a rien perdu de son intérêt.

27 septembre 1952

Je n'ai pas très bien compris les réserves que tu semblais faire à ma dernière lettre, publiée dans le numéro 64 de la « R. P. ». Où vois-tu qu'il soit question de demander à Tito de « désarmer » et de céder à Staline ? Je crois être de ceux qui n'ont pas hésité, à aucun moment, à résister à Staline, mais ce genre de résistance s'est toujours défini par rapport aux intérêts de la classe ouvrière internationale et, par conséquent, de la défense des libertés fondamentales de l'homme : cela a commencé dès les procès de Moscou et le massacre de la révolution espagnole ; il y en a qui ne font que commencer à comprendre ce genre de nécessité historique, et qui hésitent encore à combattre le stalinisme, cette sorte de fascisme alimenté par des cadavres de prolétaires autant que par une idéologie d'origine prolétarienne... Nous ne sommes pas de ceux-là, certes. Mais quant à moi, je ne me résignerai jamais à considérer que la résistance au stalinisme doit inévitablement nous conduire à adopter à peu près exclusivement les méthodes de combat ni l'idéologie des classes privilégiées qui s'opposent au stalinisme pour d'autres raisons que nous. Elles ont d'ailleurs à plusieurs reprises fraternellement collaboré avec lui pour mieux écraser les forces authentiquement autonomes du socialisme et du syndicalisme international : il y aura une belle histoire à écrire sur ce genre de compromissions intéressées entre l'impérialisme capitaliste et l'impérialisme stalinien.

Tout cela pour préciser que la classe ouvrière internationale doit prendre conscience — et le plus tôt sera le mieux — qu'elle sera fatalement une fois de plus victime de la guerre et de l'oppression à une échelle inimaginable, si elle ne se montre pas capable de dominer, par son propre effort, la crise générale de la société capitaliste et celle que constituent, comme répliques barbares et primitives, les régimes staliniens. La dernière fois, la classe ouvrière s'est déchirée entre ceux qui ont préféré la guerre au fascisme, et ceux qui, sous prétexte de pacifisme, ont accepté passivement la tyrannie totalitaire. Si nous affrontons les dangers de la troisième guerre avec les mêmes divergences paralysantes, aucune illusion à entretenir : il y aura encore guerre civile dans les rangs mêmes du prolétariat, les uns s'alignant sur les états-majors capitalistes, pour la défense des libertés, les autres s'alignant sur les espérances frelatées du soi-disant socialisme stalinien. Le résultat sera la défaite du prolétariat à coup sûr. Pour

s'en convaincre, faut-il comparer les illusions révolutionnaires de la Libération, parmi les socialistes, aux réalités d'aujourd'hui : avec la réhabilitation de Krupp, l'affaire Franco, et les performances colonialistes en Indochine, en Tunisie ou ailleurs ?

Or il y a un point d'insertion des efforts internationalistes dans le processus même de la préparation de la guerre : c'est la limite que peut atteindre, dans l'économie moderne, la production des matériels militaires. Le rôle d'un mouvement syndical libre doit consister essentiellement à défendre le niveau de vie des salariés, non pas « à tout prix », mais en fonction d'une perspective capable de rassembler dans l'action commune les masses travailleuses. Il est évident que la militarisation à outrance de l'U.R.S.S. et de ses satellites change sérieusement notre ancienne conception de l'antimilitarisme prolétarien : de même qu'il y a eu une différence essentielle entre la première et la deuxième guerre. A l'opposition des impérialismes pour la conquête de débouchés a succédé la virulence impérialiste totalitaire qui vise à l'annexion de continents entiers, biens, territoires, corps et âmes. De ce point de vue, Staline est le successeur direct de Hitler. Mais le seul adversaire efficace de Staline (comme, dans la perspective historique, celui de Hitler), c'est le prolétariat international. Si celui-ci ne se montre pas assez conscient de son rôle, le fascisme et le stalinisme atteindront rapidement une nouvelle forme virulente (et leur alliance en Amérique Latine est déjà chose faite, elle est du même type de convergence que l'alliance Staline-Hitler de 1939). Il y a donc une corrélation directe entre le danger stalinien et l'absence de politique socialiste internationale autonome. Je dis bien politique socialiste internationale, car j'espère que les syndicalistes révolutionnaires ne contesteront pas qu'une prise de position en face des problèmes de la paix, de la liberté, du niveau de vie mérite cette qualification de « politique ». Ne chicanons pas sur les mots et méditons ici les enseignements que laisse derrière elle la tragique expérience de l'admirable prolétariat spagnol...

Si nous ne sommes plus « antimilitaristes » au sens de 1900, il ne s'ensuit pas nécessairement que nous sommes obligés de suivre toutes les entreprises ni toutes les prétentions des militaristes bourgeois, des stratèges professionnels. Or ici, la tâche des internationalistes est essentielle : pour retrouver un certain degré d'autonomie politique et syndicale, la classe ouvrière, dans chaque pays et internationalement, doit protéger et, mieux, élever constamment son niveau de vie ; elle se heurte alors aux exigences des militaires. Le malheur est sa trop grande docilité aux pressions d'état-major. Pourtant, en ce qui concerne la France, on n'a pas besoin d'être très bien informé pour comprendre que les charges militaires sont à l'origine de l'abaissement du niveau de vie : les 36,3 % du budget, en 1952, alors qu'il n'y avait que 22 % en 1935, et 35,3 en 1938 (sources : ministère des Finances) et, par rapport au revenu national, 12 %, au lieu de 8,1 % en 1938 (sources : OECE). Quand nous demandons un allègement de ce chapitre, on nous répond en préparant les deux ans. C'est-à-dire que la militarisation sera encore aggravée, et, donc, que les possibilités de résistance antitotalitaires sur le plan politique et syndical seront réduites. Il ne me suffit pas d'entendre dire comme tu le fais, mon cher Roger, que les travaillistes (ou la S.F.I.O.) acceptent les deux ans : car cela prouve tout simplement que les directions et même les majorités se trompent, une fois de plus ; il dépend alors des minorités d'essayer d'obtenir une rectification de cette orientation périlleuse ; je ne suis pas sûr qu'en Belgique, le mouvement politique ait perçu la portée immense de la résistance syndicale aux deux ans : mais le fait est là, un coup d'arrêt a été tenté. Je persiste à croire qu'il a une valeur internationale à saisir et à développer ; de même en Angleterre, Aneurin Bevan a eu raison de freiner un processus de militarisation qui dépasse la capacité de l'économie britannique, et qui paralyse l'offensive ouvrière vers la direction des affaires publiques. Je préconise donc un freinage de la militarisation, non pas par indifférence à l'égard du danger stalinien, mais précisément pour obliger les staliniens, chez nous et ailleurs, à se démasquer comme des agents du militarisme soviétique : un mot d'ordre populaire et international pourrait être « Maximum de service : 18 mois ». Reste l'organisation de la défense commune, et Tito est conduit à l'envisager, comme tous les autres pays démocratiques. Est-il donc impossible d'envisager, du point de vue de l'internationalisme prolétarien, l'organisation, entre nations démocratiques, d'un système de sécurité internationale qui respecte scrupuleusement les possibilités de développement du mouvement ouvrier ? Et de commencer chez nous, en Europe, une coordination, une intégration, une division du travail, une planification économique, qui servent de bases solides aux structures défensives indispensables ?

Telles devraient être, à mon sens, les lignes directrices des revendications internationales de la classe ouvrière. Le stalinisme ne nous fait pas peur si nous avons confiance dans notre propre classe, et si nous nous refusons à suivre la classe capitaliste dans ses entreprises équivoques. Il ne nous fait pas peur car il est ultra-réactionnaire ; et c'est son aspect barbare, totalitaire, cynique, c'est parce qu'il ne compte que sur la force armée ou la terreur policière qu'il développe, en contre-partie, dans le camp des démocraties industrialisées, des tendances symétriques vers le régime policier et la militarisation à outrance. Mais si nous parvenons à nous différencier dans notre opposition au stalinisme, en faisant appel aux immenses réserves révolutionnaires que constituent les peuples anti-impérialistes aujourd'hui en marche, aux deux tiers de l'humanité qui ne mangent pas à leur faim, nous n'avons rien à craindre ni des bellicistes enragés ni des esclaves résignés à la tyrannie.

Je ne comprends pas non plus, mon cher Roger, pourquoi tu éprouves le besoin, à l'occasion de ma lettre, de « rappeler aux neutralistes » que la neutralité ne signifie pas le désarmement. C'est vrai... et cela n'a rien à voir avec notre position. Nous ne sommes pas neutralistes en face des périls de guerre et de dictature, nous essayons seulement de penser par nous-mêmes, en résistant comme nous pouvons aux sophismes des exploiteurs. Il y en a dans tous les camps : ceux qui exploitent le sens de classe au service de la pire tyrannie, comme les staliniens, et ceux aussi, ne l'oublions pas, qui exploitent l'amour de la liberté, au service de privilèges de classe qui sont toujours debout, après deux guerres mondiales, et qui jouent leur rôle, hélas ! dans les alliances monstrueuses avec Franco ou avec Krupp qu'on est en train de nous faire avaler sous prétexte de lutte pour la démocratie.

Excuse ces quelques réflexions hâtives pour te permettre d'imaginer qu'il y a tout de même des réponses aux questions que tu poses.

Ton bien dévoué,

Mes « réserves » à la suite de la publication de la première lettre de Marceau se justifient par les précisions qu'il nous apporte et qu'elles ont provoquées.

On peut discuter ses observations et ses suggestions. On peut leur accorder une audience plus ou moins favorable. Mais justement la discussion est possible, d'abord parce qu'il se place sur le même terrain que nous : celui de l'internationalisme ouvrier. Ensuite parce qu'il procède comme nous aux discriminations préalables, indispensables.

Nous ne pouvons nous associer ni aux crypto-staliniens qui veulent exclusivement désarmer les résistances à Staline — ni aux pacifistes purs qui se résigneraient à la paix stalinienne, comme hier ils se résignaient à la paix hitlérienne — ni aux neutralistes dont la politique conduirait à un surarmement... « national » aussi lourd qu'inefficace.

Cela nettement posé une fois de plus, le débat peut s'ouvrir...

R. H.

A TRAVERS LE MONDE

Russie

STALINE PRESENTE SES SUCCESSEURS

Tel semble avoir été le but essentiel de ce congrès tardivement réuni, congrès d'un genre spécial désormais trop connu, d'unanimité et d'encens, où tout se déroule selon un dispositif établi d'avance dans lequel rien n'est laissé au hasard de l'improvisation. Pour éviter aux rapporteurs le risque de s'égarer, Staline avait, à la veille du congrès, publié un long article ; il n'y aurait plus qu'à le paraphraser.

D'interminables rapports, pas de saine discussion. Cette assemblée d'un parti qui règne sur un immense empire ne fut que le congrès banal des régimes totalitaires. Hormis la cruauté et la ruse, Staline ne peut sortir de la médiocrité. Après vingt-cinq ans de pouvoir absolu, il n'en est toujours qu'à la déclaration impudente, au bluff, au mensonge ; et de ses incursions dans le domaine de la théorie, il est charitable de ne rien dire. « Staline conseille de relever le drapeau des libertés démocratiques » — c'était la manchette d'un de ses journaux, détachant sa dernière recommandation au soir du congrès. Sa manifestation d'humour macabre : « Nous travaillons dans la gaité », rappelait celle de 1935 : « La vie est belle, camarade ! », au moment où il venait d'affamer des millions d'Ukrainiens pour les contraindre à la collectivisation, et quand il préparait les « procès de Moscou », l'extermination de tous les hommes qui avaient été avec lui à la direction du parti.

Son empire est colossal, mais il en connait les points dangereusement faibles. Les crises qui, fréquemment, secouent les satellites ont une autre gravité qu'un remaniement ministériel dans les pays capitalistes. Il faut des raisons impérieuses pour faire, d'un coup, de héros adulés des traitres vendus à l'étranger. Chacune de ces crises signifie que la stalinisation vient de buter sur un obstacle. La tâche est ardue de réduire à la condition des travailleurs russes ceux de pays « libérés » qui avaient un niveau de vie supérieur ; la mise au pas, la transformation des satellites en provinces de l'empire, se heurtent à des résistances, pas toujours passives. Ces résistances d'aujourd'hui sont un clair avertissement de ce qui se passerait si la guerre éclatait. Quant à la puissance et à la capacité industrielle de l'Amérique, Staline les connait bien par le secours et l'aide qu'il en reçut pendant la guerre.

Une apothéose sans fanfares ni trompettes, sans défi à l'adversaire, bien que, naturellement, la vantardise ne manquât pas. « Nous avons tout ce qu'il faut pour rendre au centuple le coup qui nous serait porté ». Ayant besoin de temps, il met l'accent sur la paix : c'est le congrès de la colombe. Malenkov devait le dire en ce pauvre mais clair langage : « Le but du présent mouvement pour la paix c'est de soulever les masses dans la lutte pour sauver la paix et empêcher une nouvelle guerre mondiale. Par suite la tâche qu'il s'assigne n'est pas le renversement du capitalisme et l'établissement du socialisme : il se limite aux objectifs démocratiques de la lutte pour le maintien de la paix. » Des agneaux progressistes.

Avec ces démonstrations d'amour pour la paix, une affectation de sérénité. L'excitation constante contre les Américains, la dénonciation permanente de l'impérialisme américain ont leurs risques. Elles inquiètent les ouvriers et paysans russes qui, eux, certainement, ne veulent pas d'une nouvelle guerre, et n'ignorent pas non plus la puissance de l'Amérique ; il n'y a pas si longtemps qu'ils entendaient répéter, comme but encore lointain : il faut égaler et dépasser l'Amérique, et ils ne peuvent ignorer que c'est toujours le but et qu'on en est fort loin. L'Amérique serait un adversaire redoutable ; nul n'en doute. Et il n'y a pas que l'Amérique ; il y a le groupe des nations du pacte Atlantique, le barrage Belgrade-Athènes-Ankara, la menace du réarmement de l'Allemagne de l'Ouest, si grave qu'il faut tout faire pour l'empêcher. Il faut les rassurer, chercher à les convaincre que la guerre n'est pas à craindre. Et Staline leur dit : « Bien plutôt qu'une agression du camp impérialiste contre nous, ce sont des conflits qui éclateront entre les puissances du « front impérialiste » : la France et l'Angleterre voudront se libérer de la tutelle américaine. »

L'Amérique ne veut pas la guerre et la Russie ne peut pas la faire : c'était l'opinion que je rapportais, il y a six ans, d'Amérique où il m'avait été possible, comme à toute personne qui sait voir et qui sait lire, de recueillir une information exceptionnelle. Je crois qu'elle est toujours valable ; elle permet de suivre les événements sans être sujet aux alarmes que les crises et conflits internationaux, si fréquents, provoquent.

Un tableau du congrès

Je l'ai trouvé dans l'hebdomadaire anglais *The Economist ;* je pense qu'il mérite d'être reproduit ici :

« Ces séances du congrès, on ne pourrait mieux les comparer qu'à une cérémonie religieuse. D'un côté, siège Staline, tête de l'Eglise, surveillant chaque chose et suivi du regard par chacun. C'est son apothéose. La chaire est occupée par son évêque élu, Georgi Malenkov, lisant un sermon de sept heures, farci de textes familiers exprimés dans les termes du rituel du parti. A intervalles, l'assistance de 1.200 délégués entonne de brefs cantiques de louanges. De ce qui est dit, peu ou rien n'est nouveau, mais cela n'a pas été dit avec le même cérémonial pendant treize années. Et durant ces années, la nation a triomphé après de grandes tribulations. C'était une occasion pour des actions de grâces aussi bien que d'adoration, pour un inventaire autant que pour des instructions. Il se pourrait que ce soit le dernier congrès de Staline et qu'il marque la première démarche pour le transfert du pouvoir des bolchéviks révolutionnaires aux consolidateurs bureaucratiques, mais la doctrine des générations précédentes était fidèlement répétée par les nouvelles. Malenkov n'était que l'écho de ce que son maître venait d'écrire dans la revue *Bolchevik.* »

Mêmes paroles et même tactique à condition de ne pas remonter trop loin dans l'histoire du parti. La politique de Staline n'était toujours qu'un grossier empirisme, caractérisé par une absence absolue de principes et de scrupules. Un zigzag constant qui se porte successivement de la droite vers la gauche et inversement, de l'insurrection à la pure démocratie. Un jour, selon l'interlocuteur et la situation, il convient qu'il est parfaitement possible à la Russie et au monde capitaliste de coexister et

vivre en bons voisins. Tandis que peu auparavant — ou peu après — il proclame le choc inévitable. Qu'adviendra-t-il après lui de cette acrobatie baptisée « marxiste-léniniste » ? On comprend que la question le préoccupe.

Les successeurs

Un journal, choisissant trois têtes parmi les membres du nouveau « presidium », donnait Molotov, Vychinsky et Malenkov. Ce choix me parait judicieux. Molotov, c'est tout ce qu'on peut trouver comme vieille garde bolcheviste, encore qu'il n'était qu'étudiant en 1917 et fit ses premières armes comme journaliste au cours de la révolution. Son rôle est, aujourd'hui, assez effacé. Il est écrasé par un nouveau venu à la direction du parti, Vychinsky. Voilà le parfait stalinien. Nous avons déjà donné sa biographie. Menchévik, adversaire de la Révolution d'Octobre et, en particulier, de Lénine, il ne se rallia au régime soviétique que lorsqu'il lui parut fermement établi. Il y eut des ralliés sincères. Lui, c'était le type de l'arriviste qui lâche l'opposition le jour où il est sûr de pouvoir s'insérer avantageusement dans le nouveau régime.

On sait combien il est difficile de rassembler des informations véridiques sur les faits et sur les hommes de la Russie stalinienne. En ce qui concerne Malenkov, dont la carrière s'est déroulée auprès de Staline, dans les services policiers, la tâche était particulièrement malaisée. Ouralov, dans son ouvrage *Staline au pouvoir*, ne donne qu'une date mais déjà importante. Cinq mois après l'assassinat de Kirov, en avril 1935, le Comité central du parti avait décidé, entre autres, de créer une « commission spéciale de sûreté », chargée d'éliminer les « ennemis du peuple ». Malenkov en fut membre avec Iéjov, Vychinsky, Staline, Jdanov. La commission avait pour tâche de vérifier, publiquement, les dossiers des membres du parti, et d'examiner, secrètement, avec les services du N.K.V.D., leur conduite politique. Des chercheurs patients ont cependant réussi à établir, d'après une documentation sûre, une biographie assez complète du personnage.

Le dépouillement des numéros de la *Pravda* de 1923 et du début de 1924 révèle que Malenkov fut, probablement, au début, parmi les partisans de Trotsky. Il était alors étudiant à l'Institut technique supérieur de Moscou et la cellule communiste de la « Rabfak » (Faculté ouvrière) de l'Institut — il en était le secrétaire — vota en faveur de Trotsky. La lutte était alors vive entre la direction du parti et l'opposition de gauche. Cette opposition groupait les meilleurs aussi bien parmi les militants que chez les ouvriers. Les journaux donnaient chaque jour des décisions et des votes. Donc, beaucoup d'occasions de se prononcer pour Staline contre Trotsky ; cependant on ne trouve pas de déclaration de ce genre de la part de Malenkov. Son nom ne figure pas dans une liste de 404 étudiants qui, au début de 1924, signèrent une lettre que publia la *Pravda*, pour Staline contre Trotsky. Selon toute apparence, c'est après la mort de Lénine, quand il apparut clairement que l'opposition était battue par la troïka (Zinoviev-Kamenev-Staline) que Malenkov passa dans le camp stalinien. Il entra alors au secrétariat personnel de Staline et s'éleva rapidement dans la hiérarchie au cours des années 30, se signalant par sa dextérité dans l'élimination des communistes suspects de n'être pas staliniens. Il avait créé un système de fiches, extrêmement détaillées, sur la vie privée et publique des militants en vue du parti.

La conclusion de ces enquêteurs est que, durant la grande purge de 1937-38, Malenkov accomplit une double tâche : a) établir les dossiers des inculpés pour Iéjov qui, avec Vychinsky, organisa l'exécution ou la déportation des victimes, avec ou sans procès ; b) remplacer les victimes par des hommes de son choix. La responsabilité des crimes sans nombre commis dans la période démentielle de la répression connue sous le nom de « Iéjovchtchina » repose donc sur Nikolaï Iéjov mais aussi sur Georgi Malenkov.

Malenkov-Vychinsky, le flic et le procureur, cette paire a tout ce qu'il faut, aux yeux de Staline, pour le continuer.

Politburo et (b)

La première réaction était de stupeur en voyant Staline proposer — et décider — la suppression du (b). Quand Lénine batailla, en 1918, pour obtenir que le parti rejetât sa défroque social-démocrate trop galvaudée pendant la guerre et prit le nom de parti communiste, il se heurta à une vive résistance que, finalement, il domina mais à condition d'accepter l'ajouté du (b) indiquant la filiation bolcheviste. L'orgueil d'appartenir à ce parti pouvait avoir une justification mais les vieux bolcheviks n'avaient pas été tous des héros ; certains avaient flanché après 1905, d'autres pendant la première guerre mondiale. Aussi les manifestations fréquentes de cet orgueil étaient-elles souvent déplacées et déplaisantes. Ce qui a étonné au premier abord devient compréhensible à la réflexion : il n'y a plus de vieux bolcheviks. Quelques-uns ont réussi à mourir de mort naturelle ; Staline s'est chargé d'exterminer les autres. Il vaut mieux n'en plus parler, ne pas risquer d'entraîner des jeunes trop curieux vers des recherches qui leur feraient faire des découvertes en contradiction avec l'histoire officielle du parti. Et puis, le bolchevisme c'était le combat révolutionnaire ; or, on est déjà, après avoir instauré le « socialisme », à la première étape vers le communisme. Donc, laissons tomber ce (b) qui n'a plus de sens et ne pourrait donner que des ennuis.

L'autre victime de Staline, c'est le Politburo. Ce vocable était, en ces dernières années, passé dans le langage journalistique courant. Son histoire est instructive. Elle montre, en passant, que bien qu'on se plaise trop souvent à le répéter, stalinisme et léninisme, ce n'est pas la même chose. J'étonnerai sans doute beaucoup de nos commentateurs, souvent comiques, des acrobaties staliniennes en leur disant qu'en 1920-21, à Moscou, « Politburo » ne venait que très rarement dans les discussions. On savait bien qu'il existait, mais on savait aussi quelle était sa fonction. Il y avait alors le parti, en contact constant avec la classe ouvrière, considérée comme son interprète et son guide, élaborant sa politique chaque année en ses congrès, souvent plusieurs fois dans l'année, quand les circonstances l'exigeaient. En conclusion des débats, le congrès élisait le comité central dont la tâche était d'appliquer fidèlement les décisions prises. Et le Politburo ? Il n'était rien d'autre qu'une commission restreinte — cinq membres au début — formée dans le sein du comité central pour accomplir ce qui pouvait être considéré comme routine quotidienne, problèmes secondaires qui exigeaient une solution immédiate. Dès qu'il s'agissait d'une question politique importante, le comité central était convoqué et c'est lui qui décidait. Ce sont des dirigeants de sections de l'Internationale communiste qui, à l'époque des discussions au sein de l'I. C., inaugurèrent la pratique, qui allait se répandre, croyant par là se montrer de vrais bolcheviks. Plus d'une fois, des communistes russes me manifestèrent leur étonnement, disant : il n'y a pas de Politburo, mais un comité central. Après la mort de Lénine, « Politburo » s'introduisit dans le langage courant à mesure qu'il se transformait de simple organe d'exécution en organe de direction. Ces

congrès n'étaient plus que des assemblées où l'unanimité était la règle impérative ; ils deviennent inutiles ; on ne les réunit plus que de loin en loin. Restait alors le Politburo qui, en Russie, servait de couverture à Staline pour sa politique personnelle.

L'affaire Kennan

Kennan avait montré du courage en acceptant d'aller à Moscou comme ambassadeur après ce qu'il avait écrit sur la politique de Staline ; derrière tous ses trucs, manœuvres et camouflages il l'avait comprise exactement. Sa conception — nous l'avons exposée ici en détail — reposait sur l'idée que l'heure de la négociation était arrivée. Staline voyait l'expansion russe contenue, une contre-force s'opposant à la sienne ; il savait ce que celle-ci représentait : Pourquoi ne pas négocier, régler amiablement quelques conflits secondaires, et voir ensuite s'il est possible d'aller plus loin dans l'accord. C'était une expérience hasardeuse. Les ambassadeurs qui plaisent à Staline sont les ignorants du genre de ce Joseph Davies que Roosevelt lui envoya en 1936 et qui, après avoir assisté aux purges et aux « procès de Moscou », écrivait, en conclusion de sa mission : « Beaucoup de belles choses sont accomplies sous le présent régime. » Du côté américain on avait voulu tenter l'expérience. La réponse n'aura pas tardé. A peine arrivé à Moscou, Kennan avait dû se rendre compte que la campagne de haine contre l'Amérique dépassait tout ce qui, du dehors, était imaginable. Pas de relations sociales possibles avec des Russes, même avec ceux que Kennan avait connus en 1934 à Moscou où il avait été envoyé avec Bullitt. Des déplacements rendus sinon impossibles, en tout cas inutiles, par les autorisations préalables qu'il fallait obtenir et la surveillance policière incessante.

Ayant été interné en Allemagne, pendant la guerre, Kennan compara sa situation d'ambassadeur à Moscou à celle qu'il avait connue en Allemagne sous Hitler. Tout cela, il le dit à des journalistes qui l'interrogèrent à Berlin, au cours d'un voyage qu'il faisait en Occident. Comparer régime stalinien au régime hitlérien, voilà qui est intolérable ! La *Pravda* déversa deux colonnes d'injures sur le diplomate américain et le Vychinsky le déclara indésirable. L'homme des vipères lubriques et autres élucubrations de même goût se permettait d'invoquer les usages diplomatiques... Il y a une chose que les matamores staliniens ne peuvent pas supporter : c'est la vérité. — **A. R.**

Belgique

UN EXEMPLE

Fin juillet et début d'août, on apprenait que des mutineries avaient éclaté dans les casernes, sur plusieurs points du pays, à Namur, dans la région de Mons, entre autres, en Allemagne parmi les troupes d'occupation. La durée du service militaire avait été fixée par la loi à deux ans, mais il était entendu que ce texte légal ne serait pas strictement appliqué, et, à diverses reprises, le président du Conseil Van Houtte et plusieurs de ses ministres laissèrent entendre que l'incorporation serait, en fait, limitée à dix-huit mois. Ce temps expiré, le gouvernement ne dit plus rien, maintient les soldats dans les camps. On sait ce que c'est pour un soldat de compter les jours ; au bout c'est la classe, la libération. Les soldats belges ont pris au sérieux les déclarations ministérielles : ils refusent de rester plus longtemps mobilisés. Grande effervescence partout, et, dans quelques villes, des démonstrations imposantes.

Spontanément, les ouvriers appuient les soldats. Dans les régions industrielles, des grèves éclatent ; devant l'ampleur du mouvement, la Fédération Générale du Travail de Belgique proclame la grève générale pour le samedi 9 août. Marceau Pivert qui était alors à Liège écrit sans tarder à Roger Hagnauer pour l'informer ; sa lettre se trouve dans le numéro d'août-septembre de la *R.P.* Témoin direct de la démonstration de solidarité, Pivert en parlait avec chaleur, entrevoyait des possibilités de développer ce mouvement remarquable par une action commune, étendue aux six puissances européennes intéressées ; l'occasion lui paraissait excellente d'entrainer la classe ouvrière dans une première rencontre internationale. Ce développement ne s'est pas réalisé. Il n'est pas si facile, à l'époque présente, d'intéresser les ouvriers à ce qui se passe hors de leur pays. Les Belges sont restés seuls. Mais le gouvernement a capitulé ; les soldats ne feront que vingt et un mois. La victoire n'est donc que partielle ; elle n'en constitue pas moins un beau résultat. C'est un exemple qui mérite d'être étudié.

Pour le faire il faut d'abord mettre en cause Frans Liebaers. Il était alors secrétaire général de la Centrale du Vêtement. Unanimement considéré comme un organisateur remarquable, on savait aussi qu'il lui arrivait fréquemment d'être en désaccord avec la F.G.T.B. à laquelle il reprochait d'abdiquer son indépendance et de se mettre trop souvent à la remorque du parti socialiste. Ce fut néanmoins avec stupeur qu'au matin du 7 août, on put lire dans les journaux un article signé de son nom, sous le titre « Seul contre le courant », dans lequel il attaquait la fédération sans ménagement, dénonçait la propagande contre les vingt-quatre mois, se prononçait contre la grève générale. Les journaux gouvernementaux s'étaient empressés de la publier.

Liebaers rappelait que la position qu'il prenait n'était pas nouvelle, que le 18 avril 1951, en séance du Conseil national de la F.G.T.B., il s'était prononcé contre toute agitation ou action syndicale contre les vingt-quatre mois « parce qu'il ne s'agit pas d'un problème technique, que la Chambre des représentants et le Sénat s'étaient prononcés en faveur des vingt-quatre mois et, par conséquent, quiconque accepte la démocratie parlementaire doit respecter ses décisions ». Et plus loin, « toute agitation contre les vingt-quatre mois doit favoriser les staliniens puisqu'ils mettent tout en œuvre pour anéantir le système de défense européen et pour répandre le mécontentement et le défaitisme parmi les soldats ». En conclusion, « la F.G.T.B. a besoin de toutes ses forces et de tous ses moyens pour supprimer le stalinisme comme ennemi n° 1, en anéantissant son hypocrite propagande russe dans les milieux ouvriers... pour tenter de donner au mouvement syndical libre un rôle de direction dans la lutte pour l'unification de l'Europe ». Il reconnaît la responsabilité des ministres dont les déclarations équivoques ont contribué à égarer les soldats, mais, ajoutait-il, « le gouvernement n'est pas responsable du fait que le secrétaire et le bureau de la F.G.T.B. ont approuvé et encouragé l'indiscipline dans l'armée en se déclarant solidaires avec les révoltés dont la plupart étaient sans doute victimes d'un travail de sape ».

Liebaers avait précisé qu'il parlait en son nom personnel. Cependant on ne pouvait oublier qu'il était secrétaire d'une des Centrales de la F.G.T.B. Le comité exécutif de la Centrale du Vêtement réuni d'urgence à Bruxelles désavouait « unanimement et totalement » le texte paru dans plusieurs quotidiens sous le titre « Seul contre le courant », soulignait que « ce texte a été rédigé par Liebaers

seul, sans l'avoir auparavant soumis pour approbation ou consultation », enfin se déclarait « entièrement d'accord avec le point de vue adopté par la F.G.T.B. en ce qui concerne la lutte contre les vingt-quatre mois ». Le 13 septembre, le Comité national décidait « de décharger le camarade Liebaers de sa fonction de secrétaire général », décision ratifiée par un congrès extraordinaire le 20 septembre : « le congrès décide, en conséquence de l'exclusion hors de ses fonctions, de ne plus considérer le camarade Liebaers comme membre de la Centrale du Vêtement ».

La rapidité avec laquelle Liebaers a été mis hors d'une organisation qui lui doit beaucoup de son exceptionnel développement semble indiquer qu'il n'y avait pas que des amis. Il doit reconnaitre en ce cas qu'il leur a donné l'occasion rêvée. Comment a-t-il pu commetre pareille faute ? On peut difficilement le comprendre. Qu'il ait défendu les deux ans en conseil fédéral, c'était déjà trop. Mais les défendre encore publiquement, au moment où des soldats étaient victimes de l'incohérence de leur gouvernement et quand la classe ouvrière se solidarisait avec eux, c'était certainement inadmissible. Je crois, autant que lui, qu'il faut nous défendre et lutter contre le stalinisme. Mais si, pour le faire, nous devions suivre aveuglément gouvernants et militaires, notre posiiton serait peu enviable. Des puissances européennes, en groupes divers, essaient de se fédérer pour supprimer de gênantes barrières commerciales, favoriser leur développement économique, organiser leur défense contre l'expansionnisme russe Leurs gouvernements n'y réussissent que partiellement, au prix de laborieux marchandages, parce que les anciennes rivalités et les vieux nationalismes dressent sans cesse des obstacles. Notre tâche, à nous, c'est de rassembler la classe ouvrière, de faire revivre l'internationalisme prolétarien. Liebaers était persuadé que la propagande contre les vingt-quatre mois favoriserait les staliniens. Les élections qui allaient avoir lieu deux mois après la rébellion des soldats ont donné la plus claire des réponses. Les staliniens ont été liquidés, sauvant difficilement un siège par-ci par-là ; un effondrement total bien que la représentation proportionnelle soit peu favorable à l'écrasement d'un parti. — A. R.

Angleterre

LE CONGRES DU LABOUR PARTY ET APRES

L'histoire de l'an dernier s'est répétée : battu au congrès des trade unions, le bevanisme prend sa revanche au congrès du parti, mais seulement dans le secteur restreint des groupes socialistes du parti. En se répétant, elle s'aggrave ; elle creuse le fossé qui désormais sépare les militants syndicaux d'une catégorie d'intellectuels du parti qui règnent sur les groupes. Les conciliateurs, qui espéraient au moins une trêve après l'assaut bevaniste de l'an dernier, ont été déçus, et plus encore qu'ils n'auraient pu l'imaginer. Bevan a poussé son offensive à fond — et avec plein succès. Il a gagné luimême un nombre impressionnant de suffrages et il a fait élire deux nouveaux partisans, ce qui porte sa petite équipe, au comité exécutif, à six membres sur 27. Le fait est déjà important en soi mais ce qui lui donne sa pleine signification, c'est que pour faire passer ses deux candidats, Bevan a dû éliminer de l'Exécutif deux membres du plus haut rang : Hugh Dalton, cependant son allié dans la question allemande où sa germanophobie s'apparente à celle de lord Vansittart, et, surtout, Herbert Morrison, l'homme qui a gagné le comté de Londres au travaillisme et est le grand organisateur du parti. Coup audacieux mais non sans risques. La proclamation des résultats du vote provoqua, parmi les délégués, une vive émotion. Que Morrison pût être écarté de la direction, cela semblait chose impossible. Quand il intervint, au cours de l'après-midi qui suivit l'annonce de son échec, les délégués l'acclamèrent et les acclamations se renouvelèrent lorsqu'il eut achevé son discours. Ceux qu'on désigne comme les droitiers étaient consternés et furieux, parlaient d'ingratitude révoltante ; les bevanistes, heureux de leur triomphe, restaient discrets et réservés, soucieux de ne pas aggraver par une attitude arrogante ce qui était déjà considéré, par une bonne partie des délégués, comme une intolérable provocation. Lorsqu'un des nouveaux élus, Crossman, rédacteur au *New Statesman*, vint à la tribune, des interruptions répétées et acerbes coupèrent son intervention. William Lawther, pour les mineurs, et Deakin, parlant comme délégué fraternel du T.U.C., furent très vifs, même rudes. Représentant les organisations qui sont l'ossature du parti et alimentent sa caisse, ils déclarèrent crûment qu'ils ne consentiraient jamais à ce que les cotisations syndicales servent à la propagande d'une minorité turbulente et indisciplinée. Leurs discours provoquèrent aussi interruptions et protestations.

La tactique de Bevan est claire : il veut tirer profit au maximum de son avantage, consolider sa position pour rendre difficile sinon impossible son exclusion du parti. Il sait bien que, hors du parti, le mouvement qu'il dirige s'effondrerait rapidement. Mais, par là, il irrite inévitablement ceux qui regrettent que son exclusion n'ait pas été prononcée plus tôt et persistent à la réclamer. Le centre, numériquement la plus importante des diverses tendances, tente d'éviter les chocs ou de les amortir quand ils ont eu lieu ; il s'efforce de rendre la cohabitation possible en apaisant les ultras des deux extrêmes. Mais que va faire Attlee, dont la position et le prestige comme leader du parti pèsent d'un grand poids ? Il a longtemps refusé de prononcer des paroles qui l'engageraient et permettraient à une des tendances de l'annexer alors qu'il veut se réserver encore un rôle d'arbitre. Il n'aime pas Bevan et a eu l'occasion de le montrer. Au congrès, il était resté hors des controverses, mais il a pris parti maintenant. Il accuse Bevan de mener une lutte fractionnelle, de constituer un parti dans le parti et, en conséquence, veut le mettre en demeure de dissoudre son groupe et de cesser, dans son hebdomadaire *Tribune*, les attaques personnelles contre les membres du parti, chaque semaine plus piquantes et d'un ton jusqu'alors inconnu dans le parti. Une sorte d'ultimatum lui serait signifié ; le refus de se soumettre entrainerait l'exclusion.

Le développement de la crise n'ira sans doute pas aussi vite ; le solide centre imposera des compromis. Pour combien de temps ? Nul n'est sans doute en mesure de le dire. Une rupture ferait le jeu des conservateurs ; mais la situation actuelle, qui est une rupture de fait, les sert déjà. Quoique ne disposant que d'une faible majorité, Churchill a pu se maintenir au pouvoir et espère y rester pendant la durée normale de la législature ; après des mois d'hésitation, il a fait voter, aux Communes, la dénationalisation des aciéries — un gros morceau de son programme — et, à l'occasion, il se permet de décocher une repartie caustique à ses adversaires : au moment du départ du Parlement en vacances, quand leurs porte-parole protestaient contre une durée excessive de l'interruption des travaux parlementaires, il rétorqua qu'ils n'auraient pas trop de tout ce temps pour mettre

de l'ordre dans leur maison. Dans les rapports avec les organisations syndicales, il se montre prudent, conciliant, soucieux d'éviter des conflits.

Des amis qui n'ont pas d'illusion sur la personne de Bevan me disent que l'agitation qu'il a provoquée a ce bon côté de réveiller le parti, de l'animer, de susciter des discussions, et de parler le langage socialiste, dédaignant l'hypocrisie et les conventions parlementaires... Une agitation démagogique, sans principes, ne peut que mener à des déconvenues, à des déceptions qui laissent derrière elles un profond découragement. L'histoire des partis socialistes français abonde en exemples de ce genre. Le bevanisme ne s'intéresse pas à l'affermissement du socialisme dans la classe ouvrière ; sa pensée et son activité sont orientées, avant tout, sur la conquête du pouvoir. (Une des motions que ses partisans soumirent au congrès — et qui fut repoussée — demandait aux trade unions de déclencher une action spéciale, en dehors de leur activité ordinaire, pour chasser les conservateurs du gouvernement.) Son antiaméricanisme s'accentue en même temps que sa disposition favorable à l'égard de la Russie. Pour se libérer de la « tutelle américaine » — après avoir longtemps accueilli, et même sollicité, son aide — il propose une politique de repliement sur le Commonwealth — tout comme lord Beaverbrook, ce dernier fanatique d'un empire qui s'effrite. Peut-on penser qu'il y ait là les éléments d'une gauche socialiste pour l'Angleterre, et une base pour une renaissance de l'internationalisme socialiste ? Un socialiste britannique a caractérisé le bevanisme comme un mélange de jingoïsme et de complexe d'infériorité. Je crois que c'est assez juste. — **A. R.**

P.-S. — Le groupe parlementaire du Labour Party a adopté, par 188 voix contre 51, une résolution soumise par Attlee ordonnant la dissolution de tous les groupes qui ont pu se constituer au sein du parti. Bevan, battu, accepte la discipline du parti mais il récrimine.

Allemagne

DEUX CONGRES

Le congrès du parti social-démocrate d'Allemagne à Dortmund et le congrès des syndicats (D.G.B.) à Berlin vont certainement modifier l'échiquier politique en Allemagne de l'Ouest. Les social-démocrates, — après la mort du Docteur Schumacher —, avaient à choisir un nouveau chef du parti et avaient en même temps besoin de fixer leur ligne de conduite. Avec l'élection d'Erich Ollenhauer comme président du parti, ils ont choisi un homme qui certainement va poursuivre dans ses grandes lignes l'œuvre commencée par Kurt Schumacher, sans toutefois être imprégné de cette rigidité et de cette combativité qui caractérisaient si bien le défunt.

Les travaux et les débats du congrès étaient un peu faussés et quelquefois monotones, parce que les élections générales qui se préparent pour l'année 1953 étaient incontestablement le souci constant de tous les délégués. Ainsi, la question de la participation des socialistes au gouvernement qui divise en effet le parti ne fit pas l'objet de discussions. Par contre, tout le travail du congrès s'axait sur un programme d'action qui, d'ailleurs, n'avait pas d'autre souci que celui de préparer les élections.

Pourtant le grand débat sur la politique étrangère donne quelques indications sur la route que veulent suivre les socialistes allemands. Le problème principal qui préoccupe tous les Allemands tourne autour de l'unification de l'Allemagne. La solution proposée par la direction du parti ne soulevait pas l'enthousiasme ; mais faute de mieux, la demande d'une conférence à quatre fut finalement adoptée par les délégués. La faiblesse de cette position se fit tout de suite sentir quand quelques délégués posèrent la question : « Et s'il n'y a pas de conférence à quatre ? ou si une conférence à quatre échoue, alors, que ferons-nous ? » Personne ne fut en mesure de répondre.

Le grand événement du congrès fut le oui conditionnel de la social-démocratie pour le réarmement allemand. Sans l'affirmer, le congrès n'a pas suivi ici le testament politique de Schumacher. Ce tournant — car il s'agit bien de cela — encore timide et camouflé, laisse évidemment la porte ouverte pour un prochain gouvernement de coalition en Allemagne. Telle est la signification politique du congrès de Dortmund.

***

Le congrès des syndicats d'Allemagne de l'Ouest — le D.G.B. groupe aujourd'hui 6 millions de membres — s'est déroulé à Berlin.

Ici les débats étaient plus vifs et plus animés, ils tournaient autour du président du D.G.B. Christian Fette. En effet, une très forte opposition s'était formée dans presque tous les syndicats contre Fette. L'opposition lui reprochait d'une part son zèle intempestif pour la politique de réarmement du gouvernement Adenauer, de l'autre son manque de fermeté, dans la lutte pour la cogestion, contre les patrons et le gouvernement. La lutte fut assez chaude et finalement le congrès élit Walter Freitag par 184 voix contre 154 à Fette comme nouveau président.

L'événement est d'importance. Freitag est le dirigeant des syndicats de la métallurgie et il est en même temps député socialiste au Bundestag. L'élection de Freitag est un triomphe de la social-démocratie dans les syndicats allemands. Très probablement, il a reçu toutes les voix des syndiqués social-démocrates qui espèrent une lutte plus positive et plus combative sur tous les plans sociaux et économiques.

Par contre, les voix qui se groupaient autour de Fette se composaient des syndiqués qui votaient pour un cours modéré de l'activité syndicale, y compris toutes les voix des syndiqués chrétiens. Il va de soi que la collaboration étroite entre S.P.D. et D.G.B. se renforcera dans l'avenir. Sous la présidence de Walter Freitag la lutte syndicale pour des buts sociaux plus précis, notamment la socialisation des industries de base, et pour un plus grand champ d'application du principe syndical de la cogestion va prendre une tournure plus radicale.

L'élection de Freitag a soulevé des craintes sérieuses chez les syndiqués chrétiens. Sur tous les problèmes de la politique intérieure (problème social, problème économique), il existe une unité de vues entre le S.P.D. et le D.G.B., sans faille aucune. Le rapprochement accentué entre les deux organisations va-t-il pousser vers une scission entre syndiqués chrétiens et syndiqués socialistes ? C'est difficile à dire. Sous la république de Weimar les syndicats chrétiens ne groupaient pas plus de 600 à 700.000 militants. Les effectifs seraient à peu près les mêmes aujourd'hui. Ce nombre ne suffit évidemment pas pour créer des syndicats chrétiens proprement dits, qui nécessitent un appareil coûteux et qui ne seraient pas du tout capables de fournir les mêmes avantages sociaux que ceux que peut donner le D.G.B. Pour donner une réponse à ces questions il faut attendre et voir le D.G.B. à l'œuvre. En tout cas, l'élection de Freitag a été enregistrée par le gouvernement de Bonn et même à Washington ; on s'attend là-bas à quelques surprises désagréables.

BRUNO.

SIMONE WEIL
ET LA CONDITION OUVRIÈRE

« C'est notre sainte à nous », déclara le préfacier d'une récente édition américaine d'essais et de lettres de Simone Weil réunis sous le titre *Waiting for God* (Dans l'attente de Dieu). Une « sainte », non de l'Eglise, mais de notre monde, celui des esprits libres, des humanistes de cette ère désabusée, qui recherchent, sans plus beaucoup y croire, la liberté et le bonheur de l'homme, de tous les hommes, sur cette terre.

Non ! lui fut-il rétorqué par un critique de la *Partisan Review :* Simone Weil la convertie, la miraculeuse, cette Simone Weil, qu'elle ait ou non adhéré à l'Eglise, nous est totalement étrangère, à nous qui sommes de ce monde.

Faut-il donc, comme certains le pensent dans les milieux du syndicalisme révolutionnaire français, établir une ligne de démarcation entre la « mystique » et la « syndicaliste », tout approuver de celle-ci et rejeter comme « ne nous concernant pas » les écrits postérieurs à sa conversion ?

Les problèmes posés par la vie et l'œuvre de cette femme surprenante ne sont pas si faciles à sérier.

Comment ne pas être frappé, dès l'abord, par la prodigieuse rapidité avec laquelle Simone Weil a conquis l'attention internationale, des deux côtés de l'Océan, en Europe comme en Amérique. Lorsqu'en décembre 1946, Dwight Macdonald publia dans sa revue *Politics* un large extrait de la « Condition ouvrière », le nom de Simone Weil était inconnu de ceux qui ne l'avaient pas personnellement rencontrée. Cinq ans plus tard, on s'émeut de ses écrits dans les milieux les plus divers, de l'université à l'atelier. C'est un métallo, un tourneur, qui, le premier, nous parla de la « Condition ouvrière ». Il en était profondément impressionné. Dès 1948, aux rencontres internationales de Genève, dans les discussions sur les possibilités d'un nouvel humanisme, on évoque Simone Weil. Albert Camus, qui s'est chargé d'éditer certaines de ses œuvres posthumes, souligne sa lucidité dans son propre ouvrage *L'Homme révolté* où l'on sent à maints endroits, surtout dans la conclusion, la présence spirituelle de Simone Weil. Michel Collinet, dans son « Essai sur la condition ouvrière », la cite en référence. Aux U.S.A., nombreux sont ceux des intellectuels de gauche antistaliniens — comme nous l'écrit Irving Howe — qui se disent emplis d'admiration pour elle, à tel point que certains, dont Howe lui-même, déplorent « la montée désastreuse de l'intérêt manifesté pour Simone Weil dans ce pays ».

Dans les milieux catholiques, enfin, les deux témoignages récents sur Simone Weil, de G. Thibon et du père dominicain Perrin, démontrent l'attention affectueuse qu'on lui porte comme à un être exceptionnel (1), capable de faciliter à l'Eglise sa pénétration dans le monde du travail. D'aucuns, dans ces mêmes milieux, l'ont à ce point adoptée qu'André Rousseaux, par exemple, critique du *Figaro Littéraire* ne parle plus d'elle, souvent, qu'en l'appelant par son prénom « Simone » et n'hésite pas à dire de certaine église de Marseille qu'elle a été glorifiée par sa visite : « Elle est quelconque, ou plutôt elle le serait, si l'on pouvait ne pas se souvenir que Simone Weil y a prié... ».

Comment s'expliquer une résonance aussi extraordinaire ?

Dans un monde où, pour ceux qui ne rallient pas le stalinisme, les anciennes certitudes idéologiques se sont effondrées — depuis un quart de siècle au moins — un monde où les hommes ne sentent plus de sol solide sous leurs pieds, et où de « nouvelles carrières fascinantes », selon le mot de Wright Mills, ne laissent de tenter plus d'un ancien révolutionnaire, dans ce monde, Simone Weil est allée son chemin, à travers, certes, des crises terribles, mais d'un pas décidé, sans se soucier des sacrifices qui pourraient lui en coûter.

C'est cela qui frappe, cette assurance intime et cette grandeur sans façon, que l'on soit d'accord ou non avec les solutions apportées par Simone Weil aux différents problèmes qui l'ont assaillie.

Cependant avec la parution de la « Condition ouvrière », c'est le contenu même de ces solutions qui revient au premier plan.

Dans sa *Condition humaine*, Malraux se demandait : « Que faire d'une âme s'il n'y a ni Dieu ni Christ ? » Ainsi pouvons-nous nous demander : Que faire de la condition ouvrière — problème qui touche à l'âme même de toute civilisation nouvelle, incompatible désormais avec une quelconque aristocratie exclusive — s'il n'y a que l'U.R.S.S. et le monde occidental d'aujourd'hui, c'est-à-dire le stalinisme et un capitalisme qui, de façon ou d'autre, s'organise ou se réorganise pour évoluer, dans le meilleur des cas, vers un *Wellfare State* qui adoucit, mais ne modifie pas, essentiellement, la condition ouvrière ?

Il faut que l'ouvrier obtienne justice, car le sort que lui mesure la société est un scandale. Cela, la plupart des intellectuels antistaliniens le reconnaissent, voire le proclament hautement. Quelque chose doit être fait. Mais quoi ? A cette question, comme à tant d'autres relatives à une renaissance de la civilisation, les réponses se font attendre, et le désarroi va en augmentant...

Mais voici qu'une Simone Weil, qui refuse le chemin russe et nourrit de surcroît un doute radical et universel en regard de la valeur possible de toute révolution sociale, expose ses idées sur la condition ouvrière. Avons-nous tort de croire que ce fait lui vaudra une nouvelle audience, d'en déceler d'ores et déjà les premiers indices ? Et parce qu'elle suscite tout naturellement l'attention des milieux qu'elle fréquentait à l'apogée de son activité militante, et qui sont aussi les nôtres, il nous semble indispensable de prendre position vis-à-vis de ces idées. D'autant plus que leur discussion mène

---

(1) G. Thibon n'hésite pas à qualifier les écrits de Simone Weil d' « œuvre unique qui apparait comme un pic abrupt et solitaire dans l'immense chaine des plus hautes productions du génie humain ».

(J.-M. Perrin et G. Thibon, « Simone Weil telle que nous l'avons connue », Paris, 1952, p. 149).

droit à cette question aujourd'hui décisive : le mouvement ouvrier dans la mesure où il ne s'est pas borné à la lutte pour l'amélioration des conditions économiques, mais qu'il était un mouvement pour la libération de l'ouvrier, a-t-il jamais eu un sens et peut-il en avoir à l'avenir ? Mais cette discussion avec Simone Weil exige que ses idées soient dégagées avec précision et que, d'abord, soit exposé le problème lui-même de la condition ouvrière.

1. - La condition ouvrière

« Vous voilà reçu. Je vous félicite. Vous êtes digne maintenant d'entrer dans ce grand état des parias modernes. »

Cette lettre fut adressée à l'un de nous deux alors qu'il venait d'accomplir avec succès, voici huit mois environ, un stage de formation accélérée de tourneur sur métaux. Elle était écrite par un participant à un stage précédent, un ancien mineur, fils de mineur, qui, ayant fait preuve à l'examen d'une grande adresse professionnelle, s'était vu embaucher sur-le-champ par un industriel membre du jury, chez qui il travaille depuis.

Dans les quelques mots de sa lettre vibrait l'amertume ressentie depuis son enfance d'appartenir à ces prolétaires qui vivent « hors de la cité humaine... une manière de barbares aux confins de la civilisation et de la culture ». (Abbé Folliet, Le Prolétaire industriel, dans « Chronique sociale de France », août 1946.)

Cette lettre de notre ami nous revient souvent à l'esprit quand, attisés par notre expérience et par le spectacle de notre entourage, nous méditons et reméditons sur la condition ouvrière sous tous ses aspects, en nous demandant : en quoi est-elle une condition malheureuse et inhumaine ? L'est-elle irrémédiablement ? Sinon, comment le problème se pose-t-il ?

A la recherche d'une réponse, nous avons consulté des ouvrages sur la vie ouvrière aux différentes époques et dans les divers pays, et nous avons confronté les informations et les conclusions qu'ils offrent avec la condition ouvrière telle que nous la voyons aujourd'hui.

La misère

L'atroce misère des ouvriers, au milieu du XIXe siècle, dont Engels pour l'Angleterre et Fourier pour la France nous ont laissé des témoignages contemporains, cette extrême détresse n'est plus pour les peuples des vieux pays industrialisés qu'un souvenir de cauchemar et de honte. On ne voit plus dans les charbonnages de frêles enfants de sept et même de cinq ans chargés, comme Engels le relate, d'ouvrir et de refermer, douze heures durant, au passage des hommes et du matériel, les portes entre les galeries pour empêcher que se propagent les gaz asphyxiants ou explosifs. Le tisserand n'a plus, selon la description de Fourier, « à exercer 16 heures par jour le travail le plus insipide... depuis 4 heures du matin jusqu'à 9 heures du soir », et cela sans relâche « depuis le 2 janvier jusqu'au 31 décembre », pour gagner juste de quoi végéter au bord de la misère.

Il y a eu des améliorations. Néanmoins, l'ouvrier de ces pays avancés vit toujours misérablement. C'est une mauvaise plaisanterie de dire — comme le fit récemment le sénateur belge Roger Motz à une manifestation de l'Union libérale mondiale, le 28 février, à Zurich — que « si le mouvement socialiste était un phénomène nécessaire au XIXe siècle, il n'a plus de raison d'être face au niveau social élevé désormais atteint par la classe ouvrière »...

Que voulez-vous, dirait cette ouvrière d'une raffinerie de sucre qui envoya son témoignage à la revue *Esprit* pour son numéro spécial de juillet-août 1951, ce sénateur est

« de l'autre côté... du côté des hommes qui ne savent pas, des hommes qui habitent un logement clair, qui choisissent leurs meubles, qui mangent du beafsteak tous les jours, qui... ne s'arrachent pas les cheveux quand il faut payer une ordonnance avant d'en être remboursé ou acheter deux casseroles... Leur femme ne travaille pas. »

C'est sans doute par hasard que dans l'atelier où je travaille (2), parmi les nombreuses ouvrières que j'y côtoie, il n'y en ait pas une qui ne soit pas mariée. Ce fait a néanmoins la valeur d'un test : l'ouvrier qui avec son seul salaire devrait nourrir sa femme et lui-même vivrait à peine mieux que son ancêtre d'il y a cent ans, surtout s'il devait le faire sur la base de sa conquête de 1936 : la semaine de quarante heures. Avec les « cinq huit », il mourrait de faim. Les allocations familiales — pour les pères de deux enfants ou plus — n'y changeraient pas grand-chose.

A notre usine, la journée normale de travail est de 7 heures à 18 heures, les cinq premiers jours de la semaine, c'est-à-dire 9 heures par jour ou 45 heures par semaine. Avant le ralentissement récent des affaires, les ouvriers étaient « libres » de commencer dès 6 heures et de faire, le samedi matin, cinq autres heures supplémentaires. La majorité du personnel fit usage de cette offre « généreuse ».

Mais il est bien clair que si l'ouvrier a renoncé à la semaine de 40 heures pour travailler 10 heures par jour et qu'en outre il accepte que sa femme travaille également, et partant supporte un foyer sinon en désordre du moins en constant remue-ménage, c'est qu'il agit sous la pression du dénuement menaçant.

Mais travailler dur et vivre angoissé par les soucis matériels les plus pressants, c'est inhumain. La pauvreté est démoralisante quand elle n'est pas délibérément assumée dans l'intérêt de quelque idéal spirituel ou artistique — le peintre Van Gogh, — moral ou religieux — saint François d'Assise. Le prêtre catholique Simon Ligier, auteur d'une thèse soutenue en 1951 sur « l'Adulte des milieux ouvriers », savait bien pourquoi il invitait son lecteur qui n'aurait « jamais connu directement les conséquences désastreuses de la misère, qu'il aille ouvrir les portes, entendre des plaintes et connaître des foyers, avant de trouver excessives les descriptions de (son) ouvrage ». Et il rappelle ce passage profondément vrai de Charles Péguy :

> « C'est la marque même de la misère et de son effet le plus redoutable que cette altération ingrate, mentale et morale, cette altération du caractère, de la volonté, de la lucidité, de l'esprit et de l'âme... Elle est un empêchement sans faute à l'amélioration morale et mentale. »

Cette misère, toutefois, nous sommes-nous demandé, est-elle irrémédiablement inhérente à la condition ouvrière ? L'ouvrier de chez Ford gagne bien sa vie... Ce qui démontre qu'au sein même d'un régime capitaliste il n'est pas impossible que le niveau de vie des masses ouvrières atteigne une certaine aisance. Mais l'ouvrier de chez Ford n'en participe pas moins de la condition ouvrière, d'une

---

(2) Ici comme par la suite, nous fusionnons nos expériences et, pour plus de simplicité, parlons à la première personne.

condition dure et ingrate. Sa situation demeure et demeurera inférieure à celle des classes privilégiées. Et surtout, si l'ouvrier peut, par son action, conquérir un salaire plus haut, il n'échappe pas à cette autre calamité, la perpétuelle inquiétude du lendemain.

L'insécurité

« Le bonheur de passer la navette », disait Fourier du tisserand de son temps, ne connait pas d' « autre variante que les chômages et les famines ». Et à la souffrance actuelle de l'ouvrier, constatait-il encore, se joint « sa souffrance anticipée au futur, ou faculté d'entrevoir pour sa vieillesse, dans un avenir lointain, un accroissement de misères, sans aucun moyen d'y échapper ».

Des réformes ont apporté des améliorations dans ce domaine également : l'allocation-chômage en place de la pure charité ; des systèmes d'assurances sociales y compris l'assurance-vieillesse. Piètres remèdes, quoi qu'il en soit. Comment vivre des 263 francs quotidiens du chômage (taux de Paris, en mars 1952), des 9.000 francs par mois pour le vieux au-dessus de 65 ans, et de moins de 3.000 francs pour ceux de 60 ans ? L'approche de la vieillesse n'a pas cessé de projeter sur les jours de l'ouvrier l'ombre de l'asile.

Mais l'angoisse du lendemain contrarie les activités autres que le combat pour l'existence matérielle, et qui font la valeur et la joie de la vie. Howe et Widdick, dans leur étude sur l'ouvrier américain de l'automobile, nous disent combien celui-ci, pourtant parmi les mieux payés du monde, est hanté par le souvenir de la grande crise et se ressent cruellement de l'absence d'une « sécurité au moins partielle ... condition préalable des activités culturelles ».

Le capitalisme est à cet égard impitoyable, il porte en lui les crises, avec leur effroyable chômage. S'il les évite actuellement, c'est qu'une situation internationale tendue lui offre une dernière chance. L'économie de puissance avec ses gigantesques besoins en armes et autres biens improductifs refoule la crise de surproduction ; chaque accalmie dans les rivalités des puissances, chaque ralentissement des efforts d'armement, évoque le spectre de la dépression et du chômage. Cette « prospérité », du reste, crée fatalement une situation de pénurie inflationniste qui pèse lourdement sur les ressources de l'ouvrier et lui impose des journées de travail plus longues.

Les pays postcapitalistes, de leur côté — l'U.R.S.S. stalinienne et ses satellites — s'ils se vantent de ne pas craindre la crise, n'en vivent pas moins profondément plongés dans une situation semblable de pénurie causée par la course à la puissance. D'une pareille « sécurité », l'ouvrier n'est pas plus heureux. Elle se traduit pour lui par la devise : « retrousser les manches et serrer la ceinture »...

Rien n'empêche à priori que les systèmes d'assurance sociale soient perfectionnés ? Peut-être. Admettons-le, imaginons un instant que ce soit chose faite. L'ouvrier aurait-il atteint une condition que le commun des mortels choisirait sinon avec amour du moins sans répugnance ?

Pour répondre, il nous a fallu examiner l'ambiance et la nature du travail industriel.

Le bruit

Pour connaître la vie à l'atelier, il n'est pas de moyen moins sûr, je crois, que de visiter des ateliers.

J'ai fait moi-même de ces visites, quand j'étais chargé d'étudier la modernisation de l'industrie du textile, par exemple. Je garde un vif et pénible souvenir de ma première usine ultra-moderne de tissage : le vacarme assourdissant de l'acier frappant l'acier dans une grande salle où s'alignaient cent métiers automatiques en pleine marche. J'étais stupéfait de voir que dans ce brouhaha les ouvrières parvenaient à s'entendre. Pour m'expliquer la moindre chose, il fallait arrêter les métiers alentour. Je me disais qu'il devait être bien pénible de travailler dans une pareille ambiance. Je le comprenais, mais je *ne savais pas*.

Maintenant, j'ai appris à le savoir.

C'était le premier jour de ma vie d'usine. Avant d'avoir encore eu le temps de mettre la main à mon tour ou d'apprendre par l'expérience directe le plus petit détail quant au sort de l'ouvrier à l'usine, tout mon être se révoltait contre cet accessoire de la grande entreprise : le bruit. Le contraste était bouleversant entre ma chambre silencieuse où seul mon stylo gratte le papier, et ce hall où le bruit s'abat sur moi assourdissant, avec le fracas de centaines de machines différentes, avec les sons les plus variés : du sifflement strident au grave trépignement du marteau à emboutir. La pensée s'embrouille... C'est là que désormais je passerai mes jours ? des semaines, des mois ? des années !

Jamais je ne m'y habituerai ! m'écriai-je en moi-même. Partir d'ici, et tout de suite ! C'était la première sensation claire que j'éprouvais. Et n'aurait été l'amère nécessité, j'aurais fait demi-tour. Un désir presque maladif me saisissait d'entendre les tons suaves du silence, ces voix qui ne troublent pas mais apaisent : le murmure d'une source, le bruissement du vent dans les cimes. Quand m'effleurait le souvenir des métiers automatiques, je souriais tristement : qu'en avais-je su ?

Lorsque mon voisin, après avoir momentanément interrompu son travail, eut soudain repris le battement de la barre d'acier contre le tube d'avancement, je pensai qu'il me serait impossible de supporter cela un instant de plus... Il m'a fallu des mois avant de pouvoir saisir ce que l'on me disait, même de tout près. Aujourd'hui, je parle et j'entends comme les autres, en plein vacarme, quasi « normalement ».

Si, grâce à une « formation » de plusieurs mois, l'ouvrier oublie la révolte de ses nerfs, il ne cesse pas pour autant de souffrir sans, le plus souvent, en avoir conscience. Et je crois, pour ma part, que Hyacinthe Dubreuil a eu raison de dire, en souvenir de son expérience à l'usine Ford de River-Rouge, que « si l'on parle d'écrasement de la vie intellectuelle du travailleur, peut-être faut-il accuser davantage le bruit des machines que toute autre chose ». Il le constatait, alors que, dans cette usine, le bruit n'était pas, nous dit-il, assourdissant,

> « assez continu cependant pour produire comme une pesée sur le cerveau auquel tout travail intellectuel devient ensuite comme une corvée supplémentaire. (...) J'ai même éprouvé pendant tout ce temps, avoue-t-il, que j'avais vu diminuer considérablement mon goût pour la lecture et je crois que la cause directe en était dans ce bruit de l'usine qui me créait une sorte d'inaptitude au travail particulier que représente une lecture attentive et faite, si je puis dire, en profondeur. »

Quoi de plus inhumain dès lors que d'exposer des hommes à des travaux tels que le maniement des marteaux-piqueurs qui « rendent toute conversation impossible » aux habitués des mines eux-mêmes ? (3). Il y a pire : « Le bruit effrayant de

(3) Henri de Man, « La joie au Travail », Paris, 1930, témoignage N° 38, mineur, qualifié, âgé de 27 ans.

la chaudronnerie (qui) vous démolit complètement les nerfs d'un homme et vous interdit toute activité intellectuelle une fois le travail professionnel achevé » C'est un chaudronnier, ouvrier qualifié, âgé de 32 ans, qui le dit (4) :

> « Et c'est ce qui me révolte dans mon métier et me le fait vraiment haïr, *surtout pendant les moments de repos* et une fois la journée finie » — ainsi résonne la même plainte dans le témoignage d'un autre chaudronnier... « bien que je travaille aujourd'hui dans une entreprise *relativement tranquille... un seul désir* me possède encore : *sortir de ces trous infects...* » (5).

Le bruit n'est pas seul à peser sur l'ouvrier. « On l'oblige à s'exposer à des travaux insalubres, dangereux, dans des locaux privés d'air, sans élégance et sans propreté. » Dans cette brève énumération, en langage fort modéré, trop modéré, Paul Guitton, dans une étude sur « Le Travail attrayant », écrite en 1935, rappelle les « agréments » quasi universels des ateliers français d'avant la dernière guerre et aujourd'hui encore largement répandus.

J'en sais quelque chose, et j'en ai eu la surprise. Je pensais, par exemple, que manipuler des matières insalubres était l'apanage de l'industrie chimique. Or un de mes camarades d'atelier a les mains et les bras couverts de gros ulcères causés par l'huile qui arrose sa machine. Il n'est pas seul à être atteint de cette maladie professionnelle. Je n'ignorais pas, d'autre part, que le travail des métaux est un métier dangereux. J'ai cependant pâli à la vue des premiers accidents graves subis dans mon entourage : un pouce écrasé par un foret, deux doigts tranchés d'un coup à une ouvrière par une machine à estamper. Et ces innombrables petites blessures, sans gravité mais très pénibles : écorchures et coupures inévitables, par exemple, quand on travaille à l'alésage de la fonte ; la peau calleuse guérit plus difficilement que la peau fine des mains inexpérimentées.

Mais passons. Passons dans l'espoir que les progrès techniques, les découvertes médicales et des mesures d'hygiène généralisées mettront bientôt fin à toutes ces peines qui, à tout prendre, ne sont que les séquelles d'un travail pénible en lui-même. Et nous arrivons à des faits plus intimement liés à la condition ouvrière que ceux examinés jusqu'ici.

Monotonie et cadence

« On n'inventera pas de méthode d'abêtissement plus parfaite que ne l'est le travail d'usine. » Dans cette formule lapidaire, Engels a résumé une pensée souvent exprimée du temps de la première révolution industrielle. Depuis Adam Smith et Condorcet on s'inquiète, en effet, de l'action abrutissante exercée sur l'ouvrier par les tâches parcellaires et monotones qui résultent de la division industrielle du travail.

La deuxième révolution industrielle a aggravé le mal, en ajoutant à la monotonie des gestes leur cadence précipitée. Une double contrainte force l'ouvrier à soutenir cette cadence : la machine l'oblige à « tenir le pas », et les divers systèmes de rémunération au rendement le talonnent et le poussent à toujours accélérer la marche. L'écrasante majorité des ouvriers est ainsi condamnée à passer la journée en répétant mécaniquement, à un rythme forcé, les mêmes gestes, les mêmes mouvements, toujours dans le même cycle.

Contrairement à ce que l'on pense couramment, cela ne concerne pas que le seul « ouvrier spécialisé », manœuvre sur machine qui n'a jamais acquis aucune qualification. Non loin de moi, un tourneur professionnel, du premier échelon, est occupé depuis de longues années à fabriquer deux mêmes pièces qui reviennent toutes les quelques semaines, tantôt l'une tantôt l'autre, sans autre changement que cette alternance. Un autre tourneur P 1, en face de lui — c'est l'ouvrier qui nous prêta le livre de Simone Weil — ne connaît même pas cette variation. « De temps immémorable » il fabrique la même pièce toujours identique.

L'intelligence, éliminée de l'accomplissement de pareille tâche comme une matière inutilisable et encombrante, ne devient nullement disponible, sauf de rares cas spécifiques, pour une autre application simultanée. Elle n'est pas détachée et libérée, mais ligotée.

Cette ouvrière, dont parlait Hugo Münzenberg, occupée à envelopper de papier, sans machine, 13.000 lampes électriques par jour, et qui en était arrivée, au moment de l'enquête, à sa cinquante *millionième* lampe, pouvait peut-être songer à autre chose tout en exécutant machinalement ses gestes. C'est impossible pour l'ouvrier spécialisé qui travaille à pleine allure sur une machine dangereuse. Avez-vous déjà vu scier du bois sur une scie mécanique, quand la main qui fait avancer les bûches pour les conduire sous la scie risque à tout moment d'effleurer les dents mordantes du dur acier ? La perceuse, la machine à estampiller, à emboutir, l'outil du tour ou de la fraiseuse semi-automatique exigent d'être surveillés avec attention. La main qui s'égare sera happée par l'emporte-pièce, meurtrie par l'arête d'acier.

L'ouvrier ne laisse de souffrir d'un tel travail contre nature. L'homme n'est pas fait pour vivre comme une fourmi. Je trouvais tout naturel, quand mon compagnon le tourneur P 1, chargé d'exécuter sa pièce unique, me disait : « Je ne m'intéresse que très modérément à mon travail, ce travail est abrutissant. » Il le supporte avec stoïcisme. Son intérêt est ailleurs. Sa passion est la lecture, et sa distraction, des randonnées solitaires à bicyclette, à mi-hauteur des collines qui entourent la ville.

Je le constate tous les jours en observant mes compagnons : l'homme se révolte contre la monotonie, plus durablement, plus consciemment surtout que contre le bruit. Cette révolte instinctive mais, hélas ! impuissante tourne parfois dans ses manifestations à la gaminerie. Tels ces jeunes de mon atelier ; leur vitalité débordante ne leur permet pas de tenir en place. On les voit parcourir le hall autant de fois qu'ils le peuvent sans se faire remarquer, bavardant avec un copain ici, faisant une niche là, à un autre ; arrêter à son insu la machine et s'amuser à le voir chercher la cause de la « panne » ; lui coller une fiche avec quelque inscription espiègle, etc. Ou, si le contrôle est vigilant, s'en aller aux w.-c., lieu de réunion et de discussions sur tout ce qui intéresse réellement l'ouvrier : le sport, la politique, le salaire, les femmes. Remarquons que s'ils abandonnent ainsi leur travail, ils le font en sachant pertinemment que c'est au détriment de leurs primes. Simplement, ils n'en peuvent plus.

Howe et Widdick relèvent un fait d'importance analogue, mais plus sérieux. L'ouvrier de chez Ford l'appelle de manière significative *fighting the line*, « le combat contre la chaîne » : en accélérant pendant un moment l'exécution de ses gestes, l'ouvrier peut se précipiter à la rencontre de la chaîne et accomplir sa tâche en gagnant le temps de fumer une cigarette et, surtout, comme la satisfaction d'une vengeance.

Quand on pense — comme Henri Ford et certains spécialistes de l'Organisation scientifique du travail, tel H. B. Drury auquel nous empruntons le

(4) Ibid., tém., No 55.
(5) Ibid., tém., No 56.

propos suivant — qu' « à notre époque, les hommes, en règle générale, ne sont évidemment pas d'un type intellectuel ambitieux », on se console facilement de cet état de choses. On trouve que le travail insipide et l'homme imbécile sont admirablement faits l'un pour l'autre.

Mais la psychologie moderne met l'accent sur le fait que les capacités intellectuelles ne mûrissent et ne portent leur fruit qu'à travers une *formation continuelle* et un *exercice*. Ne pas exercer un don psychologique congénital signifie donc en empêcher le développement. « Le congé donné à l'intelligence 8, 9 ou même 10 heures par jour, suffit amplement, pense Simon Ligier, à ankyloser d'abord, ensuite à scléroser l'intelligence » — si un intérêt ardent porté sur autre chose ne vient pas y parer.

Outre cette menace de paralysie sur le plan intellectuel, la monotonie et la cadence combinées exercent sur la vitalité organique des effets non moins désastreux.

« L'usure de l'homme par le travail »

« Que ferez-vous samedi après-midi ? ai-je demandé à un ouvrier spécialisé sur tour semi-automatique. — Dormir. — Et dimanche ? — Dormir encore. Je ne dors jamais mon saoul... ». Il se lève à 5 heures moins le quart cinq jours par semaine, commence son travail à 6 heures, et sort le soir à 18 heures. Avec le voyage aller et retour, sa journée est de 12 heures : 10 heures de travail effectif et 2 heures de trajet. Le samedi, il travaille de 7 heures à midi. Il ne s'intéresse pas à la lecture — quel moment devrait-il lui consacrer ? Elle se limite pour lui au journal qu'il n'achète pas mais emprunte à un camarade pour y jeter un coup d'œil aux w.-c.

L'éternelle fatigue de cet homme s'explique, en partie sans doute, par la durée exagérée de sa journée de travail et non par une tâche trop exténuante. Cependant, les livres compétents en la matière nous apprennent que le travail parcellaire, par sa répétition, provoque une fatigue d'un genre nouveau aboutissant parfois à des névroses « industrielles ».

Si chacun sait que la machine épargne à l'homme les gros efforts musculaires, on ignore en règle générale que c'est souvent pour lui imposer une dépense accrue d'énergie psychique. Tel mouvement du bras peu fatigant en soi le devient au plus haut degré lorsqu'il est répété, des heures durant, avec une grande rapidité. Des enquêtes expérimentales entreprises à ce sujet démontrent que la fatigue ainsi créée ne se limite pas aux muscles du bras et aux nerfs qui les desservent directement, mais s'étend à des centres supplémentaires activés par l'effort homogène prolongé, et finalement à l'ensemble du système nerveux. Un repos apparemment normal est alors insuffisant pour rétablir en profondeur l'équilibre de l'organisme, avant que la prochaine séance de travail vienne à nouveau exercer sur lui son action.

L'ouvrier peut ne plus ressentir de fatigue musculaire, mais les centres nerveux supplémentaires entrés en jeu n'ont pas reconstitué leur substance et éliminé les déchets. Une journée de huit heures peut suffire, dans les cas de tâches répétées à une cadence exagérée, pour créer cette fatigue dite résiduelle, cause de ce besoin morbide de dormir dont souffrent souvent les ouvriers qui travaillent à la chaîne. Les mêmes analyses expérimentales le démontrent, et la plupart des auteurs compétents le reconnaissent : il existe, en dépit de tâches apparemment peu lourdes, une « usure de l'homme par le travail ». Il n'est pas exagéré de parler, dans les cas extrêmes, d'un véritable arrêt de mort prématurée (6).

La contrainte

Nous n'avons pas tout dit de ce dernier abîme de l'enfer du travail industriel : il y a la contrainte. L'ouvrier nous est apparu sous la férule du système des salaires. Ce n'est là cependant qu'une des manifestations de cette monstrueuse contrainte qu'exerce sur lui l'ensemble de l'organisation de l'entreprise.

Du haut en bas de la hiérarchie, c'est une cascade d'ordres et de soumissions, mais à chaque échelon, sauf le dernier, celui qui plie devant le diktat d'en haut se redresse un peu en donnant, de son côté, des ordres à ses subordonnés. Seul, l'ouvrier n'a qu'à obéir. Et comme cette position soumise au sein de l'entreprise se prolonge en infériorité au sein de la société pour se répercuter de nouveau sur l'entreprise, l'ouvrier ne doit pas seulement se conformer aux dispositions qui découlent de l'organisation du travail, il est exposé à supporter sans trêve caprices et règlements arbitraires.

La discipline nécessaire à tout travail prend pour lui le goût amer d'une nécessité tout extérieure, dictée par des circonstances inexorables. Il est en cela à l'antipode du capitaliste, certes, mais plus encore du véritable privilégié de la société libérale contemporaine : l'intellectuel, homme de lettres ou de sciences.

Prenons, pour l'illustrer, cet exemple que nous offre le *Figaro Littéraire* :

> « Ah ! que la fonction du critique littéraire est douce », y lisons-nous dans un témoignage autobiographique, « que le coin du feu est agréable, que la lumière de la lampe est amicale, et chaude la robe de chambre, et fraternelle la pipe, et profonde la bergère ! Sur la table du critique littéraire, les derniers livres sont empilés. Il en ouvre un au hasard, il y plonge son nez, il le referme, il en prend un autre, il en lit la dernière page, puis la première, puis une page au milieu, n'importe laquelle. Il repose le livre et, comme il a reçu la veille la réédition d'un roman de Tolstoï qu'il n'a pas eu l'occasion de relire depuis longtemps, il s'en empare, il ne lâchera plus Tolstoï de toute la soirée. Le livre nouveau qu'il doit choisir pour son prochain article, il le choisira demain, il n'est pas à un jour près... »

Ici, pas de bruit, pas d'odeur de sueur et de lubrifiant, pas de machine perfide qui guette sa victime ni de cadence obsédante ; surtout, pas de contrainte.

Tous les ouvriers ne sont pas ouvriers spécialisés sur machine à emboutir ni tous les intellectuels critiques littéraires, mais quelque chose des conditions de travail respectives de l'un et de l'autre revient dans celles de leurs camarades ou confrères.

Je n'en veux nullement à M. André Billy, ni pour sa profession ni pour son véritable petit chef-d'œuvre sur la « joie au travail », que j'apprécie fort, au contraire. Je regrette seulement que si peu d'intellectuels s'inquiètent de découvrir les moyens propres à mettre fin à ce partage inégal des peines et des joies au travail.

Etablissons le bilan

Efforts pénibles, climat insalubre, monotonie, cadence épuisante et contrainte dégradante : voilà les traits du travail industriel, travail qui ruine le corps et l'esprit à la fois.

(6) Georges Friedmann donne de cet aspect du travail mécanisé un très bon résumé dans ses « Problèmes humains du machinisme industriel ». (Paris, 1946).

Mais ne peut-on pas, ici encore, comme pour la misère et l'insécurité économique, trouver des remèdes ?

On peut — et en partie on s'efforce déjà de le faire — amortir le bruit, améliorer l'hygiène et les moyens de sécurité ou même accroitre l'emploi de machines automatiques, tel le tour Wickman sur lequel outils et matières à travailler sont enfermés dans une énorme boite métallique munie d'une fenêtre, de sorte que l'ouvrier qui surveille les opérations est à l'abri de tout contact dangereux. Les syndicats anglais ont récemment établi un vaste programme d'améliorations à apporter aux conditions esthétiques et hygiéniques du travail : bâtiments de construction exemplaire et bonne disposition des locaux ; piliers supprimés, plafonds plus hauts, baies plus grandes, motifs artistiques, teintes pastels partout employées, les machines elles-mêmes peintes en couleurs plus agréables que le gris et le noir habituels ; éclairage fluorescent ; sièges mis à la disposition des ouvriers, bien étudiés et adaptés aux différentes opérations industrielles, comportant notamment des dossiers. (cf. « Nouvelles du Front du Travail », service de presse de l'ambassade de Grande-Bretagne, Fr. 2/7090.)

Hâtons-nous de dire que tout cela est excellent et que la réalisation rapide en est vivement souhaitable. Cependant, quoi qu'on fasse (« l'usine, aujourd'hui un bagne, ne sera pas demain une maison de repos » et on n'entrevoit guère comment parer au caractère extrêmement pénible de certains travaux dans les mines, la chaudronnerie, le bâtiment, la construction des barrages...) et quel que soit le régime, capitaliste ou autre, deux qualités du travail industriel persisteront de toutes façons : la monotonie et cette indispensable discipline qui impose à l'ouvrier de n'être, dans son travail, qu'un éternel exécutant, sans indépendance économique, sociale ni même fonctionnelle, tenu de se conformer aux ordres d'une direction centrale. Et c'est, à tout bien considérer, plus important même que la monotonie des tâches à exécuter.

H. Dubreuil, fervent défenseur des techniques modernes en dépit des critiques qu'elles appellent, fait justement observer que le tisserand du moyen âge a, lui aussi, « exécuté toujours les mêmes mouvements » et que

> « le geste mécanique de l'homme préhistorique qui s'adonnait au polissage... des haches de pierre, n'était pas moins monotone que celui de l'ouvrier moderne qui polit à la machine une pièce de fonderie ».

Cependant, le tisserand du moyen âge pouvait s'enrichir et être dignitaire de sa cité ; l'homme préhistorique rêver au chemin qu'il se frayerait à travers le taillis, à la chasse qu'il engagerait, muni de la hache qu'il aura fabriquée. Rien, dans l'activité de l'ouvrier industriel, n'offre de fond permettant d'ancrer un quelconque projet d'avenir. Si l'ouvrier qualifié, le plus souvent, s'ennuie moins à son travail généralement plus varié que celui de l'ouvrier spécialisé, il n'en est pas moins rivé à une existence immobile. Elle n'avance pas. Pour l'ouvrier, comme pour Sisyphe, son effort déployé du matin au soir retombe à zéro au coucher du soleil ; le lendemain tout reprendra exactement au niveau de la veille. C'est le tonneau sans fond des filles de Danaos : une vie remplie d'efforts qui l'épuisent et la laissent vide.

« Je ne m'ennuie pas à mon travail, disait un tourneur P 2 engagé dans un petit atelier de réparations, j'éprouve même une certaine satisfaction quand j'ai bien fait une pièce compliquée ou contribué à une réparation difficile. Mais c'est après ma journée, quand je rentre, que je ressens un vide désolant et que je me sens envahi d'une indicible tristesse. Je sais alors que j'ai perdu une journée de plus de ma vie. »

J'ai entendu la même réflexion, presque mot pour mot, de la bouche d'un jeune ouvrier spécialisé, à la sortie du soir : « Et voilà encore un jour de moins à vivre. »

A cet égard, les témoignages réunis par Henri de Man — sans que celui-ci s'en soit rendu compte — sont instructifs au plus haut degré. On y retrouve exprimée dans la plupart d'entre eux cette conviction profonde que même si le travail professionnel n'est pas ennuyeux, l'activité qui compte réellement pour l'ouvrier se situe en dehors de ce travail. « Malgré la variété des besognes dans le métier, déclare un maitre-maçon âgé de 33 ans, je n'y trouve point de satisfaction. » (N. 59) Et d'un menuisier qualifié : « On devrait à mon avis s'efforcer d'arriver à ce que l'usine ne soit pas le centre de la vie personnelle de l'ouvrier qui... (ainsi pourrait) retrouver en dehors de l'usine cet équilibre intérieur que le travail dans l'usine aurait fait perdre. »

L'ouvrier n'a pas le regret de voir les jours passer trop vite. A quoi bon ? Ils ne comptent pas, sauf ceux où il ne travaille pas. « Lundi... ah ! lundi. » Toute une semaine à traverser... Ce premier jour de la semaine passé, ce sera un premier point de gagné, non pas par ce que cette journée aura apporté, mais parce qu'elle sera terminée. « Enfin mercredi soir... A quand vendredi soir ? A quand samedi midi ? » Que sonne la délivrance . combien courte...

L'ouvrier ne désire pas retenir le présent, mais précipiter sa fuite, comme le détenu dans sa cellule. C'est l' « activité » de l'ouvrier qui l'emprisonne. Non qu'il n'aime pas la vie, elle lui parait au contraire trop brève. A lui qui déjà meurt plus jeune que les membres des autres classes — les statistiques des décès l'attestent — et qui voit sa vie d'adulte encore amputée des cinq septièmes — cinq jours ouvrables par semaine — dans le meilleur des cas !

Cet état de fait monte parfois à la surface de la conscience : « Travail, travail, et puis il faut mourir... Ah ! il y a des jours qui sont terribles ! » J'ai relevé, il y a quelques jours, cette exclamation qu'un ouvrier d'une quarantaine d'années lançait à ses camarades...

Fonction sociale vitale, condition sociale inhumaine

Arrivés à ce point dans nos méditations, nous nous sommes demandé si nous n'avions pas trouvé la racine de l'inhumain de la condition ouvrière. Ne serait-ce pas, en effet, la *nature elle-même* du travail *industriel ?* Travail indispensable ! Son accomplissement est une fonction dont la société ne peut plus se passer. Cette *fonction* sociale vitale, propre à la société de l'âge technique, serait donc responsable de ce qu'il existe une *condition* sociale inhumaine ! ?

Nous l'avons pensé, malgré un malaise qui ne nous quittait pas, affermis — ou égarés — dans cette voie par la tendance contemporaine de plus en plus forte à voir dans cet « enfer d'ennui » qu'est le travail monotone et privé d'initiative une cause de « dépersonnalisation » et à combattre le mal autre que purement économique de la condition ouvrière en combattant cet ennui ou, si on le juge impossible dans certains cas, en offrant à l'ouvrier des compensations qui permettraient sa « repersonnalisation ».

***

Or la vérité est ailleurs, et le problème de la condition ouvrière, de son mal « moral » et de son remède se pose très différemment.

Ce n'est pas la nature du travail industriel qui « déshumanise ». Ce travail, considéré non dans

son actualité, mais dans son essence, demeure, il est vrai, pénible, monotone et de pure exécution, cependant il n'est pas inhumain. Amélioré dans toute la mesure du possible, il ne comporterait plus alors de conséquences redoutables que s'il occupait une place disproportionnée dans l'existence, en en devenant comme son destin. Pour l'en empêcher, une première mesure est manifeste : l'introduction de la journée, mettons de 6 ou 5 heures, ce qui n'aurait rien d'irraisonnable.

Consacrer cinq heures par jour à une corvée, c'est, sans doute, beaucoup. Mais cela serait assez pour permettre, à celui qui transférerait ailleurs l'essentiel de ses activités, d'éviter une existence tournant absurdement en rond.

Toutefois, et c'est capital, les réductions de la journée de travail, conquêtes inappréciables du mouvement ouvrier, n'ont jusqu'ici rien changé à la *position sociale* de l'ouvrier ; et une réduction supplémentaire ne la modifierait pas davantage. L'ouvrier continuerait d'appartenir à une *couche sociale à part, la plus basse, avec toutes les marques distinctives que cela comporte.* Après comme avant, il demeurerait le « paria moderne ». Or l'esclavage est inhumain : « L'esclavage, c'est l'assassinat », a dit Proudhon.

Nous voici enfin au cœur même du problème de la condition ouvrière, avec son aspect *social.* Nous découvrons en même temps la racine de toutes ses calamités supplémentaires qui se manifestent dès lors dans un enchainement quasi logique. En effet, si l'ouvrier est insuffisamment rémunéré, s'il doit soutenir des cadences exagérées, supporter des journées trop longues et s'exposer à tant de peines que n'exige nullement le travail industriel et qui pourraient être évitées, c'est qu'il se situe socialement « en bas » : il est déconsidéré. Il est, en un mot, « le paria moderne ».

Car il *est* déconsidéré, en dépit des vœux pieux des « philanthropes bien intentionnés ». A cet égard Henri de Man, dans son livre sur « La Joie au travail » — par ailleurs si contradictoire et timoré chaque fois qu'il s'agit de tirer les conclusions pratiques des vérités qu'il énonce — a bien mis les choses au point. Vouloir faire accroire à l'ouvrier qu'il n'est pas déconsidéré, autant

> « essayer d'enlever aux nègres le sentiment de leur infériorité de race, en cherchant à leur persuader, à coups de tracts, qu'ils ont la peau blanche ! En tout cas, à ce noir qu'est le prolétaire, la réalité sociale offre assez de miroirs dans lesquels il peut reconnaître sa couleur. »

Pour surmonter sa relégation dans un milieu social et culturel « à part », avec une existence amoindrie, l'ouvrier doit donc lutter pour autre chose encore, pour quelque chose de plus et de plus difficile à conquérir, que la réduction des heures de travail et, bien entendu, l'amélioration de sa situation économique. Et c'est pourquoi la conquête d'un loisir plus long sans plus ne lui donnerait pas la faculté de s'adonner à des activités culturelles, comme cela est donné aux membres privilégiés de la cité humaine. L'usage qu'il ferait de son supplément de loisir ne pourrait pas ne pas porter la marque de son présent état social. Fatalement, l'ouvrier n'aurait le choix qu'entre les trois possibilités suivantes :

S'instruire, se cultiver, dans un but individuel, en vue de sortir en tant qu'individu de son état infériorisé : faire une carrière, « arriver ».

Ou bien — s'il n'a pas assez d'énergie, de santé ou de chance — s'adonner aux plaisirs les plus plats et alterner entre la « bête de somme » et la « bête à plaisir ». Et quand bien même il resterait dans le sentier de la vertu, cultivant un coin de jardin et faisant bonne compagnie avec les autres braves types du quartier — jouant avec eux à la belote ou aux boules, pratiquant un peu de sport et de pêche, content, tranquille, « heureux » — il n'atteindrait pas à une existence réellement humaine, mais à cette vie végétative de l'ancien tisserand à domicile des campagnes, avant la révolution industrielle, qu'avait raillée Engels.

Ou bien encore, l'ouvrier pourrait employer ses loisirs à s'instruire, à se cultiver, comme dans le premier cas, mais cette fois dans le but de libérer sa classe, animé de la révolte de l'homme contre ce qui est inhumain. Dans cette révolte, et en elle seule, il s'élèverait alors à la grandeur de l'homme libre, fraternel et créateur. Cette révolte dans laquelle — rappelons encore cette vue lucide du jeune Engels — même l'ouvrier misérable des débuts de l'industrialisation, ce dégradé, repoussé au niveau le plus bas de la civilisation, « non seulement a sauvé son intelligence mais encore l'a développée et aiguisée mieux que d'autres » qui étaient pourtant privilégiés.

Nous sommes bien ici au cœur du problème, point qui est aujourd'hui âprement contesté.

⁂

Quelle est donc la cause dernière de l'infériorisation de l'ouvrier ?

Le capitalisme est impossible sans une classe ouvrière vivant à l'état de soumission. Mais l'abolition du capitalisme ne fait pas disparaitre automatiquement — loin de là — la classe de « ceux d'en bas ». Et certains affirment — comme Burnham et, une dizaine d'années avant lui, Henri de Man — que c'est la *fonction sociale de l'exécution du travail industriel* qui retient l'ouvrier « en bas ». Selon H. de Man, ce problème auparavant insoupçonné est fondamental :

> « La différenciation croissante des *fonctions* intellectuelles créatrices (outre l'ingénieur et l'administrateur, cette catégorie englobe aussi bien, selon H. de Man, le « permanent » du mouvement ouvrier) et des fonctions physiques d'exécution, *base d'un nouveau classement social...* Il n'est pas difficile de voir dans l'opposition entre travailleur de l'esprit et travailleur manuel *la grande ligne de démarcation sociale* de l'avenir — opposition sociale, ne tenant plus... à l'existence d'un privilège de propriété, mais à la *différence des fonctions.* »

Tel est le jugement qui a amené son auteur à nier tout sens réel au mouvement socialiste et aux aspirations ouvrières à la libération *sociale.*

Celui qui exécute le travail industriel, obéit, et il se situe « en bas » ; celui qui l'organise, commande, et il se place « en haut » ; la fonction sociale donne aux uns le pouvoir et opprime les autres...

Si les « burnhamiens », avant et après la lettre, avaient raison, il faudrait abandonner tout espoir. Le travail industriel, quoi que nous en ayons dit, serait la condamnation sans rémission des ouvriers à l'esclavage.

Tout mouvement syndical ne perdrait pas, sans doute, sa raison d'être, il pourrait même y avoir des syndicats puissants, menant à bien toute une gamme de revendications, mais le syndicalisme révolutionnaire, lui, n'aurait plus qu'à abdiquer. Et notre *R.P.* devrait changer de nom, non parce que son titre actuel ne serait plus très « convenable », mais parce qu'il se révélerait parfaitement absurde...

Nous n'en sommes pas là ! Reprenons le problème et posons-le correctement.

L'énigme à percer est la suivante : d'où vient qu'une fonction sociale qui n'a rien d'inhumain en soi puisse engendrer une condition sociale inhumaine ? Car, sur un point du moins, les burnhamiens ont raison : la fonction du travail productif compte pour quelque chose...

L'esclavage moderne

Tout dans l'*actuelle* condition ouvrière est inhumain — ressources insuffisantes, insécurité économique, conditions de travail ruineuses tant pour le corps que pour l'esprit, existence qui piétine sur place, infériorisation sociale — tout, *sauf* une chose : *la nature même* du travail.

Mais ce travail, qui n'est pas inhumain, n'est pas non plus attrayant : il est souvent répugnant. Personne n'en veut, s'il peut choisir autre chose.

Comme le travail est une fonction sociale indispensable et qu'il n'y a pas de volontaires, cette fonction se crée elle-même, si l'on peut dire, *de force* les « organes » humains qui devront l'accomplir, et porteront les stigmates de cette contrainte. Le capitalisme n'a pas inventé cet état de choses qui a existé longtemps avant que le travail manuel soit devenu industriel et se perpétue — la preuve n'en est plus à faire — quand bien même le capitalisme a été aboli.

Paul Guitton, dans son étude précitée sur « Le Travail attrayant », a suivi à travers les siècles les efforts sans cesse renouvelés pour rendre le travail attractif, ce qui démontre bien que celui-ci, en fait, n'a jamais attiré les hommes. C'est ainsi qu'aussi loin que l'on puisse remonter, sous toutes les latitudes, les fonctions sociales abhorrées, encore que productrices des biens et des services les plus indispensables, ont seulement dû à la contrainte d'être accomplies. Les seules modifications intervenues, et qui, à cet égard, font la différence entre les civilisations et les siècles, ont trait au genre de contrainte employé.

L'antiquité a eu ses esclaves, prisonniers de guerre ou marchandises humaines ; la société du moyen âge, les serfs ; la Chine, le coolie, et le planteur américain des Etats du Sud, le nègre importé d'Afrique. Le capitalisme à ses débuts a trouvé les bras dont il avait besoin en chassant les paysans de leur terre. Et aujourd'hui ?

Ce n'est pas par une contrainte brutale que procède la société libérale pour s'assurer les exécutants du travail industriel. Elle s'y prend par un biais.

Ce qu'il lui faut, ce sont des hommes qui, outre le fait de ne posséder aucune richesse matérielle, soient incapables de ne rien faire d'autre que d'épouser la fonction universellement abhorrée. De tels hommes, prolétaires « harmonieusement » prédestinés, ne sont pas préfigurés dans l'ordre naturel des choses. Pour en disposer, la société doit les fabriquer.

Rien de plus facile.

La fonction de produire les biens industriels n'exige pas d'instruction supérieure. Celle-ci est davantage redoutée. L'homme tant soit peu instruit cherche à l'éviter, tout comme le possesseur d'une fortune même modeste. L'ouvrier « normal » est *essentiellement un primaire.* C'est là un trait indélébile de sa condition. Raison de plus, pour les autres, de le déconsidérer, et, pour lui-même, de souffrir. Je n'ai pas compris, autrefois, l'amertume qui envahit l'ouvrier — ou l'artisan, n'importe — quand il vous dit au cours d'une discussion : « Vous, vous avez étudié, moi, je ne suis qu'un primaire. » C'est de la bouche d'un tisserand stéphanois de ruban en velours que j'ai d'abord entendu, et combien de fois ensuite, cette réplique, quand nous avons passé ensemble tant de nuits blanches sous l'occupation.

La société s'emploie à entretenir le divorce entre culture et travail manuel : elle ne dispense l'enseignement secondaire qu'à une minorité. Certes, l'accès aux écoles secondaires ne leur est pas formellement interdit, mais l'étroitesse de leur budget n'en condamne pas moins les masses populaires à assurer le recrutement ouvrier. Cette méthode indirecte et d'apparence si peu violente est pourtant inhumaine au suprême degré.

Emprisonner un être dans l'horizon du primaire, c'est — à moins qu'il ne s'en évade — le priver de ce qui est le propre de l'homme et qui lui est indispensable pour vivre à la hauteur de sa destinée, chose unique qui réellement importe. Un homme peut être quelqu'un de vraiment bien, un caractère, une forte personnalité, un cœur noble, et, néanmoins, manquer, être frustré, de quelque chose d'essentiel à l'homme.

Il ne s'agit pas de produire à la chaîne des types « doctes », sachant de tout un peu et de rien assez, ni de petits « génies universels ». Il y va de quelque chose de bien autrement sérieux et pour l'individu et pour la civilisation. Ce qui est concrètement en jeu, ce n'est plus le problème de la seule condition ouvrière, mais celui de la *condition humaine.* Nous l'aborderons lorsque la discussion des idées de Simone Weil sur la condition ouvrière nous y aura ramenés par leur propre enchainement.

Un mot encore avant de conclure ce chapitre.

Ceux des intellectuels, qui approuvent l'actuel système d'éducation et s'irritent que « trop » de jeunes se « ruent » vers les lycées, les universités et les autres hautes écoles, en arguant que la société n'aurait que faire de tous les agrégés, aspirants-docteurs et candidats-administrateurs, participent, consciemment ou non, à la conjuration tacite qui produit le « prolétaire ». Proclamer : « Il y a trop d'intellectuels », cela signifie, en bon français : « Attention, danger ! Il pourrait y avoir trop peu d'ouvriers. »

Auraient-ils raison ? Et l'inconséquence de la société ouvrant plus largement les portes des écoles ne lui a-t-elle pas déjà créé de l'embarras ? Les « nationaux » des pays avancés ne veulent plus des besognes les plus ingrates — agricoles ou industrielles, arrachage des betteraves ou extraction du charbon. Mais les remèdes préconisés — l'immigration de travailleurs étrangers, le plus malheureux : Polonais, Algériens — deviendront un jour impossibles. Alors ? S'il n'y avait plus dans le monde que des intellectuels, licenciés, agrégés, docteurs, qui tisserait les vêtements, fabriquerait les meubles, extrairait le charbon, les minerais, construirait les barrages ? Ne serait-ce pas l'équivalent d'une grève générale ? Il n'y aurait plus de lampe, plus de bergère, ni de robe de chambre... Ne parlons pas du capitaliste ni du bureaucrate qui, en ce moment, nous intéressent moins, mais de l'intellectuel, chevalier de l'esprit et de la civilisation. Privé de ces milliers d'êtres au labeur desquels il doit le privilège de pouvoir s'adonner tout entier à des activités qui offrent à l'homme explorateur et bâtisseur de mondes son plus haut degré de bonheur, il se verrait transformé en « bête humaine nue, grelottante, affamée, possédée tout entière par les soucis matériels les plus vulgaires ».

Aristote disait que si l'on avait des machines, point ne serait besoin d'esclaves. Les machines ne manquent plus, mais elles demandent à être mises en action, et ce service s'est avéré « peu attrayant ». Les esclaves n'ont changé que de costume. Ils se présentent aujourd'hui sur la scène sous le déguisement de « ce grand état des parias modernes » dont parlait en connaissance de cause notre ami, dans sa lettre de « félicitations ».

Ce n'est pas une fonction sociale « naturelle » et innocente qui les retient dans cet état. Et si ce sont les hommes qui les ont faits ce qu'ils sont, il n'y a là aucune « nécessité historique ». Point n'est « nécessaire » qu'il y ait des hommes esclaves pour que sur leur dos vivent des hommes libres.

ANDRIEUX et **LIGNON.**

(*à suivre*)

Notes d'Economie et de Politique

LA VRAIE FAILLITE DE PINAY : 125 MILLIARDS DE NOUVEAUX BILLETS EN QUATRE MOIS

Nous nous étions jusqu'ici abstenus de nous prononcer sur l' « expérience » Pinay, troisième ou quatrième « expérience » depuis la libération, parce que tout dépendait de la direction dans laquelle elle allait se mouvoir, et que nous n'avons été fixés là-dessus qu'au bout de quelques mois.

Le programme de Pinay comportait, en effet, deux choses : d'une part, la baisse des prix au moyen de la « persuasion » et, si nécessaire, de la « contrainte », d'autre part, l'établissement d'un équilibre budgétaire strict par réduction des dépenses et recours à l'emprunt — ce qui devait avoir pour conséquence l'abandon de l'émission de faux billets de banque comme moyen de remplir les caisses de l'Etat.

La première partie de ce programme, qui n'était que la réédition de ce qu'avaient tenté Blum, Queuille, etc., à savoir l'utilisation conjuguée du bla-bla-bla et de la police pour amener les détenteurs de marchandises à les vendre au-dessous de leur valeur, était idiote, aussi idiote que lorsqu'elle était le fait de Blum, Queuille, etc. ; elle était donc vouée, comme dans les cas précédents, à un échec certain. Il est de fait qu'on peut obtenir par ce procédé — grâce à la naïveté et à la peur dont témoigne toujours la grande masse à l'égard des affirmations ou des menaces de l'Etat — des résultats momentanés, c'est-à-dire une certaine stabilisation des prix, voire même leur léger recul, pendant quelques semaines ou quelques mois, mais c'est tout. Les mécanismes économiques dont on a pu inhiber le fonctionnement un moment, au moyen de ces expédients psychologiques, se remettent bien vite à jouer, et l'on n'a finalement reculé que pour mieux sauter.

Il en était tout autrement de la seconde partie du programme Pinay.

Au risque de nous répéter pour la nième fois, rappelons que la hausse des prix provient uniquement, en régime de monnaie purement fiduciaire, de l'émission de faux billets de banque. Un vrai billet de banque est un billet qui est émis pour l'escompte d'un effet de commerce, c'est-à-dire qui n'est émis que lorsqu'une nouvelle marchandise qui vient d'être fabriquée est mise en vente, ce billet étant ensuite retiré de la circulation lorsque la marchandise est vendue. S'il n'est émis de billets que dans ces conditions — comme c'était le cas avant 1914 et pendant les années qui suivirent immédiatement la stabilisation Poincaré — il y a toujours le même équilibre entre les marchandises qui sont en vente et le nombre de billets de banque en circulation, de sorte que les marchandises se vendent toujours au même prix, car si elles se vendaient plus cher, il n'y aurait plus assez de billets pour les acheter ; les prix sont donc stables ; mais si, en plus de ces vrais billets de banque, on en émet de faux, c'est-à-dire des billets qui ne correspondent à la mise en vente d'aucune nouvelle marchandise, comme c'est le cas, par exemple, lorsque l'Etat se fait remettre des billets par la Banque de France pour payer ses fonctionnaires ou ses fournisseurs, il se produit alors, chaque fois qu'une telle fausse émission a lieu, un excès de billets qui rompt l'équilibre entre les marchandises et les billets, équilibre qui ne peut se rétablir que par une hausse des prix des marchandises, ceux-ci montant jusqu'à ce qu'il y ait de nouveau équivalence entre le montant des marchandises offertes à la vente (à leurs nouveaux prix) et le nouveau montant des billets.

La question des prix est donc exclusivement une **question budgétaire.** Si l'Etat parvient à boucler son budget sans faire appel à la « planche à billets » et qu'il n'est donc plus émis que des vrais billets de banque ayant une marchandise en contrepartie, les prix se stabilisent ; sinon, si l'émission de faux billets pour les besoins de l'Etat persiste, aucun expédient ne saurait empêcher la hausse des prix de se produire tôt ou tard, et jamais très tard. La stabilisation du franc en 1926, après la première guerre mondiale, n'a pu être obtenue qu'en réalisant l'équilibre budgétaire, et la nouvelle stabilisation, si elle doit un jour se produire, n'aura pas lieu autrement. Pas plus en matière financière qu'en toute autre chose, il n'y a de miracles.

Or la seconde partie du programme Pinay consistait précisément à réaliser l'équilibre budgétaire ; il nous fallait donc attendre de voir si Pinay réaliserait cette partie de son programme pour pouvoir dire si son « expérience » de stabilisation des prix réussirait ou non.

Il nous a fallu d'autant plus attendre qu'au début de son ministère, l'émission des faux billets sembla, en effet, se tarir.

Nous avons déjà souvent indiqué qu'il est maintenant assez difficile de chiffrer le montant des faux billets émis. Aux temps honnêtes de la IIIe République il n'en était pas de même : il suffisait de lire dans le bilan de la Banque de France le montant des « avances à l'Etat », car celui-ci correspondait à lui seul au montant des faux billets, mais depuis que le camouflage de toute vérité est devenu la grande règle de l'Etat français, les faux billets se trouvent mêlés aux vrais dans tous les postes du bilan de la Banque (1), si bien qu'il est parfois presque impossible de déterminer le montant des uns et des autres. Cependant, pour ces derniers mois la chose est possible, au moins d'une manière approximative. Etant donné, en effet, que, de février à septembre derniers, l'indice des prix (prix de gros) a baissé (142 en septembre contre 152 en février), et que, d'autre part, d'après les statistiques officielles, la production des objets de consommation, c'est-à-dire essentiellement celle des marchandises qui sont mises en vente, a baissé de 4 % durant le premier semestre, il s'ensuit que le montant total de la valeur des marchandises mises en vente a plutôt baissé qu'augmenté, et donc que le montant des vrais billets, c'est-à-dire de ceux émis pour l'es-

(1) Dans des articles précédents, j'ai estimé le montant de l'émission des faux billets en déduisant de l'augmentation globale des billets le montant de l'augmentation du poste « effets de commerce » dans le bilan de la Banque de France, parce que je croyais pouvoir admettre que la Banque de France était encore assez honnête pour ne faire figurer dans ce poste que de vrais effets de commerce (voir R.P. de décembre 49), mais j'ai dû, l'an dernier, réviser mon opinion. En effet, alors que généralement le poste « effets de commerce » ne varie d'un mois à l'autre que de quelques milliards, ou tout au plus de quelques dizaines de milliards, il est passé brusquement de 525 milliards au début d'octobre 51 à 736 milliards au début du mois suivant, soit un bond de plus de 200 milliards, ce qui aurait correspondu, s'il ne s'était agi que de vrais effets de commerce, à une expansion du commerce de près de 40 p. cent en un mois, chose manifestement inexacte. Le poste « effets de commerce » subit donc, lui aussi, des « manipulations », destinées évidemment à camoufler de nouvelles avances à l'Etat, c'est-à-dire de nouveaux faux billets.

compte des effets de commerce a dû, lui aussi, diminuer plutôt qu'augmenter. Par conséquent, tout accroissement du montant total des billets durant cette période ne peut être dû qu'à l'émission de faux billets.

Or si en avril et mai derniers, c'est-à-dire alors que l'expérience Pinay pouvait commencer à porter ses fruits, le montant des billets n'a pas augmenté et a même légèrement décru (diminution de 7 milliards entre le 3 avril et le 1er juin) — ce qui pouvait faire penser qu'on avait réussi à équilibrer les recettes et les dépenses — l'émission de billets reprenait de plus belle avec le mois de juin. L'accroissement du montant des billets était, en effet, de 34 milliards en juin, de 27 milliards en juillet, de 26 milliards en août et de 38 milliards en septembre. Au total, 125 milliards en quatre mois, 125 milliards de nouveaux billets, donc, d'après ce que nous venons de dire, 125 milliards de faux billets, 125 milliards d'inflation.

125 milliards d'inflation en quatre mois, cela ferait, au même rythme, 375 milliards d'inflation pour un an, soit un taux d'inflation annuelle de près de 20 % (le montant des billets au 1er juin ayant été de 1.916 milliards).

Or ce taux d'inflation de 20% est du même ordre que celui réalisé durant les années précédentes. Rien n'a donc changé avec Pinay, pas plus la situation financière que le bla-bla-bla.

Il y a trois ans, en 49, Queuille, alors président du Conseil, était parvenu, par des moyens analogues à ceux de Pinay, à comprimer la montée des prix (celle-ci n'avait été que de 2 % au cours de l'année), mais il n'avait point comprimé l'inflation, qui avait atteint, elle, 20 %. Dès lors, la hausse des prix ne pouvait être que partie remise : l'année suivante, elle atteignait en effet 15 pour cent. On peut être sûr que ce même phénomène de la hausse à retardement se produira cette fois encore. Loin de juguler l'inflation, Pinay, depuis quatre mois, l'a portée au plus haut. Il a, par conséquent, totalement échoué dans son entreprise. Il n'a fait que préparer le terrain pour un nouveau départ dans la hausse des prix.

La bourgeoisie conservatrice traditionnelle venue au pouvoir avec l'ancien conseiller du gouvernement de Vichy n'a donc pas été plus capable jusqu'ici d'arrêter l'inflation que la bourgeoisie confusionniste qui avait gouverné depuis la libération.

LA NOUVELLE OFFENSIVE DU VIET MINH : SON OBJECTIF PROBABLE

Ce n'est pas seulement dans ses finances que ce pauvre Pinay a connu l'échec, c'est à peu près dans tous les domaines.

A l'O.N.U., après un communiqué flambard assurant qu'il recourrait à tous les moyens pour empêcher l'assemblée générale de s'occuper de la Tunisie et du Maroc, il en est réduit à faire claironner comme une victoire le fait que ses représentants n'ont pas osé ouvrir la bouche lorsque le bureau de l'assemblée d'abord, l'assemblée elle-même ensuite, décidèrent d'inscrire la Tunisie et le Maroc à l'ordre du jour !

Et puis, voici maintenant, comble de malheur ! que le Viet Minh s'avise de lancer une offensive de grand style qui risque d'amener un désastre comparable à celui de la route n° 4, d'il y a deux ans.

Il est vrai que ce n'est pas de jeu ! Ne voilà-t-il pas, en effet, que ces salauds de Viets se mettent à employer des armes perfectionnées ! C'est la fin de tout !

Chacun sait bien que lorsque les glorieux soldats de la colonisation n'ont affaire qu'à de pauvres bougres armés de sagaies comme à Madagascar, ils se couvrent de gloire, affichant sans coup férir 80.000 tués à leur tableau de chasse. Lorsqu'il faut combattre des soldats munis d'armes à feu, ça va déjà moins bien ; pourtant, grâce à l'armement lourd venu d'Amérique et surtout aux avions, on parvient encore tant bien que mal à tenir le coup, tant que l'ennemi ne dispose que de fusils et de mitrailleuses, comme c'était le cas jusqu'à hier au Tonkin. Mais si maintenant l'adversaire se met à avoir des canons sans recul et des mortiers de gros calibre, alors ça ne va plus du tout ! Aussi notre commandement a-t-il eu bien raison de dénoncer et de stigmatiser comme il convenait un manquement aussi grave aux règles habituelles de la guerre coloniale, manquement qui seul peut expliquer la prise de Nghia-lo !

Quoi qu'il en soit, le Viet Minh est, au moment où j'écris, en pleine bataille dans la région comprise entre le fleuve Rouge et la rivière Noire.

Pourquoi est-ce cette région passablement éloignée des centres vitaux qu'il a choisie pour lancer son attaque et quel but y poursuit-il ? Telle est la question que l'on est naturellement porté à se poser et à laquelle il me semble qu'on peut tenter de répondre, malgré l'imprécision des renseignements que l'on a sur les emplacements des deux forces en présence.

Si l'on considère le cours du fleuve Rouge entre la frontière chinoise et son confluent avec la rivière Noire (60 kilomètres nord-ouest d'Hanoï), la partie nord de ce cours et sa partie sud (dans la région de la rive droite) sont aux mains du Viet Minh, mais le milieu est occupé ou, plus exactement, **était** occupé avant l'offensive vietminh par les Français. Ceux-ci tenaient donc là une sorte de large couloir orienté est-ouest, qui faisait communiquer la région du delta tonkinois à l'est avec les montagnes du pays Thaï (à l'ouest).

Or les Thaï qui occupent ces montagnes sont naturellement ! des « montagnards », c'est-à-dire que selon une loi hélas ! universelle, ce sont des ennemis-nés des gens de la plaine, en l'espèce, les Annamites, qui n'habitent que les deltas et les plaines côtières. Aussi les Thaï ont-ils été les meilleurs et même les seuls soutiens des Français dans leur lutte contre les Vietnamiens ; ce sont eux qui fournissent les seules troupes auxiliaires sur lesquelles on peut vraiment compter.

Si donc le Viet Minh ferme ce couloir, ce couloir que commandait notamment Nghia-lo, s'il parvient à faire se rejoindre ses forces du Nord, qui occupent la région de Lao-kay enlevée aux Français il y a deux ans lors de la grande bataille pour la frontière chinoise, avec celles du Sud qui tiennent la région de Hoa-binh où, l'an dernier, les troupes de de Lattre subirent le cuisant échec que l'on sait, la communication sera coupée entre les Français et les Thaï ; ces derniers pourront peut-être alors être détachés de l'alliance française, et ce sera un sérieux atout de moins pour les Français.

En second lieu, ce verrouillage rendrait service aux Chinois. On se rappelle, en effet, que des troupes nationalistes chinoises, qui n'ont pu gagner Formose, demeurent encore aux frontières de la Chine, dans le Nord de la Birmanie. Ainsi que la Chine en a accusé officiellement la France, ces troupes sont presque certainement ravitaillées en armes et en munitions par Chang Kai-shek **à travers l'Indochine**, c'est-à-dire très vraisemblablement par le couloir qui mène au pays Thaï et, de là, en Birmanie. La fermeture du couloir rendrait donc sans doute beaucoup plus malaisé ce ravitaillement (il resterait toujours, à vrai dire, la route du Mékong, mais qui est beaucoup plus longue et extrêmement difficile).

Telle est donc sans doute la double raison qui a fait choisir au Viet Minh et à ses conseillers chinois le terrain de l'actuelle bataille. Nous saurons à brève échéance si leur objectif a été atteint.

UNE EUROPEANISATION QUI EST UNE COLONISATION

Sous la haute direction de M. Schuman, du Vatican et sans doute de la Compagnie de Jésus, nos ministres continuent à exceller dans l'art de faire prendre des vessies pour des lanternes. Leur grand procédé est actuellement de baptiser de noms nouveaux et sympathiques de vieilles choses répugnantes.

Après nous avoir présenté la constitution d'un cartel du charbon et de l'acier comme l'institution d'un « marché libre », ne voilà-t-il pas qu'ils baptisent « européanisation » la réduction de la Sarre à l'état de colonie, ou, tout au moins si l'on préfère, à l'état de « protectorat ».

Dans leur projet, la Sarre sera privée de tout droit en ce qui concerne sa politique extérieure, celle-ci étant déterminée souverainement et exclusivement par les six Puissances du « pool charbon-acier ». Quant à ses droits en politique intérieure, ils continueront à être ce qu'ils sont, c'est-à-dire que dans tous les domaines importants ce sera la France qui seule décidera. La Sarre, en effet, ne sera pas libre de ses tarifs douaniers, car elle sera maintenue obligatoirement en union douanière avec la France ; elle n'aura aucun droit sur sa monnaie, car celle-ci sera obligatoirement liée au franc français et devra donc en subir toutes les vicissitudes ; elle sera de même dépourvue de tous droits en matière fiscale, car ses impôts sont obligatoirement les mêmes que ceux de France ; en outre, ils sont perçus par la France, entrent dans les caisses du Trésor français, y sont mélangés avec le produit des impôts perçus en France, et, du total, la France ristourne simplement à la Sarre une part proportionnelle à sa population, afin qu'elle puisse subvenir à ses besoins.

Il ne reste donc à peu près à l'Etat sarrois que tout juste les attributions du conseil général de l'un de nos départements. Mais, à l'inverse des habitants de nos départements, les Sarrois n'ont aucun droit de participation à la politique de la France, car naturellement ils n'ont pas de représentation au Parlement français. Les décisions de l'Etat français leur sont donc purement et simplement imposées, tout comme aux « indigènes » d'une quelconque colonie. Et c'est ce régime colonial que Schuman appelle « européanisation » et veut donner à la Sarre... pour l'éternité !

Ajoutons que comme dans toute colonie ou protectorat qui se respecte, le fascisme à l'intérieur de la Sarre est de rigueur. Interdiction de parler ou d'écrire ou de constituer des partis, si l'on entend chercher à changer l'ordre établi. De même qu'il est interdit en Tunisie d' « attaquer les droits et pouvoirs del la République française », il est, en Sarre, interdit d'attaquer la « Constitution ». La Constitution, c'est-à dire le régime que nous venons de dire.

L'européanisation de la Sarre, si les mots ont encore leur sens, ne peut être effectuée que d'une seule manière : faire de la Sarre un Etat européen, c'est-à-dire un Etat comme les autres Etats européens, jouissant de sa pleine souveraineté et n'aliénant celle-ci, ou partie de celle-ci, que volontairement, pour entrer au sein d'un autre Etat ou d'une fédération européenne à laquelle la Sarre participerait sur le même pied, avec les mêmes droits et avec seulement les mêmes devoirs que les autres Etats européens. Toute autre organisation ne saurait faire de la Sarre qu'un Etat vassal, ce qui est en contradiction absolue avec le principe d'égalité qui seul peut être mis à la base d'une construction de l'Europe.

J'ignore si les Sarrois veulent être Allemands, Français ou simplement Sarrois, mais ils ne pourront se considérer comme les égaux des autres Européens que lorsque leur aura été reconnu le droit, ou bien de se rattacher à l'Allemagne, ou bien de se rattacher à la France, ou bien de se constituer en Etat indépendant selon leur volonté propre et pour la durée qu'eux-mêmes détermineront.

COMMENT L'ON SE FOUT DES JUGEMENTS DE LA HAYE

On sait que nos gouvernants, et tout particulièrement notre ministre des Affaires étrangères, aiment à se targuer d'internationalisme. Ils sont pour l'Europe, ils sont pour l'O.N.U., ils sont pour toutes les institutions internationales possibles mais... lorsqu'une institution internationale, la plus ancienne et peut-être la plus utile de toutes, la Cour internationale de La Haye, rend un jugement, ils n'ont rien de plus pressé que de le tourner, contribuant ainsi à faire de cette institution internationale une dérision.

On sait que la France n'a été autorisée par les autres Etats à établir son protectorat sur le Maroc qu'à la condition d'y maintenir le régime de la « porte ouverte », ce qui veut dire que tous les pays doivent pouvoir commercer au Maroc sur un strict pied d'égalité, aucun droit de douane ou autre mesure ne devant venir frapper les produits en provenance d'un pays s'ils ne frappent pas en même temps et de la même manière les produits de tous les autres pays.

On sait, d'autre part, que, profitant de la guerre et de l'institution des contrôles commerciaux et monétaires que celle-ci a amenée en beaucoup de pays, la France a essayé, il y a quelques années, de supprimer totalement cette égalité commerciale qu'elle devait faire respecter au Maroc. Elle décida, en effet, que sauf les produits en provenance de France, qui pourraient continuer à entrer librement au Maroc, tous les autres ne pourraient entrer que moyennant autorisation (licence). Ainsi, on substituait purement et simplement au régime de la porte ouverte, que l'on s'était engagé à pratiquer, celui de la porte fermée ; de la porte fermée pour tous, sauf pour la France. Le Maroc cessait ainsi, au mépris de toutes les conventions et de tous les traités internationaux, d'être un pays où la concurrence internationale pouvait se donner libre cours, afin de devenir une chasse gardée pour l'industrie et le commerce français.

Bien entendu, l'Amérique qui se trouvait être le principal pays lésé protesta et il fut décidé, ainsi que chacun se rappelle, de porter l'affaire devant le tribunal international de La Haye.

Naturellement, la violation du droit était si manifeste que le tribunal de La Haye ne put que reconnaître, à l'unanimité si je ne me trompe, la justesse de la demande américaine : son jugement fut que les licences d'importation pour les produits entrant au Maroc devaient être purement et simplement supprimées.

Or c'est ici que l'extraordinaire duplicité du Quai d'Orsay — qui est actuellement la seule politique qu'il sait pratiquer, mais qu'il pratique avec une maestria et un culot vraiment remarquables — vient de se manifester une fois de plus.

La Haye a jugé que les licences d'importation devaient être supprimées au Maroc ? Bien ! nous nous inclinons, déclare M. Schuman, car, évidemment ! nous sommes très respectueux de la Justice. Donc, nous supprimons les licences, mais en même temps nous décidons que les importateurs ne pourront, après avoir vendu leur marchandise au Maroc, convertir la monnaie marocaine, qu'ils auront tirée de cette vente, dans la monnaie du pays d'où ils auront fait venir leur marchandise, si bien... qu'ils pourront importer une fois, mais pas deux. Tout commerçant, en effet, a besoin, à moins de disposer de ressources infinies, de se servir de l'argent qu'il a tiré de ses premières ventes pour faire d'autres achats qui lui permettront de vendre de nouveau et de continuer

ainsi son commerce. Or c'est cela qui est interdit aux importateurs de produits étrangers au Maroc, sauf, bien entendu, aux importateurs de produits français.

Ainsi, après comme avant, le jugement de La Haye, après comme avant la suppression des licences d'importation, l'industrie et le commerce français continueront à jouir au Maroc d'un monopole de fait, cela en violation flagrante des conventions internationales !

La Cour de La Haye a interdit les licences parce qu'elles constituaient une mesure discriminatoire à l'égard des pays autres que la France et que les traités interdisent de telles mesures. La France répond en instituant une mesure autre que les licences d'importation, mais tout aussi discriminatoire et aboutissant exactement au même résultat ! On ne saurait se foutre plus royalement du monde.

J'ignore quelles vont être les réactions des Américains à l'égard de cette façon de se foutre de leur gueule, mais avouez que s'ils ripostaient en suspendant tout envoi d' « aide Marshall » ou autre, nos jésuites du Quai d'Orsay ne l'auraient pas volé. Ce qui ne les empêcherait point d'ailleurs de crier comme des écorchés et de se poser en victimes ! Et le bon peuple de France de faire chorus, tellement est grande ce que Proudhon appelait notre « idiotie nationale ».

OU VA L'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTIVITE ? — A LA PLUS-VALUE

Les tableaux publiés par Rassinier dans la dernière **R.P.** pour la « ventilation d'un prix de détail » sont intéressants à plus d'un titre. Ils permettent notamment de se rendre compte de l'importance de la plus-value, cette plus-value que nos modernes « économistes » et autres productivistes considèrent comme une notion « démodée » et de grandeur négligeable !

En gros, la plus-value est représentée dans les tableaux de Rassinier par le total des frais généraux, impôts et « marges », alors que la part des travailleurs est donnée par le total des salaires et des charges sociales. Il s'ensuit qu'en ce qui concerne l'industrie textile et en prenant comme prix du mètre le plus bas des deux cas choisis (2.600 fr. le mètre), la plus-value se monte à 67,94 (24,32+43,62), alors que ce qui revient au travailleur n'est que 15,03 ; la plus-value représente donc 452 % du salaire.

Or on sait que dans le **Capital**, Marx suppose toujours un taux de plus-value égal à 100 %. Naturellement il ne s'agit là que d'un chiffre approximatif, commode pour les calculs ; cependant, il est bien certain que Marx n'a pas pris ce chiffre de 100 % au hasard ; s'il a pris 100 % plutôt que 200 % ou que 1.000 %, c'est que l'étude de l'industrie de son temps, et notamment celle de l'industrie textile à laquelle il se réfère presque toujours, lui a montré que la plus-value se tenait à peu près aux environs de 100 %.

Il s'ensuit donc que, depuis 1860, le taux de la plus-value a quadruplé !

Et il y a des gens qui candidement s'étonnent que, malgré le considérable accroissement de la productivité depuis un siècle, le niveau de vie des travailleurs se soit si peu élevé !

Qu'ils cessent de chercher midi à quatorze heures pour dénicher une explication ! Les chiffres de Rassinier confirment ce que le raisonnement donnait déjà comme une certitude : c'est à ceux qui vivent du travail des prolétaires, à tous les bénéficiaires de la plus-value, quelle que soit leur part et quelle que soit la forme sous laquelle ils la perçoivent, que va l'accroissement de la productivité, et non aux producteurs.

HYPOTHESE

Les raisons du limogeage de Marty et de Tillon semblent assez claires lorsqu'on considère leur cas isolément : Marty et Tillon représentaient la tendance extrémiste, la tendance « insurrectionnaliste » au sein du Parti Czariste Français. Les Russes, ayant décidé de ne point encore faire la guerre cette année-ci, ont écarté provisoirement de la direction du parti les éléments les plus portés à la lutte armée pour ne laisser en place que les « politiques », c'est-à-dire les plus aptes à endormir le bourgeois.

Cependant, on ne peut considérer le cas Marty-Tillon indépendamment des purges qui ont été effectuées ces temps derniers en d'autres pays, en Tchécoslovaquie et en Roumanie notamment. En Tchécoslovaquie on a liquidé Slansky, en Roumanie on a liquidé Luka et Anna Pauker, c'est-à-dire des personnages qui occupaient dans leurs pays la même position que Marty en France. Slansky, Luka, Marty étaient considérés jusqu'à hier comme les représentants les plus directs de Moscou au sein de leurs partis respectifs. Ils y étaient « l'œil de Moscou » chargé de surveiller les chefs officiels du parti, les Duclos, les Gottwald, etc... considérés comme moins sûrs. Or fait extraordinaire, ce sont ceux-là, et non point ceux-ci que Moscou exclut ou rétrograde.

Il faut donc peut-être chercher la raison de cet événements paradoxal, non pas dans la politique extérieure de la Russie, mais dans sa politique intérieure.

Ces hommes qu'on avait l'habitude de présenter comme « l'œil de Moscou », en réalité et concrètement, de qui étaient-ils l' « œil » ? Leurs vraies fonctions étaient des fonctions de policiers, de sorte que le Moscou dont ils étaient l'œil n'était autre que le Guépéou. Que Marty, en France, fût l'homme du Guépéou était chose bien connue ; il est probable qu'il devait en être de même de Slansky et de Luka.

On peut donc se demander si le limogeage de tous ces vétérans du stalinisme n'est pas simplement destiné à affaiblir l'influence politique de la police secrète russe.

Tout régime dictatorial a besoin d'une garde prétorienne ; c'est celle-là seule qui assure — par la force — la solidité du régime.

Les « tyrans » grecs maintenaient leur domination par le moyen d'une garde armée occupant l'acropole ; les empereurs romains tenaient la capitale, et de là l'empire, grâce à cette garde que constituaient les « cohortes prétoriennes » qui sont, depuis lors, considérées comme le type du genre ; le sultan de Constantinople avait ses janissaires ; l'ancien empire russe eut ses strelitz et Hitler ses SS ; le nouvel empire russe a son Guépéou. A la fois police et armée, le Guépéou, ou N.K.V.D., ou M.V.D., comme vous voudrez l'appeler, est la forme moderne de la garde prétorienne. C'est sur lui que repose le régime ; c'est de sa fidélité et de sa vigilance que dépend le maintien de la dictature stalinienne, tout comme c'était de la fidélité et de la vigilance des prétoriens, des janissaires ou des strelitz (plus tard remplacés par l'Okhrana) que dépendait le maintien de l'empire romain, de l'empire turc, de l'empire russe.

Mais toute médaille a son revers. Si la dictature n'est possible que grâce aux prétoriens, il s'ensuit que fort souvent ceux-ci imposent leur volonté à la dictature, notamment lorsqu'il s'agit de choisir un successeur au dictateur. A maintes reprises ce sont les prétoriens qui ont nommé le maître de l'Etat, ce qui leur était facile puisque c'était d'eux que dépendait l'Etat.

Qu'un tel danger existe dans le nouvel empire russe, c'est bien certain. Un jour ou l'autre ce sera le Guépéou qui détrônera et nommera le maître du Kremlin, tout comme les strelitz, avant leur dissolution par Pierre le Grand, détrônaient et faisaient les czars.

Que ce vieux renard de Staline ait conscience de ce danger, cela paraît aussi bien probable. La liquidation de Iagoda et de Iejov, coupables seulement d'avoir rendu de trop grands services au régime en un moment difficile et ayant acquis par là un pouvoir personnel inquiétant, n'a probablement pas eu d'autres causes. Elle est de même nature que la liquidation systématique, ou l'envoi en des postes inférieurs, des généraux victorieux, qui sont dangereux du seul fait que leurs victoires leur ont acquis une notoriété personnelle. Le Guépéou et l'armée sont à la fois les deux piliers du régime et les deux plus grands dangers qui le menacent.

Il est donc naturel qu'au fur et à mesure que se rapproche la date où il faudra donner un successeur à Staline, on estime de plus en plus nécessaire dans les « hautes sphères » du parti de rogner les ongles au M.V.D. La liquidation de ses hommes dans les « partis frères » peut faire partie de ce programme.

Nous ne pourrions tout de même être certains que ce qui vient d'arriver aux Slansky, aux Luka et aux Marty répond à cette préoccupation que si nous savions que des mesures tendant au même but ont été prises à l'intérieur même de la Russie à l'égard du M.V.D., mais de telles mesures, si elles ont été prises, n'ont évidemment pas été ébruitées ; et il eût été bien difficile qu'elles traversent le rideau de fer. Tout au plus peut-on signaler que Béria, grand maître du Guépéou, membre jusqu'à hier du Bureau politique, ne figure pas dans le « secrétariat » établi par le récent congrès, ce secrétariat qui est manifestement destiné à assumer les fonctions de l'ancien Bureau politique, avec un Praesidium réduit plus ou moins, comme l'ancien Comité central, à un rôle honorifique.

Mais encore une fois, tout cela n'est, pour le moment, qu'une simple hypothèse. Seul l'avenir pourra peut-être apporter des faits qui la confirmeront ou l'infirmeront.

L'ENNUI, ENNEMI NUMERO 1

Si les statistiques ont bien souvent la sotte prétention de vouloir donner des chiffres pour des choses qui, en l'état actuel de nos connaissances, ne sont pas chiffrables, il y a cependant des domaines où il est facile de dresser des statistiques capables de serrer de près la réalité. Ainsi, par exemple, pour le nombre des suicides. Sur ce point on peut faire confiance aux chiffres.

Or d'une statistique récente de l'Institut français de statistique résulte une nouvelle confirmation de ce que Dostoïewsky remarquait il y a déjà trois quarts de siècle, à savoir que durant les guerres on ne se suicide point. Tout pays qui est en guerre, comme d'ailleurs tout pays qui est en révolution, voit le nombre de ses suicidés tomber au plus bas.

La raison en est, d'après Dostoïewsky, qu'en guerre — ou en révolution — cet indécrottable batailleur qu'est l'homme est prodigieusement intéressé par les combats qui se déroulent sous ses yeux, et qu'en conséquence, il ne s'ennuie point.

A cette explication, la même statistique apporte par ailleurs un autre appui. Le pays où le taux des suicides au cours des dernières cent années, a été le plus élevé est, en effet, le Danemark (248 suicides en moyenne par an et par million d'habitants) ; ensuite vient la Suisse. C'est-à-dire deux pays qui sont depuis longtemps parmi les plus paisibles, où le bien-être est le plus répandu et l'assistance sociale la plus développée, mais deux pays qui sont aussi, d'après ceux qui y ont vécu, deux pays où l'on s'embête terriblement ! Par contre, les pays où l'on se suicide le moins (60 suicidés par million d'habitants) sont l'Irlande, l'Espagne et l'Italie, c'est-à-dire les trois pays les plus misérables de toute l'Europe occidentale.

Concluons donc que l'ennemi numéro 1 de l'homme, ce n'est ni la pauvreté, ni l'insécurité, mais l'ennui. Lorsque l'homme n'a pas à se battre, quand ce ne serait que contre la misère, la vie ne lui paraît pas digne d'être vécue.

L'ASSASSINAT, DERNIER RECOURS DES EXPROPRIES

« Les territoires mis à la disposition de la colonisation européenne dans le Kenya représentent 3.300.000 hectares de bonnes terres, désormais interdites aux indigènes...

» Ni les indigènes ni même les Indiens, qui sont nombreux dans la région, n'ont le droit d'acquérir de ces terres...

» On a pu estimer que chaque colon pouvait acquérir et avoir à sa disposition en moyenne 240 hectares de bonnes terres, bien desservies en moyens de communication, tandis qu'une famille indigène ne pouvait avoir en moyenne plus de 3 hectares de terres médiocres...

» La conséquence, double, est que, présentement, dans le domaine européen, le vingtième seulement de terres exploitables est exploité, tandis que les Kikouyou cultivateurs sont à l'étroit et dans la gêne... sur un territoire trop restreint... »

Ainsi s'exprimait, il y a quinze ans, le géographe Maurette, dans un traité de géographie sans aucune prétention politique (2).

Depuis lors, la situation n'a pu que s'aggraver du fait de l'accroissement de la population indigène. Kenyatta, le chef du parti légal l' « Union africaine », aujourd'hui envoyé en résidence forcée, tout comme Bourguiba ou Messali Hadj, alla, il y a quelques années, en Angleterre où il fit un long séjour pour tâcher d'obtenir plus de terres pour ses compatriotes. Peine inutile ! Travaillistes et conservateurs ont fait successivement la sourde oreille aux plaintes de ce peuple qui meurt de faim à côté de terres fertiles non cultivées sur lesquelles il lui est interdit de pénétrer !

Telle est la raison des meurtres récemment commis par les Kikouyou et que l'Angleterre s'apprête à réprimer avec une terreur sauvage, digne de celle que la France fit régner à Madagascar.

Qu'on cesse donc de nous raconter des histoires sur la « xénophobie » ou les « superstitions » des Mau Mau, mais qu'on nous parle de la question des terres !

Les nègres du Kenya ne haïssent pas l'homme blanc parce qu'il est blanc, mais parce qu'il leur a volé les terres et les a ainsi réduits à la famine. Et si leur mode d'organisation est tout naturellement emprunté à leurs traditions et est en accord avec leur genre de vie, il n'en est pas plus rétrograde pour cela. D'ailleurs les premiers ouvriers anglais qui fondèrent des syndicats se liaient aussi par serment, tout comme les Mau Mau, et c'est pour ce serment que la caste régnante britannique envoya au bagne, il y a un siècle, les « martyrs de Tolpuddle », de même qu'elle arrête aujourd'hui, sans mandat, tous ceux qu'elle soupçonne d'appartenir à la société des Mau Mau, ce syndicat des hommes sans terre.

Voici des décades que les paysans bantous du Kenya demandent qu'on leur redonne de la terre, seul moyen pour eux de subsister, et voici des décades que leurs prières restent vaines. Quel recours reste-t-il alors à ces affamés ? Quand la révolte collective n'est pas possible, il ne reste jamais, que ce soit en Afrique ou en Europe, que la ressource du terrorisme.

R. LOUZON.

---

(2) **Afrique équatoriale, orientale et australe**, par Fernand Maurette. (Géographie universelle, Colin édit.), page 141.

La renaissance du syndicalisme

Panorama du mois social

Pour ne pas cultiver le pessimisme, force nous est bien cependant de dire que nos craintes exprimées dans le précédent numéro de la *R.P.* se confirment. Jamais la situation matérielle de la classe ouvrière n'a été aussi précaire qu'en ce moment et les perspectives sont assez sombres.

Précaire est bien le mot. Si présentement le salarié se débrouille encore avec les salaires multiples au sein d'une même famille, avec les heures supplémentaires ou le travail plus ou moins noir, de quoi demain sera-t-il fait ? La crise économique semble s'annoncer. En tout cas, le chômage augmente. Après le textile et les cuirs et peaux, voici maintenant les industries métallurgiques de transformation. Brusquement, on proclame la saturation du marché automobile et la Régie Renault, firme pilote, décide de licenciements en nombre déjà important.

A vrai dire le patronat de la mécanique s'était couvert depuis quelques semaines déjà en lançant un cri d'alarme. Pour lui, la crise qu'il annonçait tient à deux choses, mévente sur le marché intérieur et concurrence victorieuse des firmes étrangères en ce qui concerne l'exportation ; manque de matières premières, en particulier de tôles fortes, dont le déficit actuel de la balance commerciale française ne permet pas l'importation.

Le principal remède à la mévente — intérieure ou extérieure — le patronat le voit dans les facilités financières, des crédits bancaires qui leur seraient présentement refusés. Ceux-ci lui permettraient des améliorations techniques, seul moyen, a-t-il déclaré, d'obtenir un prix de revient soutenant la concurrence.

Mais il n'est pas dans nos intentions de nous attarder sur le terrain technique de la crise. Revenons donc plutôt à ses conséquences pour les ouvriers. Outre les chômeurs totaux ou partiels, il est évident que le temps moyen de travail va tendre à diminuer. Malgré que la pratique des heures supplémentaires ne soit plus occasionnelle comme le voulait naguère tout syndicaliste, mais conditionne régulièrement le standard de vie du salarié, celui-ci ne va plus pouvoir compter sur ces ressources. C'est alors qu'il va sentir tout le poids du blocage des salaires et de la non compensation de la hausse de 15 % du coût de la vie constatée en cette dernière année.

***

Voilà, semble-t-il, réalisées des conditions optima pour une campagne revendicative et de quoi renforcer les organisations syndicales. Il faudrait cependant que celles-ci aient l'audience ouvrière et nous voici ainsi revenu à notre pessimisme précédent.

La gymnastique politique à laquelle les staliniens ont obligé les ouvriers en ces dernières années, produit maintenant ses effets. Plus que la dispersion des effectifs encore existants en plusieurs confédérations, elle est la cause d'une apathie générale.

Après les transports parisiens, les militants des employés de commerce viennent d'en faire la dure expérience, car ce serait les injurier gravement que de croire qu'ils se félicitent du résultat de la grève démonstrative ou limitée de ces derniers jours.

Sans vouloir par cela les réconforter, il faut dire que leur tâche était difficile. Ils ont voulu utiliser traditionnellement la période, plus gênante pour les patrons, de la fin d'année, en accentuant leur pression. Mais une mévente relative sévit aussi dans les magasins et le ralentissement du travail n'est jamais propice aux débrayages.

Cependant, par-dessus tout, justement chez ces salariés, plus timorés que la moyenne, pèse le souvenir de l'utilisation des mouvements professionnels pour des fins politiques. Cette crainte est devenue parfois une hantise qui ne cache pas toujours un manque de résolution revendicative.

Et cette apathie a même gagné les troupes stalino-cégétistes, ainsi que le prouve le peu de résonance de la campagne en faveur de Le Léap. Ce ne sont pas les sempiternelles listes de *l'Huma* : « 147 ouvriers ont débrayé un quart d'heure dans l'unité chez Dupont-Durand » qui l'infirmeront. Elles sont d'ailleurs parfois l'objet de démentis. Retenons plutôt la discrétion avec laquelle le quotidien stalinien a glissé sur l'importance de l'auditoire au meeting du Vél' d'Hiv. Sans s'attarder sur les moyens de propagande mis en œuvre pour attirer de nombreux participants, nous pouvons conclure que jamais le P.C. n'avait subi, depuis la libération, un échec semblable.

Le résultat a été identique pour le meeting central convoqué par l'U.G.F.F. à la Bourse du Travail, le 22 octobre. Là on s'était pourtant donné la peine, dans une soigneuse préparation, d'assortir la protestation contre les arrestations politiques d'une campagne revendicative très complète. L'action en faveur de Le Léap ne venait en somme que secondairement. Or a-t-on réuni 1.500 personnes ? On peut en douter. Aussi débrancha-t-on assez rapidement les haut-parleurs installés à l'extérieur de l'édifice.

Tout cela n'est guère reluisant. Cela indique en tout cas que la tâche des syndicalistes sera rude pour remonter le courant. Il faudra peut-être examiner sinon repenser bien des choses. En tout cas, on ne doit pas désespérer.

L. M.

En prélude au Congrès Confédéral Force Ouvrière

Le congrès des employés

Les militants du commerce, de la banque, des assurances, de la Sécurité sociale, etc., représentant les syndicats groupés dans la Fédération des employés et cadres Force Ouvrière se sont rencontrés à Dijon où vient de se tenir les 11, 12 et 13 octobre, le 33e congrès fédéral.

Ces assises où de nombreux jeunes coudoyaient des camarades chevronnés, animés les uns et les autres d'un ardent désir d'aboutir à une action coordonnée, ont été d'une belle tenue et malgré tous les attraits que présentait la ville de Dijon aucun congressiste ne déserta les séances ou les commissions de travail.

Le congrès, après avoir adopté à l'unanimité le rapport moral présenté par Sidro, l'actif secrétaire général qui a remplacé Capocci, toujours regretté chez les employés, a étudié sérieusement les différents problèmes qui lui étaient posés : défense de la Sécurité sociale, salaires et prix, durée de la journée de travail, les deux jours de repos, la réforme des conseils de prud'hommes, les antagonismes internationaux actuels, la productivité, etc.

La productivité

L'examen de cette complexe question de la productivité fut l'occasion, pour une grosse majorité du congrès, de condamner un système de productivité qui dans le régime actuel ne pourrait que servir les intérêts du capitalisme sans apporter de mieux-être à l'ensemble de la population et sans aucune garantie pour les salariés.

Le rapport présenté sur cette question par un membre de commission exécutive fédérale avait déjà soulevé une certaine émotion au sein des syndicats : ne soutenait-il pas que les organisations syndicales Force Ouvrière devraient dès maintenant s'intéresser à la productivité sans se préoccuper du fait que celle-ci, dans le régime actuel, servait d'abord les intérêts du patronat.

La commission chargée par le Congrès d'examiner ce problème procéda à une large discussion ; il en ressortit que l'accord était impossible et que deux motions devaient être présentées au congrès.

Celui-ci fit un accueil largement favorable à la thèse des commissaires opposés au rapporteur et c'est ainsi que la résolution suivante fut adoptée par 220 mandats contre 90 :

« Le congrès, face à la campagne pour la productivité, affirme que l'augmentation de la productivité doit servir avant tout la classe ouvrière, par une diminution de l'effort physique des travailleurs et un accroissement parallèle de la production et du pouvoir d'achat des salariés. Il constate que, depuis 1944, le réel accroissement de la productivité ne s'est pas traduit, bien au contraire, par une amélioration des conditions d'existence des travailleurs. Soucieux de ne pas contribuer à une politique de rationalisation masquée par des préoccupations paternalistes, le congrès affirme que le progrès technique a été et est lié essentiellement à l'amélioration de la condition ouvrière et donc à la combativité des organisations syndicales.

» En raison des conséquences extrêmement graves pour les travailleurs, conséquences créées par le développement du progrès technique et l'organisation scientifique du travail, le congrès réclame que la classe ouvrière, par l'intermédiaire de ses organisations syndicales, ait le droit de contrôle sur l'embauche et la débauche, les mutations de la main-d'œuvre et la réadaptation professionnelle, sur les conséquences physiques et psychologiques, pour les travailleurs, de la modernisation de moyens de production.

» Tout en souhaitant que le problème de la productivité soit étudié à l'intérieur de nos organisations syndicales, le congrès demande le retrait des représentants F.O. des organismes de productivité, extérieurs à la Confédération, qui lient, en fait, le syndicalisme à la lutte du capitalisme pour sa survie et ne servent, en définitive, qu'à subordonner sous une autre forme les intérêts des travailleurs à ceux du patronat. »

Cette position nous apparaît conforme aux intérêts de la classe ouvrière qui ne doit en aucun cas faire les frais d'une augmentation de la production non assortie des réformes qui permettraient d'éviter le chômage et d'augmenter le pouvoir d'achat des producteurs.

***

Il n'est pas possible, dans le cadre de ces quelques notes de donner un compte rendu détaillé des travaux du congrès. On ne peut cependant passer sous silence les nombreuses interventions de militants, principalement des parisiens, qui — tout en se félicitant d'avoir entendu le secrétaire fédéral indiquer dans son rapport moral que la fédération et ses syndicats n'avaient jamais hésité à pratiquer l'action commune quand celle-ci s'avérait nécessaire et cela même avec les organisations rattachées avec la C.G.T. — insistèrent énergiquement pour que notre confédération n'oblige pas nos syndicats à s'isoler et même à se couper de la masse des travailleurs sous le prétexte d'un refus systématique de toute action commune.

Il se dégageait de ces interventions longuement applaudies, que les militants Force Ouvrière des employés entendent utiliser tous les moyens susceptibles de faire reculer l'actuel gouvernement et sa majorité sur le chemin de la réaction sociale.

L'intervention de Bothereau, axée sur le problème dit de « l'unité d'action » et sur les dangers de celle-ci, fut écoutée poliment, d'autant qu'elle semblait résulter d'une interprétation erronée des positions affirmées que le secrétaire confédéral entendait réfuter et qu'elle ne proposait en fait aucune solution pratique aux problèmes qui se posent journellement aux militants des syndicats.

S'il est exact, comme l'a dit Bothereau, que *l'on n'appelle pas les incendiaires pour éteindre l'incendie*, il n'en est pas moins exact que les travailleurs adhérant à F.O. sont en contact permanent avec ceux qui sont restés à la C.G.T., aussi bien qu'avec les membres des syndicats C.F.T.C. et qu'ils savent trouver plus de combativité revendicatrice auprès des premiers que des autres, et que, bien qu'ils connaissent le caractère politique et l'intransigeance doctrinaire des cégétistes, beaucoup estiment pouvoir lutter au coude à coude avec eux dans la bataille sociale.

Des ententes circonstancielles et momentanées pour des objets précis sont possibles et souhaitables, ont dit les militants qui sont intervenus dans ce sens, et c'est ce qu'a bien compris le congrès puisque, sans rien imposer, la commission de résolution a déclaré : « *Notre fédération et nos syndicats doivent prendre la tête de tous mouvements revendicatifs afin d'entraîner avec eux les autres organisations après les avoir contactées si nécessaire.* »

Il n'est donc pour les employés Force Ouvrière nullement question de différencier entre elles les différentes organisations pour autant que celles-ci admettront de se placer sur le terrain de la défense des travailleurs et de la réalisation des revendications tant sur le plan professionnel que social.

En conclusion, on peut féliciter la Fédération des employés et son secrétaire général pour sa belle tenue du congrès, le sérieux du travail de celui-ci et la confiance qu'y ont puisée tous les participants.

P. COTTET.

Défense des libertés syndicales sans confusion

En réponse à la sollicitation de la C.G.T., l'Union départementale des syndicats Force ouvrière a fait la réponse suivante :

Le 15 octobre 1952.

Au Bureau de l'Union départementale C.G.T.
Bourse du Travail, Saint-Etienne.

Camarades,

Le bureau de l'Union départementale C.G.T.-F.O. après avoir étudié votre lettre du 11 octobre, sollicitant une entrevue dans le but d'organiser « une protestation commune pour la défense des libertés syndicales et la libération de Le Léap » a estimé que les deux choses devaient être différenciées.

Pour ce qui est des libertés syndicales le bureau de l'U.D.F.O. est conscient du danger qu'elles courent dans la période de régression sociale que nous traversons, il reste vigilant et prêt à toute action nécessaire pour les faire respecter. C'est ainsi que l'aide de notre U.D. a été acquise à tous nos syndicats qui, cette année plus souvent que jamais, ont dû organiser des mouvements ou des actions en justice dans ce but.

L'U.D.F.O. ne s'est pas non plus désintéressée des atteintes aux libertés syndicales qui visaient d'autres organisations. En ce qui vous concerne, nous avons protesté à plusieurs reprises contre des tentatives de restriction du droit syndical où certains de vos camarades étaient en cause (mineurs, manuchards, etc.). Plus récemment les camarades de notre section de l'entreprise Morel ont participé activement à un mouvement de défense qui visait l'un de vos adhérents et nos Unions régionales des métaux, en ce moment, poursuivent en commun

devant les tribunaux, la direction de cette entreprise, pour atteinte au droit de grève.

Le bureau de l'U.D.F.O. estime toutefois que pour qu'il soit possible d'organiser avec vous une protestation et une action commune de défense des libertés syndicales, il faudrait qu'au préalable vous donniez quelques gages de sincérité de votre désir de les faire respecter et surtout de les respecter vous-mêmes.

Une protestation commune ne pourrait être envisagée que dans la mesure où vous manifesteriez publiquement le regret d'avoir vous et vos dirigeants confédéraux, constamment provoqué la division du mouvement ouvrier, par vos atteintes répétées aux libertés et à la démocratie syndicale. A condition que vous soyez prêts à réparer les injustices et les sévices que vous avez fait subir à des syndicalistes qui n'ont eu que le seul tort de s'opposer à la colonisation politique du mouvement syndical. A condition enfin que vous soyez prêts à dénoncer sans exclusives, toutes les graves atteintes aux libertés et à la vie dont sont victimes des militants syndicalistes et des travailleurs aussi bien en Espagne, en Argentine et en Tunisie, qu'en Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, U.R.S.S., etc.

En ce qui concerne le cas Le Léap, bien qu'il soit de ceux qui portent les lourdes responsabilités indiquées ci-dessus, bien que par sa qualité de vice-président de la F.S.M., il couvre l'immonde esclavagisme que les Etats totalitaires de l'Est font subir, à tous les travailleurs réfractaires à ces régimes de féroce répression, nous serions prêts à élever nous-mêmes, en toute indépendance, une protestation, dans la mesure où nous serions certains que les libertés syndicales sont en jeu.

Malheureusement du fait des compromissions que vous faites subir au syndicalisme et dont les grèves politisées des 12 février, 28 mai, 4 et 6 juin, en sont pour cette année la flagrante illustration, on ne sait plus ce qui, dans l'activité de vos organismes et de vos dirigeants, relève du syndicalisme ou de la stratégie politique étrangère.

Aussi, ignorant laquelle des deux activités de Le Léap a réellement motivé les mesures répressives dont il est l'objet, nous resterons attentifs pour que les libertés syndicales ne soient pas mises en cause, tout en regrettant que la double activité de la C.G.T. donne aux réactionnaires une occasion perpétuelle de menacer le syndicalisme.

Toutefois, cette mise au point faite, le bureau de l'U.D. souhaite que malgré nos divergences inconciliables sur le syndicalisme, tous les efforts soient faits pour ne pas contrecarrer ni détourner de son but l'action que dans certains secteurs, les travailleurs entreprennent en commun pour l'aboutissement de leurs revendications. Souhaitant que ce désir soit enfin un point au moins commun entre nous.

Recevez, camarades, nos salutations syndicalistes.

Le Bureau de l'U.D.-C.G.T.-F.O.

Avant le congrès de l'enseignement

Le Congrès de la Fédération de l'Education Nationale se tiendra les 17, 18 et 19 novembre à Paris et les syndicats nationaux et départementaux qui la composent s'y préparent activement.

Il n'est pas inutile de rappeler que cette Fédération, qui n'est rattachée à aucune centrale, groupe la très grande majorité du personnel enseignant (180.000 membres). Elle comprend un très grand syndicat, celui des instituteurs (140.000 membres à lui seul), d'autres de moyenne importance numérique (de 10.000 à 20.000 membres) comme le S.N.E.S. (Syndicat national de l'enseignement secondaire), le S.N.E.T. (Syndicat national de l'enseignement technique) et enfin une foule de petits syndicats s'adressant soit à des catégories peu nombreuses (chefs d'établissement, censeurs, professeurs ou économes d'écoles normales, assistants d'hygiène scolaire, etc.), soit à des catégories plus nombreuses mais pour lesquelles existent hors de la F.E.N. des syndicats confédérés (Syndicat des centres d'apprentissage ou Syndicat des agents des lycées par exemple).

Dans la presque totalité des cas, les enseignants sont, après la scission, restés à la F.E.N. Des formules différentes selon les ordres d'enseignement ont permis à ceux qui tenaient à maintenir leur adhésion à une centrale de le faire à titre individuel.

A l'heure actuelle, la F.E.N. est un exemple presque unique dans le syndicalisme français d'une grande fédération, réellement représentative, autonome, mais acceptant des adhérents qui par ailleurs appartiennent à la C.G.T. ou à F.O.

Ces particularités de structure et de recrutement expliquent la plupart des difficultés que doit surmonter cette fédération.

Jusqu'à l'année dernière, la lutte essentielle était chez les fonctionnaires le « reclassement ». Lutte qui intéressait l'ensemble de la fonction publique et présentait par là même un caractère unitaire.

Certes, à l'occasion des divers paliers, d'âpres discussions s'étaient élevées entre partisans et adversaires de la « Hiérarchie », mais ces querelles visaient surtout des objectifs tactiques ; personne ne mettait en cause ni l'article 32 du statut de la fonction publique (traitement de base à 120 % du minimum vital) ni la grille qui établit les rapports entre les différentes catégories de fonctionnaires.

Durant cette période, les congrès fédéraux ont été surtout agités par les divergences sur l'orientation. Une minorité cégétiste solidement organisée ne manqua aucune occasion de critiquer la direction majoritaire et de réclamer à grands cris l'adoption et le soutien par la F.E.N. du dernier slogan cégétiste. Une minorité groupée autour de l'*Ecole Emancipée* maintint son attachement aux thèses traditionnelles du syndicalisme révolutionnaire ; un groupe de camarades adhérents à F.O. pratiqua vis-à-vis de la direction fédérale un soutien non exempt de critique.

Le durcissement de la politique gouvernementale comme l'achèvement théorique du reclassement ont déclenché chez les fonctionnaires une course aux indemnités particulières. Tour à tour, militaires, magistrats, employés des administrations centrales ont obtenu des primes de fonction ou des primes de rendement. La course aux parités a recommencé avec son accompagnement habituel d'attaques contre le voisin accusé de les avoir rompues à son avantage.

La F.E.N. commence à subir le contre-coup de ces divisions. Elle avait pu, jusqu'à présent, maintenir une plate-forme revendicative intéressant l'ensemble de ses syndiqués (de l'agent de lycée au professeur de faculté) qui se situent à tous les échelons de la hiérarchie.

Son attachement à un reclassement intégral, ses plans d'échelonnement de la revalorisation visaient toujours à permettre aux petites catégories de satisfaire à leurs besoins immédiats sans sacrifier les exigences de la hiérarchie.

Mais si les titulaires des petits indices éprouvent toujours autant de peine à joindre les deux bouts, les fonctionnaires à indice moyen et surtout supérieur s'irritent de plus en plus en constatant que l'application intégrale de la hiérarchie, même sur un salaire de base aussi faible que celui qui est actuellement perçu effectivement, leur assurerait des traitements très améliorés et comblerait en partie le retard des cadres fonctionnaires sur leurs homologues des secteurs semi-publics et privés.

Déjà l'année dernière, la grève des examens avait été une manifestation de ce sentiment, mais très habilement et très honnêtement les grévistes n'avaient revendiqué que le reclassement pour tous.

Cette lutte aurait pu alors se transformer en une grande lutte unitaire de l'ensemble des fonctionnaires. Il aurait fallu pour cela au comité d'action universitaire une vue plus exacte de la situation chez les fonctionnaires, une volonté d'étendre leur mouvement qu'ils n'ont eue que bien trop tard et bien mollement, le souci de faire tout ce qu'il fallait pour aboutir, même ménager les susceptibilités de certaines organisations ; enfin et surtout il aurait fallu un moyen d'action plus facile à généraliser à l'ensemble de la fonction publique qu'une grève du baccalauréat.

L'échec total de ce mouvement n'a pas calmé le mécontentement. Il a grandi encore chez les enseignants du second degré qui se sont vus distancés par leurs homologues dans la grille indiciaire qui dépendent de l'armée ou de la magistrature. Cette amertume se retourne aujourd'hui contre la F.E.N. « coupable » de ne pas assez mettre l'accent sur les revendications du S.N.E.S., « coupable » de l'échec d'une lutte qu'on a volontairement menée en dehors d'elle et à laquelle on a souvent donné au moins l'apparence d'être menée contre elle.

Ainsi le prochain congrès fédéral risque-t-il d'être marqué par une violente opposition catégoriste. Pour la première fois depuis la libération, le second syndicat de la F.E.N. va apporter la moitié de ses mandats contre le rapport d'activité d'une direction à laquelle il a pourtant largement participé (3 membres du bureau fédéral sur 10 appartiennent au S.N.E.S.).

Aux luttes de tendances vont s'ajouter, et cela très sérieusement, des querelles de catégories. Ces luttes vont, d'ailleurs, s'entrecroiser et se répercuter curieusement les unes sur les autres du fait de l'attitude des cégétistes.

Ces derniers se sont fait durement sermonner en juillet par leur général. Benoit Frachon lui-même au congrès de la F.E.N. (C.G.T.), les a blâmés de s'être laissés isoler au dernier congrès des instituteurs de juillet, après le vote des motions unanimes en présentant un texte d'orientation. Du coup, ils ont refusé d'en présenter un au congrès de la F.E.N., et comme la composition de la C.A. fédérale était jusqu'à présent établie en donnant à chaque tendance un nombre de sièges proportionnel au nombre de voix obtenues par la motion d'orientation qui la caractérisait, la représentation cégétiste risque d'être difficile à établir ; aussi, ces derniers essaient-ils de faire prévaloir l'idée selon laquelle on pourrait se compter sur tel ou tel additif ou rectificatif qui serait apporté à la motion présentée par la majorité ; modification qu'ils ne seraient pas seuls à réclamer ou à voter mais qui leur permettrait d'entrer à la C.A. en nombre aussi grand que possible et, évidemment, sans l'étiquette cégétiste ni aucune des positions caractéristiques de cette centrale et sans affirmer leur ralliement ni leur soutien à la politique majoritaire telle qu'elle s'est développée jusqu'à présent.

C'est pourquoi, ils ont pris des attitudes différentes selon leur syndicat, essayant partout de coller à la majorité tout en accentuant les divergences de categories. Ici, en dénonçant le C.A.U. en termes fort nets comme instrument de division. Là, le défendant au contraire en en faisant un exemple d'unité d'action.

La F.E.N. risque cette année de voir s'accentuer les tendances centrifuges et ce congrès marquera une étape importante.

Il sera pourtant moins agité qu'on pourrait le croire. Malgré la défaillance du S.N.E.S., les votes des syndicats nationaux et départementaux appuieront dans leur grosse majorité le rapport d'activité du secrétaire général et la motion d'orientation majoritaire, mais un malaise s'est fait jour. Plusieurs syndicats tentent d'obtenir l'équivalent des avantages, hors indices, qu'a valus aux instituteurs une longue lutte syndicale.

Sans refuser aux autres catégories le droit de les réclamer, ils craignent que de telles revendications aboutissent en fait, non pas à l'extension de ces avantages à tous les enseignants, mais à leur suppression totale. Ils ont donc sur ce point une attitude très réservée.

Comme par ailleurs ils s'opposent fermement à toute « compensation » qui prendrait la forme d'une rupture des parités indiciaires, ils arrivent à donner l'impression de barrer ou au moins de freiner des revendications parfaitement normales.

Sur ces bases, risque de se développer au sein même de la F.E.N. un esprit anti-instituteur des plus dangereux.

Jusqu'à présent toutes les catégories étaient à l'aise dans la Fédération.

Aujourd'hui, leurs intérêts immédiats commencent à se heurter. Le S.N.E.S. se présente en quelque sorte comme le drapeau des opposants à ce qu'il appellerait volontiers « la dictature » du S.N.I. sur la F.E.N.

Il n'a aucune chance d'être entendu à ce congrès, mais qu'on y prenne garde, il y a là un symptôme dangereux. Il est plus facile de semer la discorde que de refaire une unité détruite.

Le S.N.I. a l'énorme avantage d'avoir une masse de militants solides et de vieilles traditions syndicalistes. Il formera presque à lui seul la majorité à la C.A. fédérale. Les positions qu'il adopte sont souvent les meilleures ; il devra faire montre de beaucoup de doigté pour les faire prévaloir sans les imposer brutalement par la seule loi du nombre.

Un effort devra d'ailleurs être fait par tous pour harmoniser les points de vue, car dans la situation syndicale actuelle l'unité de la F.E.N. est un des rares facteurs positifs.

Paul RUFF

PETITES NOTES

« La grande centrale non communiste »

La minorité de la C.F.T.C. vient d'abandonner les neuf sièges qu'elle occupait — sur trente-six — au bureau confédéral.

C'est un nouvel épisode de la lutte pour enlever tout caractère confessionnel à l'organisation dite chrétienne.

Deux militants, Albert Détraz et Bernard Georges, viennent d'expliquer le geste fait par cette minorité :

« **Notre seul but est de revivifier notre centrale. Il s'agit de lui permettre de remplir le rôle que les circonstances lui ont dévolu : devenir la grande centrale non communiste de ce pays.** »

Les circonstances ont-elles vraiment dévolu un tel rôle à aucune des petites centrales actuelles ? C'est fort douteux.

Roussel chez le ministre

L'Ecole Libératrice du 3 octobre a publié une lettre adressée par Louis Dumas, à Mme Roussel, la veuve du militant des instituteurs, récemment décédé. C'était une forte personnalité que Roussel. Le Syndicat National des Instituteurs, ni l'ensemble du syndicalisme, n'en ont pas compté beaucoup de ce calibre.

Dumas rappelle notamment une entrevue du bureau du Syndicat national avec Mallarmé, un nouveau ministre de l'Education. Pas le Mallarmé poète, un Mallarmé professeur à la Faculté d'Alger.

« **Un jour,** raconte Dumas, **ce ministre essayait d'anesthésier la délégation en exposant très longuement son dévouement — verbal — à l'école publique. Quand l'éloquence fut tarie, le ministre se leva pour nous congédier. Roussel, placide, restait assis. Il dit avec un demi-sourire :** « Alors, maintenant, Monsieur le Ministre, nous allons parler de choses sérieuses ». **Et ce Mallarmé se rendit compte qu'il ne s'adressait pas à un subordonné, mais à un homme dont l'autorité paisible le saisissait.** »

Syndicats yougoslaves et C.I.S.L.

La discussion continue, assez vive, entre la Fédération des syndicats yougoslaves et la C.I.S.L. Oldenbroeck est pris à partie pour son « rapport monstrueux » de juin dernier.

Par contre le syndicat des mineurs de Yougoslavie a été admis par la Fédération mondiale des mineurs.

Une solution dans un avenir prochain pourrait être envisagée si les secrétariats internationaux accueillaient les syndicats yougoslaves de leur ressort. Mais solution singulièrement facilitée si les syndicats yougoslaves s'efforçaient de conquérir leur indépendance à l'égard du parti communiste yougoslave et de l'Etat.

La réintégration de Guingouin

Un côté de l'affaire Guingouin mérite une attention particulière. Ayant quitté ses fonctions politiques, Guingouin demanda sa réintégration comme instituteur dans son département de la Haute-Vienne. Si l'on en croit Roger Dauphin, **Franc-Tireur** du 30 sept., cette réintégration fut d'abord refusée :

« **...Georges Guingouin doit se réfugier dans l'Aube, où sa femme, institutrice également, obtient une suppléance. il vit misérablement pendant sept mois chez sa belle-sœur, à Saint-Parres-aux-Tertres, à quatre kilomètres de Troyes, logeant dans une seule pièce de l'école avec ses trois enfants, couchant sur un grabat. Le ministère de l'Education nationale lui avait refusé sa réintégration à la suite de démarches politiques, et celles des parlementaires communistes ne furent pas les moins pressantes.** »

Vérification doit être faite naturellement de ces affirmations.

Si elles sont exactes, il serait utile de faire connaître les parlementaires communistes ou non qui en furent les auteurs, ainsi que les noms des chefs de service de l'Education nationale qui présentèrent à leur fantoche de ministre ce refus de réintégration à signer.

Nos camarades du Syndicat National des Instituteurs devraient bien prendre en mains cette affaire.

« Parler de paix et préparer la guerre »

Les archives diplomatiques italiennes commencent à s'ouvrir. Rossi analysant (**Figaro Littéraire** du 4 oct.), un premier volume de documents qui vient de paraître, épingle une déclaration de Mussolini à Goering :

« **Lorsque Gœring est venu le voir en avril 39, à Rome, Mussolini est d'accord avec lui pour prévoir que la guerre se fera et que l'Axe doit choisir le meilleur moment pour la faire. Mussolini résume la période d'attente par une formule, qu'il croit avoir inventée : PARLER DE PAIX ET PREPARER LA GUERRE. Il est si fier de sa trouvaille qu'il la fait lire plusieurs fois par Ciano à son interlocuteur, lequel n'a rien à objecter.** »

Mussolini croyait, bien à tort, en effet, avoir inventé la fameuse formule.

L'histoire se renouvelle. Vous ne croyez pas que Staline se figure aujourd'hui avoir inventé la formule ?

Charlot et Eisler

L'attorney général Granery rend ridicules le gouvernement américain et l'Amérique. Décidément les ministres de la Justice — un attorney général, c'est bien un ministre de la Justice ? — sont aussi bêtes partout.

Un sénateur Cain aurait accusé Charlot en 1949 d'avoir « presque trahi les Etats-Unis » en envoyant à Picasso un télégramme pour l'inviter à organiser des manifestations en faveur d'Eisler, expulsé d'Amérique.

Charlot aura signé un tel télégramme. Il n'était pas forcé de savoir qu'Eisler, — comme l'a rappelé ici, en septembre 48, Pierre Quiroule revenant de Breslau — était un agent du Guépéou, responsable du meurtre de quantité d'antifascistes en Espagne ; qu'il avait trempé dans l'assassinat de Trotski et préparé la liquidation physique de l'assassin de Trotski afin de supprimer un témoin gênant ; en somme, un galonné du Guépéou, capable de toutes les besognes.

Mais si Charlot est capable de se mettre le doigt dans l'œil, et même la badine, que dire de nos savants à la Joliot-Curie ?

Quand Garaudy entre en transes

Avez-vous lu dans l'**Huma** les coups de téléphone donnés par son correspondant à Moscou durant la durée du congrès ? Non. C'est dommage.

Un échantillon (**Huma**, du vendredi 10 oct.) :

« **Le monde capitaliste aligne ses exploits : voyez, de Bikini à Alamos, nous montrons que nous sommes capables de faire en une heure mille Oradour et autant de Lidice.**

» **Et le monde socialiste fête ici d'autres exploits : une vache de Kostroma donne plus de 16.000 litres de lait en une seule lactation, un kolkhoz du Kazakstan annonce qu'il a réussi à récolter 101 quintaux de blé à l'hectare.**

» **Il y a les victoires de la mort et celles de la vie.** »

Dommage pour notre agrégé coco que les gens qui reviennent, si cocoïsants soient-ils, confessent, le nez baissé, que le tableau vu là-bas dépasse en tristesse tout ce qu'il est possible d'imaginer.

Garaudy a battu le record de la vache de Kostroma avec sa pétarade journalière de bobards.

Les mots d'Edouard Herriot

Dans le dernier volume de ses Mémoires, Edouard Herriot, le très vert président des jeunesses staliniennes, rappelle le soir du 6 Février et fait à distance un mot d'esprit.

Il quittait le Palais-Bourbon, assiégé par les fascistes et les staliniens parisiens. Quelques amis l'accompagnaient. Sur l'esplanade des Invalides, il fut reconnu. Des cris s'élevèrent : A la Seine ! A la Seine !

« **Je me sentais humilié, déclare-t-il aujourd'hui, à la pensée qu'un maire de Lyon pouvait finir ses jours dans un autre fleuve que le Rhône.** »

Un autre mot lui fut prêté ce soir du 6 Février. L'avait-il prononcé ? Peut-être pas plus que le précédent. En tout cas il vaut mieux :

« **La République existe encore, mais il n'y a plus de républicains.** »

A la recherche de l'originalité

Lu, sous ce titre, non sans quelque surprise, dans l'**Ecole Emancipée** du 25 octobre, sous la signature de Delage (Charente-Maritime) ces quelques lignes :

Il est toujours facile d'ironiser. Il est facile même de voler quelques mandats à une minorité pourtant déjà faible numériquement (mais c'est la Révolution prolétarienne du mois dernier qui se charge de ce travail).

Diable, nous aurions volé quelques mandats à la tendance de l'**Ecole Emancipée** dans le petit tableau que nous avons publié... en mai dernier !

Si nous avons commis une erreur, pourquoi ne l'avoir pas fait remarquer tout de suite ? Nous l'aurions réparée sans hésitation, retard ni mauvaise humeur.

En quoi aurions-nous commis un vol, même si nous avions commis une erreur ?

Décidément, dans sa recherche de l'originalité, le camarade Delage va un peu fort. Mais il illustre assez bien ce que disait Monatte, dans cette même R.P. de mai, en conclusion de remarques sur la querelle Bouët-Cornec : « Il y a mieux que la discipline de fraction, c'est la compréhension des autres courants révolutionnaires et la fraternité avec eux. »

Douce candeur

Dans un grand manifeste, la C.N.T. a donné son point de vue sur l'unité syndicale :

« **Regroupement syndical ! Avec qui ? Pourquoi ?**

» **Oui ! Pourquoi, puisque notre C.N.T. syndicaliste révolutionnaire existe !**

» **Pourquoi donc vouloir créer, à côté, ce qui existe déjà ? »**

Dire qu'il y a des tas de gens qui n'ont pas remarqué cette existence !

La mauvaise foi de la « R. P. »

Elle est évidente pour les gens du B.E.I.P.I. La **R.P.** ne leur a-t-elle pas demandé si dans l'Institut français d'histoire sociale ils voyaient une concurrence déloyale ou, **pour eux**, la crainte de perdre quelques commissions ?

Ils répliquent que la **R.P.** méconnait le désintéressement de l'Institut d'Amsterdam. Alors que c'était celui des gens du B.E.I.P.I. qui était sérieusement mis en doute.

Mais pour pouvoir accuser la **R.P.** de mauvaise foi, et encore une fois Maitron de crypto-stalinisme, le rédacteur du B.E.I.P.I. fait l'imbécile. Quelle chance, pour lui, si on pouvait le dire plus bête que corrompu !

Car de deux choses l'une. Ou bien il croit réellement ce qu'il avance, — la **R.P.** est une nouvelle entreprise stalinienne —, et alors cela relève du fanatisme imbécile. Ou bien il ne croit pas ce qu'il écrit et ses insinuations ont une autre cause.

Ne dit-on pas que B.E.I.P.I. et B.E.D.E.S., ces organes aux sigles mystérieux, auraient une certaine consanguinité ! Le sang bleu de l'aristocratie moderne, évidemment, c'est-à-dire l'argent ! L'argent qui pue, celui des patrons.

C'était une guerre sainte !

« Durant la guerre je pris la décision la plus angoissante de ma vie. J'eus à surseoir d'au moins vingt-quatre heures le plus formidable groupement de bateaux de guerre et de combattants qui fut jamais lancé à travers la mer contre une côte ennemie. Les conséquences de cette décision, sur le moment, ne pouvaient être prévues par personne.

S'il n'y avait rien d'autre dans ma vie pour prouver l'existence d'un Dieu tout-puissant et clément, les événements des vingt-quatre heures suivantes y suffiraient. » — Eisenhower. « New York Times », 15-9-52.

La Vie des Cercles

BULLETIN DE ZIMMERWALD

REUNION DU DIMANCHE 9 NOVEMBRE

Les membres du Cercle Zimmerwald se réuniront dimanche 9 novembre à 15 heures, 78, rue de l'Université, Paris 7e. Métro Solférino (Salle des Nymphes).

Ils entendront notamment un camarade qui a assisté, en Allemagne, au congrès du S.P.D. et qui nous en donnera ses impressions. A propos d'autres congrès tenus en Allemagne : Métaux, D.G.B., il parlera des positions actuelles du mouvement ouvrier d'Allemagne Occidentale en face du réarmement.

Nos camarades sont priés d'amener leurs amis que l'activité du Cercle Zimmerwald peut intéresser.

HISTOIRE DU PREMIER MAI

Les camarades qui se sont portés comme acheteurs éventuels de *l'Histoire du 1er Mai*, de Maurice Dommanget, gr. in-8° avec gravures, sont informés que le prix de souscription est fixé à 600 francs, franco 645 francs. Après parution, le prix du gros volume sera porté à 750 francs, franco 795 francs. Il est encore temps de souscrire à Sudel, 134, rue d'Assas, Paris 6e, C.C.P. 1718-60.



VICTOR SERGE : Carnets (Juillard).

Il y a dans ce livre du meilleur Victor Serge. Dans les Carnets de 36, 37 et 38, les notes rapides sur ses rencontres avec Krivitski au temps de l'assassinat de Reiss ou sa rupture avec Trotski résument avec force des situations importantes mais complexes

A propos de l'enlèvement de Rudolf Klement, l'un des secrétaires du premier parti trotskiste, les remarques de Krivitski méritent toujours attention : « ...Puisque Trotski s'acharne à former une organisation à laquelle l'histoire n'offre aucune base, c'est « nous » en réalité qui devons la former ». Nous, c'est-à-dire le Service secret, c'est-à-dire le Guépéou.

« Nous avons trop misé sur les forces morales », aurait dit Rossi en 1938. Peut-être. Mais peut-être aussi les oppositionnels ont-ils souvent espéré que les choses se feraient toutes seules, sans qu'il y ait lieu de choisir entre une fonction dans l'appareil et la lutte franche et résolue. Je ne crois pas qu'on ait misé sur les forces morales ; on en a plutôt fait fi.

L'autre partie, les Carnets du Mexique, de 1942 à 1944, ne présentent pas moins d'intérêt. Serge est alors préoccupé, on pourrait dire angoissé par le sentiment d'impuissance qui se dégage de cette deuxième faillite du socialisme devant la deuxième guerre mondiale. Il faut, dit-il, revoir les données essentielles du socialisme et tirant les dures leçons de cette nouvelle expérience adapter mouvement et propagande à une réalité nouvelle. Pour lui un fait s'impose en premier : résister au totalitarisme russe.

Il n'a certes pas tort. Mais il s'impatiente trop vite de n'être pas compris et suivi par les camarades réfugiés comme lui au Mexique. Dans la révision des idées socialistes qu'il propose, il n'échappe pas lui-même aux faux pas. Il a trop tendance à juger en littérateur et en révolutionnaire professionnel. Il est bien probable qu'il regarde avec quelque mépris supérieur le terre à terre des problèmes ouvriers et syndicaux. Il recherche les actes spectaculaires. De là vient peut-être qu'il pu, écrivant à Malraux, apparaitre comme sympathisant avec le gaullisme, ce qui ne pouvait pas ne pas dérouter quantité de ses vieux et vrais amis. Sa pensée sur ce point a été mal rendue par lui-même. Ce qu'il demandait au mouvement révolutionnaire est en réalité bien différent et tout à fait salubre : ne pas se trainer dans la routine, réviser ses idées en raison des changements survenus dans la réalité et y adapter ses outils et ses armes. — **P. M.**

UN SIECLE DE LUTTES SYNDICALES, par **Jean De Boë.** Syndicat unifié du Livre de Bruxelles.

Dans la « R. P. » de septembre une petite note exprimait notre sympathie au Syndicat unifié du Livre de Bruxelles qui fêtait son 110e anniversaire. L'ami De Boë a fait mieux que répondre à l'invitation de retracer pour nous un peu de cette histoire. Il a publié un beau livre.

Pas seulement parce qu'il est typographiquement réussi ; cela est bon et cela se doit quand on aime son métier et le travail bien fait. Mais aussi par ce qu'il apprend, par ce qu'il fait sentir et par le sang chaleureux qui y coule de la première à la 270e page.

De Boë ne s'est pas contenté de raconter sèchement les progrès du Syndicat du Livre bruxellois. Il a voulu faire comprendre et faire apprécier ses compagnons. Ceux d'aujourd'hui et ceux d'hier. Car à juste raison il remonte bien avant 1842, date de constitution du syndicat. Il ne se limite pas non plus à Bruxelles.

Il parle quelque part de flamme vivante du syndicalisme. Si brillante et si chaude qu'elle ait été, il a fallu couver une braise avec persévérance pour qu'elle monte enfin. Et maintenant il y a un constant entretien de la flamme qui est nécessaire pour que l'organisation ne vieillisse pas, sache toujours

s'adapter aux problèmes nouveaux que créent les bouleversements de la technique et les grands bouleversements politiques.

Je voudrais avoir le loisir de revenir sur l'exemple de ce livre. Le mois dernier je notais combien la sèche petite histoire de l'I.T.F. était peu convaincante. Les grandes « machines » seraient-elles incapables de produire ce qu'un militant, ce qu'un gardien de cette flamme vivante nous donne ? Là, un récit dont il ne reste qu'un mince souvenir ; ici, un chaleureux appel à s'embaucher dans « l'atelier d'humanité » du syndicalisme. — **G. W.**

CARNET DE LECTURE

Certaines réactions de la presse, après la polémique Camus-Sartre, sont révélatrices. Pour Robert Aron, dans **Fédération** (octobre), cette affaire ne le concerne pas. « Aussi bien Camus que Sartre, ce sont hommes des impasses », écrit-il. Impasse rationaliste précise-t-il plus loin, aussi bien qu'impasse politique comme le montrent leurs échecs en ce domaine. Mettre les échecs de l'un et de l'autre dans le même sac montre une belle inconscience. Aussi bien d'ailleurs que la comparaison avec la rupture Proudhon Marx qui veut être désobligeante pour les modernes. M. Aron oublie sans doute que Proudhon et Marx se seraient facilement accordés pour mépriser ce mouvement pseudo fédéraliste d'essence patronale, qui ne regarde pas trop au choix de ses collaborateurs.

Dans la même revue, numéro précédent, M. Claude Harmel mettait aussi dans le même sac de la lâcheté Camus et les syndicalistes révolutionnaires. Ces derniers sont, paraît-il, responsables de la navrante impuissance du mouvement syndical. Conformisme de la révolte et lâcheté : « car c'est être lâche, en dépit des attitudes héroïques, que de laisser à d'autres le soin de maintenir ou de rénover l'ordre (ce qui est la même chose). Camus sait bien que cette besogne est nécessaire et les syndicalistes révolutionnaires n'en ignorent pas, eux non plus, la nécessité. Mais ils se détournent, dégoûtés, criblant de sarcasmes et de coups ceux qui s'y livrent. Ils ont choisi, et Camus avec eux, la pureté confortable, les félicités de l'intransigeance. »

Les lecteurs de la « R. P. » seront certainement heureux d'avoir pu lire ce morceau de bravoure. Il m'a été dit que leur auteur, avant de travailler pour les commanditaires de **Fédération**, était employé à la rédaction d'un bulletin avantageusement connu de certains syndicalistes, le **B.E.D.E.S.**

Ce n'est qu'une hypothèse mais si elle était vérifiée M. Harmel serait justifié à dire qu'il n'a pas choisi la pureté confortable non plus que les facilités de l'intransigeance.

Dans les **Cahiers Libres** (numéro 7, septembre 1952), L. Emery publie un « procès du colonialisme ». Paraissant à cette date on eût aimé qu'il y soit plus directement traité des problèmes d'Afrique du Nord. Ces généralités sont pourtant intéressantes et invitent à la réflexion. Des appréciations pourtant datent un peu. Les fautes de la France y sont soulignées, mais Emery estime que, paradoxalement, plus énormes que celles de l'Angleterre elles lui nuisent en somme beaucoup moins. Si rien n'est plus délicat que, pour le maître détrôné, de bien présenter son départ, les gouvernements de la France y montrent tant de sottise que les effets en seront, finalement, catastrophiques. On a dit que l'Empire britannique s'effrite. L'Empire français s'effondrera.

Deux appréciations sont bien contestables. Ne voir en Nehru qu'un Kerensky préparant aux Indes la prise du pouvoir du communisme, c'est nier qu'il puisse y avoir d'autre politique que celle des deux blocs.

Plus loin, Emery dit que l'évacuation de l'Indochine, « il y a deux ans dans une atmosphère de panique, eût été un désastre ». Peut-être, mais c'est la reconquête, en 45, qui portait en germe les difficultés futures.

Le gérant : J.-P. FINIDORI


Impr. « Editions Polyglottes ».
232, rue de Charenton, Paris-12e

ALBERT LAPRAZ

Nous apprenons avec beaucoup de peine la mort de notre excellent ami et abonné Albert Lapraz, instituteur retraité à Thonon. Sa disparition met en deuil « l'Ecole émancipée » et notre « R.P. » qui lui étaient également chères.

Dans une lettre qu'il adresse à celui de nos collaborateurs qui consacrera à Lapraz une notice plus détaillée, notre ami Dommanget écrit très justement : « J'ai la sensation, si nous ne mettons pas en relief la belle figure de Lapraz, que nous allons commettre une grande injustice. Lapraz n'a pas été apprécié comme il le méritait. »

L'injustice ne sera pas commise. Lapraz était un militant complet inébranlablement dévoué au syndicalisme. Il était supérieur à toutes les tâches dont il se chargeait ou qu'on lui confiait.

Homme du peuple, resté peuple et serviteur du peuple, — mais point son courtisan, le courtisan ne songeant qu'à dominer celui qu'il flatte —, Lapraz ne sera pas de si tôt remplacé en Savoie car les plébéiens exemplaires sont rares.

Dès maintenant nous assurons Mme Lapraz et ses enfants de la part que nous prenons à leur deuil, car nous savons quel vide laisse leur cher disparu.

ENTRE NOUS

Une lettre de désabonnement

Nous avons reçu la lettre suivante :

Monsieur le Directeur,

« Abonné à votre revue, vous m'avez adressé le dernier numéro en me rappelant que mon abonnement est terminé en septembre 1952.

» J'ai le regret de vous informer que dans le but de réduire un certain nombre de mes dépenses personnelles, je ne renouvellerai pas mon abonnement à votre revue.

» Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes sentiments de prolétaire sincère et passablement écœuré de la division de la classe laborieuse. »

« Monsieur le Directeur », cher camarade, c'est bien solennel et inexact. Mais ce n'est pas pour cela que nous voulons te répondre. Ta lettre est tout à fait claire mais, malgré elle, — c'est-à-dire malgré toi, — une certaine confusion s'y révèle.

Que les difficultés pratiques de l'existence rendent difficile à des camarades le débours d'un abonnement tout le monde le comprend. Ce n'est pas sans hésitation qu'au 1er janvier de cette année nous avons haussé l'abonnement annuel à 700 francs. Mais il n'y a pas le choix : ou bien la revue est payée par ses lecteurs à son prix de revient, ou bien il faut accepter des subventions. La « R.P. » ne l'a jamais voulu et ne le voudra jamais. Pas plus aujourd'hui qu'hier, puisqu'elle y perdrait sa raison d'être : son indépendance. Les lecteurs de la « R. P. » savent que rédaction et administration réduisent au minimum les frais et que le prix fixé permet tout juste à la trésorerie de la revue de tenir le coup. Encore faut-il que les amis qui le peuvent arrondissent la somme et soutiennent effectivement notre travail commun.

Encore faut-il que la nécessité de celui-ci soit ressentie. Et toi ancien abonné tu la ressens ; mais tu abandonnes. Tu te dis « écœuré » de la division de la classe laborieuse. En sommes-nous responsables ? Si tu le penses, tu ferais mieux de t'expliquer et nous discuterions volontiers avec toi.

A nos yeux aussi le mouvement syndical est malade ; très malade même. Mais raison de plus pour y parer par un travail sérieux de réflexion et d'étude. Comme toutes les « médecines », cela n'a pas le bon goût des aliments d'un mouvement en pleine santé. Mais, que diable, il faut avoir le cœur bien accroché et guérir. Nous voulons guérir. Et pas tous seuls. Avec toi aussi, Camarade, qui désespères.

LES FAITS DU MOIS

VENDREDI 26 SEPTEMBRE. — Nouvelle condamnation de Marty et de Tillon par le bureau politique du parti communiste.

LUNDI 29 SEPTEMBRE. — Démission du gouvernement jordanien.

MERCREDI 1er OCTOBRE. — Aux **U.S.A.**, arrestation d'Earl Browder, ancien chef du parti communiste américain.

Elections au **Japon**. Le parti gouvernemental conserve la majorité absolue. Forte avance socialiste, écroulement communiste.

JEUDI 2 OCTOBRE. — Important article de Staline dans le **Bolchevik**.

Les **Etats-Unis** se prononcent à l'O.N.U. pour la discussion des affaires nord-africaines.

A Morecambe (Grande-Bretagne) ouverture du congrès du Labour Party.

VENDREDI 3 OCTOBRE. — **Moscou** demande le rappel de l'ambassadeur des U.S.A.

SAMEDI 4 OCTOBRE. — Grève du zèle dans la **R.A.T.P.**

DIMANCHE 5 OCTOBRE. — Ouverture à **Moscou** du congrès du Parti communiste russe.

LUNDI 6 OCTOBRE. — La **Fédération des organismes de Sécurité sociale** s'élève contre le projet de recul de l'âge de la retraite.

MARDI 7 OCTOBRE. — Le gouvernement français s'oppose à l'inscription de l'affaire tunisienne à l'ordre du jour de l'**O.N.U.**

Violente attaque sino-coréenne en **Corée.**

MERCREDI 8 OCTOBRE. — Les pourparlers d'armistice en **Corée** sont suspendus sine die.

Nombreuses perquisitions dans les **organisations communistes.**

Un avion de chasse soviétique attaque un avion sanitaire américain dans le **corridor aérien de Berlin.**

Le **gouvernement français** n'accepte pas les suggestions présentées par le gouvernement américain dans une note sur l'aide militaire.

JEUDI 9 OCTOBRE. — Fin du congrès du parti socialiste démocratique **italien.**

Dix mandats d'amener lancés pour entreprise de démoralisation de l'armée. **Le Léap, secrétaire de la C.G.T.**, est inculpé.

Découverte à **Wiesbaden** d'une organisation secrète anticommuniste.

Devant la cour d'appel d'Aix, quatre Nord-Africains exposent les tortures infligées par la police **d'Alger.**

VENDREDI 10 OCTOBRE. — **L'Assemblée Nationale** invite le gouvernement à convoquer la commission supérieure des conventions collectives.

SAMEDI 11 OCTOBRE. — Attentat à la grenade contre le centre émetteur de **Radio-Tunis.**

Congrès de la Confédération des **syndicats indépendants** qui aboutit à une scission.

DIMANCHE 12 OCTOBRE. — Elections communales en **Belgique**. Importants succès socialistes. Débâcle communiste.

MARDI 14 OCTOBRE. — Ouverture à New-York de l'assemblée générale de l'**O.N.U.**

JEUDI 16 OCTOBRE. — Rupture des relations entre l'**Iran** et la **Grande-Bretagne.**

Congrès du parti **radical.**

VENDREDI 17 OCTOBRE. — Le **Vietminh** s'empare de Nghia-lo en pays thaï.

SAMEDI 18 OCTOBRE. — Grève des **grands magasins parisiens** pour protester contre la suppression du repos du lundi.

MARDI 21 OCTOBRE. — L'offensive du **Vietminh** se poursuit en pays thaï.

Réduction de la durée du travail dans plusieurs ateliers **Renault.**

Etat d'alerte dans la colonie britannique du Kenya en **Afrique orientale.**

MERCREDI 22 OCTOBRE. — Aggravation de la situation **en pays thaï.**

A **Milan**, fin du congrès de l'Internationale socialiste.

JEUDI 23 OCTOBRE. — Grâce au vote des U.S.A. les affaires nord-africaines seront discutées à **l'O.N.U.** après l'affaire de Corée.

D'où vient l'argent ?

DU 28 SEPTEMBRE AU 25 OCTOBRE 1952

RECETTES		
Abonnements :		
Ordinaires :	45.000	
Soutien	42.200	
		87.200
Souscription « R. P. »		8.065
Vente		1.610
Publicité		4.000
Souscription pour les Tunisiens		950
Divers		1.675
		103.500
En caisse et chèques postaux		52.448
		155.948
DEPENSES		
Impression, papier		89.285
Routage, timbrage, expédition		5.976
Téléphone		2.680
Frais généraux		600
		98.541
Solde au 25 octobre :		
Caisse	6.614	
Chèques postaux	50.793	
		57.407
		155.948

—•—

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Baudin (Saône-et-Loire) 1.000 ; Dambourgès (Pyr.-Orientales) 1.500 ; Chambon (Paris) 1.000 ; Mingat (Isère) 1.000 ; Mormiche (Deux-Sèvres) 1.000 ; Barlet (Loire) 1.000 ; Estève (Gard) 1.500 ; Martinet (Paris) 10.000 ; Millot (Paris) 1.000 ; Cottet (Paris) 1.400 ; Boirard (Paris) 1.000 ; Berthaud (Rhône) 1.000 ; Jouveshomme (S.-et-O.) 1.500 ; Ruh (Paris) 3.000 ; Guigui (Suisse) 1.500 ; Ancely (Paris) 1.400 ; Durand (Oise) 1.000 ; Geslin (Seine) 2.000 ; Thevenon (Loire) 1.500 ; Duché (Puy-de-Dôme) 1.400 ; Vaillard (Paris) 1.500 ; Metayer (Oise) 2.000 ; Pons (Ain) 1.000 ; Pujolle (Gironde) 1.000 ; Petit (Paris) 1.000. — Total : 42.200 francs.

—•—

LA SOUSCRIPTION

Thomas (Indre) 100 ; Buissonnière (Allier) 200 ; Theuil (Vaucluse) 50 ; Boutin (Paris) 200 ; Millet (Cher) 100 ; Rassinier (Saône-et-Loire) 300 ; Pezy (Loir-et-Cher) 100 ; Caron (Aisne) 80 ; Jannin (Saône-et-Loire) 300 ; Guillet (Pas-de-Calais) 500 ; A. L. (Paris) 5.000 ; Roux (Deux-Sèvres) 125 ; Deloffre (Pas-de-Calais) 100 ; Varier (Seine) 300 ; Palix (Hérault) 60 ; Estève (Aude) 100 ; Jacquet (Rhône) 250 ; Besse (Alpes-Maritimes) 100 ; Lagrange (Creuse) 100. Total : 8.065 francs.

—•—

LA SOUSCRIPTION POUR LES TUNISIENS
(Sixième liste)

Mormiche (Deux-Sèvres) 500 ; Lagrange (Creuse) 200 ; A.-V. Jacquet (Rhône) 250. — Total : 950 fr.
Total des cinq premières listes : 35.200 francs.
Total au 25 octobre : 36.150 francs.

—•—

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Paris, 3 ; Bouches-du-Rhône, 1 ; Pas-de-Calais, 2.

—•—

MOUVEMENT DES ABONNES

Situation au 23 septembre	1.366
Abonnements nouveaux	6
	1.372
Désabonnements et suppressions	5
Situation au 25 octobre	1.367